

«Initiatives»: 9 pages d'offres d'emplois

# Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14948 - 7 F

MERCREDI 17 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

## Nouvelle donne à Kaboul ?

APRÈS un mois de combats interarmées dans le terrible hiver afghan, les protagonistes de la «troisième bataille de Kaboul» ont accepté, du bout des lèvres, de suspendre les combats. Cette trêve, informelle, est de toute évidence fragile, entre des adversaires apparemment aussi irréconciliables que le ministre de la défense, le fameux commandant Massoud, et le chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar.

L'interruption des hostilités n'est que partielle : selon plusieurs témoignages, des soldats gouvernementaux ont déjà mis à profit pour se livrer à des violences contre des chiites. Ainsi démarre un engrenage qu'avait jusqu'ici évité un pays à qui, pourtant, peu d'horreurs ont été épargnées en trois lustres de guerre civile et étrangère : celle des représailles ethniques et religieuses. Certains dirigeants chiites avaient, au demeurant, bien perçu le risque inhérent à la tentation extrémiste qui prévaut aujourd'hui dans leur communauté : qu'elle serve de prétexte, à ses dépens, à une réconciliation des sunnites majoritaires.

PAR-delà la volatilité des alliances nouées entre factions islamistes depuis la chute du régime communiste l'an dernier, on ne peut manquer d'observer certaines constantes d'un jeu afghan particulièrement complexe : à la vieille haine entre sunnites et chiites s'ajoute la volonté persistante des tribus pachotons, maîtres du pays durant deux siècles et demi, de refuser leur épou à Tadjiks, aujourd'hui dominants à Kaboul.

On prend aussi conscience qu'il n'est pas possible de tenter plus longtemps de marginaliser une autre minorité, celle des Ouzbeks, au motif que ses chefs ont joué le jeu des Soviétiques et des communistes, en raison, essentiellement, du fait qu'une rivière les sépare du territoire de l'ex-URSS. Ce sont là des faits dont il faudra tenir compte dans l'environnement afghan, où, par ailleurs, les récents succès militaires, sans précédents, des fondamentalistes ont bouleversé la donne.

L'ARRIVÉE à Kaboul, comme l'indiquent, du général Hekmatyar, ex-chef des services secrets pakistais et architecte de la «guerre sainte» contre l'Armée rouge, devait déjà beaucoup à la Realpolitik. Une autre «délégation de paix», encore plus surprenante, s'est rendue le 15 février en Afghanistan à la demande du président Rabhani : elle est dirigée par Ouzi Hussain Ahmed, chef du parti pakistais Jamaat-e-Islami, ami et allié de longue date de M. Hekmatyar.

Ces éléments confirment le caractère spectaculaire des intégrations dans une région cruciale du monde musulman. A Islamabad, le premier ministre, M. Nawaz Sharif, n'avait-il pas, l'an dernier, vu avec soulagement le départ du Jamaat de la coalition qu'il dirige en raison, précisément, de graves divergences à propos du pays voisin ? Si l'on ajoute à ce remue-ménage le fait que Ouzi Hussain Ahmed a reçu, avant de se rendre à Kaboul, la visite de l'ambassadeur des Etats-Unis, pays qui n'avait pas ménagé son soutien à M. Hekmatyar contre l'URSS, il n'est pas interdit de considérer que de grands changements pourraient se produire prochainement à Kaboul.

Lire nos informations page 7



Revenant sur ses promesses électorales

## M. Clinton annonce des sacrifices pour les classes moyennes

Au cours d'une allocution télévisée, M. Bill Clinton a fait appel au «patriotisme» de ses concitoyens pour réduire le déficit budgétaire. Malgré les promesses électorales faites à la classe moyenne, celle-ci devra, elle aussi, faire des sacrifices, et la fiscalité des sociétés sera alourdie. Cent cinquante programmes gouvernementaux seront touchés par les économies. Le plan de relance qui accompagne l'austérité sera limité à 30 milliards de dollars. M. Clinton présentera son programme économique au Congrès le 17 février pour délivrer son message «d'équité sociale».



Lire page 19 l'article de SERGE MARTI

La coopération et les processus démocratiques en Afrique

## La France cherche à éviter une explosion au Togo

Malgré l'échec des pourparlers de Colmar entre l'opposition et les représentants du général Eyadéma, la France, par la voix de M. Marcel Debarge, reste disponible pour «remettre en route le processus démocratique» au Togo. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le ministre délégué à la coopération et au développement souligne également que la France doit «accompagner les pays africains sur le chemin de la démocratie», sans pour autant imposer ses vues. Il estime de plus en plus nécessaire de promouvoir des projets de développement à une échelle régionale plutôt que d'assurer les fins de mois.

### Un entretien avec M. Marcel Debarge

«Comme elle l'avait fait bien avant à l'égard du Zaïre du maréchal Mobutu, la France a finalement décidé de suspendre toute coopération avec le Togo du général Eyadéma. Après l'échec de la médiation que vous avez tentée entre les partis sans de ce dernier et l'opposition, qu'est-il encore possible de faire pour éviter une explosion à Lomé ?

«Il est difficile de prévoir comment les choses vont évoluer. Notre souci est d'éviter que le Togo ne devienne un nouveau Libéria. Pensez que le gouvernement de ce pays ne s'est pas réuni depuis le 3 novembre dernier et que le gouvernement «de crise» annoncé ce dernier week-end est jugé illégal — par le Haut Conseil de la République et non reconnu par l'opposition, — qu'une grève générale paralyse

l'économie depuis près de trois mois, que des morts et des blessés sont à déplorer, que des dizaines de milliers de Togolais ont fui Lomé pour se réfugier à l'étranger, au Bénin ou au Ghana et que les dirigeants de l'opposition sont en exil ou vivent dans la clandestinité !

«La situation togolaise fait penser à une Cocotte Minute sur le point d'exploser. Ce que nous avons essayé de faire, conjointement avec le gouvernement allemand, c'est de placer une soupape de sécurité.

Propos recueillis par FRANCIS CORNU et CATHERINE SIMON

Lire la suite page 6 et l'article de JACQUES ISNAUD sur la situation au Rwanda page 5

## Les impôts inévitables

Le programme de l'Union pour la France contient beaucoup de promesses. La droite ne pourra les financer que par une fiscalité accrue

par Alain Verholes

La question que tout le monde se pose depuis qu'a été publié le projet de l'Union pour la France est de savoir si la droite au pouvoir pourra financer ses nombreuses promesses sans augmentation d'impôts, de taxes ou de cotisations sociales.

A cette question, point n'est besoin d'être grand clerc pour répondre que la chose semble presque impossible. Des recettes fiscales nouvelles seront nécessaires jusqu'à ce qu'une véritable reprise économique se manifeste. Encore la droite devra-t-elle renoncer pendant quelque temps à réduire des déficits publics devenus importants, en contradiction avec les disciplines européennes requises pour mener à bien le projet d'union monétaire, en contradiction aussi avec les espoirs d'une baisse rapide et

forte des taux d'intérêt. La quasi-stagnation de l'activité économique que va considérablement compliquer la tâche de la future majorité. A l'automne dernier, le gouvernement avait tablé pour cette année sur une croissance de 2,6 %. Grave erreur de prévision : la progression de la production nationale risque en 1993 d'être la plus faible enregistrée depuis 1983 (+ 0,7 %), époque du plan d'austérité Mauroy-Delors. Il n'est même pas exclu que le produit intérieur brut (PIB) stagne complètement, ce qui renverrait alors à 1975 et à l'appauvrissement absolu du pays causé par le premier choc pétrolier.

Hypothèse vraisemblable si l'on songe que la production nationale a reculé au quatrième trimestre 1992 et que cette baisse risque fort de se poursuivre jusqu'au printemps. Cette très mauvaise passe que traverse le pays

ve tirer un peu plus les ressources publiques. L'Etat avait déjà perdu 78,6 milliards de francs à l'automne dernier par rapport aux recettes fiscales inscrites dans la loi de finances pour 1992, votée en décembre 1991. Non seulement aucune amélioration ne s'est produite depuis lors, mais les pouvoirs publics estiment maintenant que l'Etat a de nouveau perdu 25 milliards de francs — de TVA notamment — depuis qu'a été mise au point, il y a quatre mois, la loi de finances rectificative pour 1992, votée le 23 décembre.

Cette perte d'une bonne centaine de milliards de francs pour 1992 — une énorme moins-value qui représente 6,5 % des recettes fiscales totales de l'Etat — ne s'explique sans doute pas uniquement par la conjoncture défavorable.

Lire la suite page 18

## Un président arbitre

Le comité consultatif propose un rééquilibrage des institutions

par Thierry Bréhier

La VI<sup>e</sup> République n'est pas pour demain. Si les propositions «faites», lundi 15 février, à M. François Mitterrand par le comité consultatif pour la révision de la Constitution sont suivies d'effet, les institutions de la France seront un curieux mélange de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République : le chef de l'Etat, bien que toujours élu au suffrage universel direct, devra pour l'essentiel se satisfaire d'un rôle d'arbitre, sauf pour la politique étrangère et la défense, alors que le premier ministre, obligatoirement investi de la confiance de l'Assemblée nationale, bénéficiera d'une double légitimité (présidentielle et législative) qui lui permettra, plus facilement qu'aujourd'hui, de véritablement conduire «la politique de la nation». L'exécutif sera véritablement partagé.

Rien n'est jamais sûr en la matière, il est vrai. Comme le reconnaît le comité présidé par M. Georges Vedel, même dans un pays de droit écrit comme la France, la pratique peut avoir plus de poids que les textes. La Constitution actuelle en est le meilleur exemple. Ses pères fondateurs le voulaient parlementaire ; la pratique gaullienne et l'élection du président de la République au suffrage universel en ont fait un régime hybride, mi-parlementaire mi-présidentiel, une moitié l'emportant sur l'autre selon les rapports de forces du moment.

Le comité prétend ne pas avoir voulu trancher ce nœud gordien. Peut-être, mais sa principale novation — l'obligation d'une vote de confiance pour tout nouveau gouvernement — pourrait bien avoir ce résultat.

Lire la suite page 10 et nos informations pages 8 et 10

## La reprise d'Adidas suscite une polémique

La reprise de 42 % d'Adidas par trois établissements publics (Crédit lyonnais, AGF, UAP) provoque une controverse politique. MM. François d'Aubert (UDF) et Alain Juppé (RPR) réclament une enquête parlementaire, et M. Bernard Tepia menace de porter plainte.

Lire page 23 l'article de CAROLINE MONNOT

SCIENCES ♦ MÉDECINE

## Les parasciences, passion française

Les parasciences séduisent un nombre croissant de Français. En dépit des acquis d'une science et d'une technologie omniprésentes, 55 % d'entre eux croient à la transmission de pensée et aux guérisons par magnétiseur ou imposition des mains, révèle un sondage réalisé par la SOFRES pour la Cité des sciences de la Villette, le journal Le Monde et la Fondation électricité de France. Cet engouement frappe d'abord les jeunes et les femmes. Les adeptes du paranormal sont souvent diplômés, parfois scientifiques, et se recrutent plus facilement chez les militants et les sympathisants des Verts ou de Génération Ecologie.

Lire page 14 l'article de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Pendant les élections, les «affaires» continuent.

(voir dernière page)

## DÉBATS

Ex-Yougoslavie

## Intellectuels « va-t-en-guerre », politiques pacifistes

par François Fejtó

Nous nous trouvons dans une situation paradoxale : des intellectuels engagés, comme l'a fait remarquer récemment Jean-François Kahn, réclament une intervention par la force pour arrêter la guerre en ex-Yougoslavie alors qu'une majorité d'hommes politiques et de stratèges prêche la paix. Situation paradoxale, certes, mais pas inédite, car des précédents, notamment en France, ne manquent pas : rappels des débats orageux de 1935-1936, au sujet de la non-intervention dans la guerre d'Espagne, ceux entre municipalités et anti-fascistes, les débats des années 60 sur le réarmement allemand, en 1956 sur la révolution hongroise, etc. (1).

Le monde intellectuel bataille vaillamment contre la guerre du Vietnam, celle de l'Algérie, puis la fascination par le communisme dépressant, il engage le grand combat pour les droits de l'homme, que le pouvoir encourage mais en veillant qu'il se maintienne dans les limites de la *Realpolitik*. Quand, enfin, cette bataille se termine avec l'effondrement du mur de Berlin, les intellectuels jubilent, mais les politiques cachent mal leur désarroi.

Survinent des surprises plus grandes encore pour les politiques trop myopes ou presbytes pour voir et prévoir ce qui se passait à proximité : la dislocation de la Yougoslavie et le conflit dont on était généralement en peine de comprendre la nature exacte, les causes et les conséquences possibles. Il serait trop long, encore que tristement distrayant, d'évoquer toutes les absurdités, sottises, propos d'ignorance, d'hypocrisie ou de mauvaise foi qu'on entendit et lut à propos de cette « affaire ». Je me limiterai à quelques brièvetés sur les principaux thèmes du débat qui oppose depuis 1990 au pouvoir ces intellectuels « interventionnistes » qu'on ne peut faire la paix en ajoutant la guerre à la guerre. La phrase semble bien. Hélas, l'histoire même récente prouve le contraire.

Les guerres sont en général déclenchées par une agression qui place les victimes devant le choix de capituler, de se défendre par les armes, tandis que ceux qui par obligation d'alliance ou par le droit international sont appelés à intervenir, ont le choix de porter assistance aux agresseurs ou de les abandonner à leur sort.

Certains, pour justifier l'abstention, avancent l'argument que les responsables sont les Croates, les Serbes, les Bosniaques, les Yougoslaves, la Fédération qui avait garanti la sécurité des minorités en Croatie et en Bosnie (voir celle des Albanais du Kosovo, des Hongrois de la Voïvodine). Allemands, Autrichiens, le Vatican ont été accusés d'avoir encouragé le séparatisme et précipité la reconnaissance des nouveaux États. Cela pour étendre le *Lebensraum* germanique. On oublie que Croates et Serbes ont négocié pendant plus de deux ans pour arriver à un accord équitable avec les Serbes sur la réorganisation de la Fédération et que les nouveaux États n'ont été reconnus qu'après la destruction de Vukovar et l'occupation d'un tiers de la Croatie.

On fait appel à l'histoire : Croates, Sloènes, Bosniaques ne se battirent pas dans deux guerres mondiales « de l'autre côté » ? Il me semble que les Allemands, les Italiens, etc. se battaient aussi de « l'autre côté » et sont maintenant nos amis. On rappelle le « sacrifice héroïque des combattants serbes dans la guerre antifasciste ». Que je sache, le nombre des partisans croates, sloènes, bosniaques n'était pas inférieur au leur ?

Il est certain que, comme l'a affirmé le président Mitterrand, on ne peut reprocher à la Communauté européenne, aux Nations unies et surtout à la France d'avoir voulu « jouer à fond les chances de la diplomatie » (2).

Est-ce à dire que se sont trompés les « intellectuels », les experts qui, connaissant les objectifs et la stratégie de « Belgrade », jugeaient, dès

l'été 1991, les chances d'un règlement diplomatique, minimes ?

Certes, des efforts honorables ont été faits pour l'acheminement de l'aide humanitaire aux victimes. Il eût mieux valu empêcher qu'on continue à faire des victimes. Le rôle qu'on fait jouer aux « casques bleus » est encore plus discutable. Ainsi des douze mille « casques bleus » envoyés en Croatie où ils ont, certes, gelé le conflit, mais non seulement n'ont pas désarmé les milices, mais leur ont permis de parachever tranquillement l'épuration ethnique dans la Krajina et la Slavonie croate.

## Le processus d'homogénéisation ethnique

Il était à prévoir que les Croates ne se résigneraient pas indéfiniment à attendre que, grâce à la protection de l'ONU, leurs compatriotes expulsés puissent regagner leurs foyers en grande partie détruits, et que les communications entre la Croatie du Nord et la côte croate de l'Adriatique soient rétablies.

Le plan Vance-Owen consistait fondamentalement à entériner le principe d'homogénéisation ethnique que la partie serbe considère comme un « processus » historique irréversible dans la région. Les trois parties veulent un État dans l'État, à

déclat Cosic (3). Ce qui est vrai pour les Serbes et certains Croates, mais non pour les Bosniaques, qui espèrent toujours reconstituer un seul État pour les trois nations constituantes.

On comprend bien que « les responsables européens ne veulent s'engager dans des entreprises sans issue » et que « la Bosnie victime d'une guerre implacable » ne demande pas tant une intervention militaire que le moyen de se défendre (4). C'est-à-dire la levée de l'embargo, dont ils sont les seuls à subir les conséquences. Que je sache, « les intellectuels » mis en cause ne demandaient pas autre chose. Pourquoi s'y oppose-t-on toujours, alors que la partie serbe viole chaque jour l'embargo ?

La principale faute de l'Occident, me semble-t-il, n'est pas de n'avoir pratiquement rien fait, mais de n'avoir rien pensé, imaginé de n'avoir pas fixé clairement son objectif. D'Europe, en particulier, que le problème concerne en tout premier lieu, a démontré son impuissance.

Or l'indivisible que souhaitent aussi beaucoup d'intellectuels est arrivé. Quelques jours après son intronisation, Clinton, par la voix du chef de la diplomatie, a défini sa position. Celle-ci, en raison de sa prudence, décevait ceux qui s'atten-

daient à plus d'audace, vu la tonalité interventionniste de certaines déclarations précédentes. Il ressort pourtant de la mise au point de Warren S. Christopher :

1. Que les États-Unis ont décidé « d'aller plus loin que ne l'ont fait la CEE et l'ONU ».

2. Qu'ils n'acceptent — comme le plan Owen-Vance l'a fait implicitement — ni l'épuration ethnique dans les territoires conquis ni la destruction de la Bosnie-Herzégovine.

3. Qu'ils tiennent compte du rejet catégorique par les Musulmans de Bosnie du plan de partition à leurs dépens.

Ce n'est pas pour rien que Christopher se réfère au soutien de l'opinion publique américaine pour l'entrée en scène des États-Unis. Depuis plusieurs mois, cette opinion, exprimée par les médias, réclame bien plus résolument que l'opinion publique européenne, une intervention énergique, « including possible military action », pour mettre un terme aux hostilités, pour empêcher leur extension et que la solution n'inter-vienne qu'au seul détriment des Musulmans et des Croates. Certes, la mise en vigueur du plan américain implique — tout en manquant de précision quant au règlement de l'ensemble des problèmes de l'ex-Yougoslavie (l'intégrité territoriale de la

Croatie historique, neutralisation du potentiel agressif de l'armée serbe, désarmement des milices, retour des réfugiés, statut des minorités, tracé définitif des frontières) — des efforts considérables. On peut aussi se demander si tous ses objectifs peuvent être réalisés sans cette « mise sous tutelle (*trusteeship*) internationale » pour quelque temps qu'a suggéré récemment Valéry Giscard d'Estaing pour l'ex-Yougoslavie. Ce qui créerait un important précédent pour le rôle des démocraties. Encore qu'on doive éviter que le temps nécessairement long de la pacification, que les États-Unis ont enfin prise en main, s'empêche pas l'action la plus urgente : le sauvetage de Sarajevo et de la Bosnie. Il ne faudrait pas que le médecin n'arrive que pour constater le décès du malade.

1. Voir l'excellent ouvrage de l'historien anglais Tony Judt *Un passé imparfait, les intellectuels en France, 1944-1954*, Fayard, 1993.

2. François Mitterrand, « La France s'en tire mieux que les autres », *Le Vendredi*, hebdomadaire du Parti socialiste, 22 janvier 1993.

3. Interview de P. Cosic dans *La Croix* du 26 janvier 1993.

4. Mitterrand *op. cit.*

► François Fejtó est historien et journaliste.

## Réponse à Edgar Morin

## Le temps du mal et du pire

par Dobrica Cosic

COMME je respecte depuis longtemps le personnage et l'œuvre d'Edgar Morin, dont l'ouverture d'esprit et le courage de la pensée font honneur à la France, je me sens tenté de prendre en considération ses motivations, même si celles-ci me troublent, comme je suis enclin à voir dans la vivacité un peu facile de ses questions une forme de bonne intention. Car je ne sais pas si Edgar Morin m'interroge ou me met en garde lorsque, s'adressant directement à moi, il dit :

« Dobrica Cosic, êtes-vous devenu un *Petar Bajerovic*, un *Bogdan Dragojevic* (1), du nationalisme serbe ? Croyez-vous que le problème des minorités serbes doit être réglé par le fer et le feu et par la destruction de la Bosnie-Herzégovine ? Croyez-vous que le bien du peuple serbe soit de conquérir un espace vital dont soient chassés ceux qui n'ont pas la pureté ethnique serbe ? Connaissiez-vous les réels horribles de massacres, de viols, d'exactions, attestés par des commissions d'enquête internationales et d'innombrables témoins européens qui dépassent vos propres récits du Temps de la mort ? »

Je crois qu'Edgar Morin n'aurait pas pu écrire cela s'il était, même un peu, au courant de ce qui se passe réellement dans mon pays et à quoi je participe depuis l'été dernier, lorsque j'ai accepté la charge de président d'une Fédération réunissant les deux plus anciens États du Sud-Est européen, la Serbie et le Monténégro, les seuls États du monde aujourd'hui soumis à un total blocus juridique, économique, culturel, médical, et même sportif, et appliqué par tous les moyens et de toutes parts : terre, air et mer. Je ne citerai cependant ici qu'un exemple, le plus récent, pour illustrer le manque d'information de mon critique.

Le 6 février dernier, à la veille du Noël orthodoxe et de la poursuite des négociations de Genève, je me suis senti obligé, à ce moment crucial pour tout l'espace balkanique, d'expliquer aux citoyens de mon pays la position que j'allais défendre à cette conférence au nom de la délégation yougoslave. La position que je soutenais et que je soutiens est la suivante :

Mettre fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine par des moyens politiques et démocratiques afin de résoudre de manière sûre et durable la question serbe sur le territoire de la Yougoslavie et avec elle la question croate, musulmane et albanaise. Devant le monde et l'avenir, les Serbes doivent poser leur question nationale, sous tous ses aspects, d'une manière démocratique, humaniste et pacifique. Si la question serbe cesse d'être une question démocratique, si les intérêts serbes ne sont pas défendus par une politique d'apaisement, d'entente et de compromis, par la compréhension et la prise en consi-

dération de la justice, des droits et des intérêts d'autrui, nous serons, comme peuple, historiquement défaits. Nous devons aller à la rencontre de tous les véritables pacifistes et démocrates et leur rendre une main amicale. Nul ne nous aidera dans notre malheur si nous ne nous aidons pas d'abord nous-mêmes. Ceux qui ne nous comprennent pas et ne veulent pas entendre la vérité sur nous, nous devons les convaincre qu'ils se nuisent à eux-mêmes ; nous devons être les alliés de tous ceux qui luttent pour les droits de l'homme et participent à la réalisation de ces droits pour la paix, la justice et la liberté. Notre question vitale, à cette heure, se formule ainsi : comme peuple, comme société, comme État de Serbie et du Monténégro, avons-nous la force et l'intelligence de vaincre tout d'abord le mal qui est le nôtre, puis celui de l'étranger qui nous entoure ?

## Vieilles illusions idéologiques

Pour éviter les malheurs qui nous menacent, nous devons reconnaître à temps ceux qui, par leurs idées, leurs comportements, voire par des intimidations adressées aux Albanais, aux Croates et aux Musulmans, mettent directement en péril le caractère démocratique de notre État, lui attirent des ennemis, forment les mauvaises intentions de ceux-ci. Les vieilles illusions idéologiques, chez nous et autour de nous, se dissimulent aujourd'hui derrière une idéologie nationale, laquelle se transforme en nationalisme aux motifs chauvins. Une telle idéologie menace de précipiter les pays balkaniques dans les bas-fonds politiques de l'Europe, là où peinent de petites nations historiquement attardées et auxquelles le peuple serbe n'appartient plus depuis des siècles.

Ainsi, cher Edgar Morin, une quinzaine de jours avant vos interpellations dans *Le Monde*, quelque chose a été non seulement formulé mais aussi réalisé. Si vous suiviez les événements, vous auriez pu vous convaincre que vous avez commis une injustice à votre propre égard en prenant pour argent comptant le stéréotype médiatique des Serbes qui détruisent la Bosnie-Herzégovine « par le fer, le feu et la purification ethnique ». Pour ne pas dire combien je suis étonné de vous entendre parler des « réels horribles de massacres, de viols, d'exactions attestés par des commissions d'enquête internationales et d'innombrables témoins européens ».

Quelles commissions, cher ami, quels témoins, sur la base de quelles preuves et attestées par qui ? Pouvez-vous considérer comme sérieuses et fiables des allégations restées à l'état d'allégations et provenant d'un seul côté — catholico-musulman — dans la démente de cette guerre religieuse, civile et

intercommunautaire ? Vous savez bien que les mensonges sont toujours plus simples que la vérité et, bien entendu, beaucoup plus efficaces.

L'Église orthodoxe serbe, par exemple, qui est la seule à parler de la tragédie des trois peuples, dispose de données fascinantes et tout à fait concrètes sur l'extermination physique et culturelle des Serbes en Bosnie-Herzégovine et en Croatie ; mais ces documents n'intéressent aucune commission de la CEE ou du Parlement européen ni aucun observateur singulier, comme les « nouveaux philosophes » de votre pays ou les vieux nostalgiques de l'Europe centrale et nordique.

Curieusement, les hommes politiques peuvent quelquefois se montrer plus avisés que les intellectuels et leur conscience. Ce phénomène est apparu à vous et à moi en cette année, pas si lointaine, de 1948, lorsqu'en raison de l'excommunication stalinienne du « révisionnisme yougoslave » ce même pays fut boycotté par l'intelligentsia française la plus influente de ce temps, à commencer par Edvard, Aragon, Sartre. Les exceptions étaient alors très rares, et vous en êtes, et de cette expérience vous avez tiré votre fameuse *Autocritique* d'une si grande pureté morale.

## Aveuglement

Ne croyez-vous pas dès lors que le monde auquel vous appartenez et dans lequel vous soutenez vos opinions est une fois de plus soumis à une tentation d'aveuglement vis-à-vis de la Yougoslavie ? Ne pensez-vous pas que les mêmes véritables de la guerre qui déchire ce pays doivent être recherchées avant tout dans l'idéologie proclamée par Djouachvili-Staline pour résoudre la question nationale yougoslave et réalisée durant le règne du plénipotentiaire du Komintern Broz-Tito dans le rôle de président à vie de la Yougoslavie ?

Pour ajouter encore à l'absurde, la dislocation de la Yougoslavie, conformément à ce concept idéologique, a été parachevée par la Communauté européenne, la commission Badinter et tous les accords internationaux pour les pressions, les sanctions et pour le prestige. Dois-je croire que vous avez oublié aussi le nationalisme oustachi chez les Croates, qui combattent également en Bosnie ; ou que vous ignorez le fondamentalisme musulman d'Aljia Izetbegovic, qui veut créer par le djihad le premier État islamique en Europe ? Au lieu d'aborder les raisons essentielles de la crise, on passe plus de temps sur ses causes secondaires et consacre plus d'efforts à imposer des solutions artificielles qu'à examiner sérieusement leur viabilité.

Ne vous vient-il pas à l'esprit que Hitler a déclenché la seconde guerre mondiale parce que l'armée polonaise avait la première enfreint les

frontières allemandes ? Autrement, vous avez raison : notre présent est bien un temps de la mort et du mal.

Mais songez-vous, parfois, que nous vivons au milieu de faussetés et de manipulations qui soumettent l'opinion européenne à un conditionnement totalitaire et tout augmentent le mal, le rendant plus dangereux et sans fin ? Ce système du mensonge, qui agit aujourd'hui au nom des droits de l'homme, ne menace-t-il pas de nous projeter dans un mal encore pire que celui dans lequel nous vivons aujourd'hui ?

Je n'aurais pas l'intention de poser des questions à Edgar Morin ; mais il me semble que de celles-ci dépend une décision cruciale de l'Europe : va-t-elle vraiment abolir les frontières entre les peuples, en ouvrant d'abord les barrières aux vérités ? Je partage en grande partie ce désir avec mon ami français. Je crois que nous divergerons beaucoup moins dans nos opinions si nous pouvions les exposer ouvertement et patiemment lors d'une réunion d'intellectuels européens pour laquelle, si je suis bien renseigné, Edgar Morin s'est engagé. Je le salue et le salue de tout cœur.

(1) Figures de communistes fanatiques du mmm *Le Temps du mal* (traduction française à L'Âge d'homme).

► Dobrica Cosic est président de la République fédérale de Yougoslavie.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL *Le Monde*  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie

de « Le Monde »

12, r. M.-Quibouff

94013 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

## Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Cusi

Membres du comité de direction :

Jacques Guin, Philippe Dupuis,

Isabelle Tsalikis

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-52-72-72

Téléc : 44-00-72-72

Tél. : 44-00-72-72

Société filiale

de la SARL *Le Monde* et de Médias et Régions Europe SA

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article,

sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 40-65-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

3 mois 536 F 572 F 790 F

6 mois 1 028 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - pending) is published daily for \$ 892 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852, Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., U.S., and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to DMS of NY Box 1514, Champlain, N.Y. 12919 - 1514.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 130 Pacific Avenue Suite 400 Virginia Beach, VA 23461 - 290 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Paris FP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

محضان النحل



# ÉTRANGER

• Le Monde • Mercredi 17 février 1993 3

GRANDE-BRETAGNE : volte-face gouvernementale dans le débat européen

## Le vote d'un amendement sur le chapitre social n'empêchera pas la ratification du traité de Maastricht

Menacé d'être mis en minorité lors du vote d'un amendement travailliste sur les dispositions sociales du traité de Maastricht, le gouvernement de M. John Major vient d'effectuer une volte-face : M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, a affirmé, lundi 15 février, que ce vote n'empêchera pas la ratification du traité.

LONDRES

de notre correspondant

M. Tristan Garel-Jones, secrétaire d'Etat chargé de l'Europe, s'est fait discret, lundi à la Chambre des communes : le 20 janvier, il affirmait qu'un vote positif en faveur de l'amendement du Labour visant à annuler la clause d'exemption en matière sociale dont bénéficie la Grande-Bretagne, rendrait impossible la ratification du traité par la Grande-Bretagne et *inso facto* à l'échelle européenne (le Monde du 13 février).

M. Garel-Jones avait pris cette position sur la base des avis formulés par les juristes consultés par le gouvernement. Ces experts avaient tort, a reconnu M. Hurd : l'adoption éventuelle de l'amendement n'empêchera en aucune manière le gouvernement de ratifier le traité européen ; tel est, a affirmé le secrétaire au Foreign Office, le nouvel avis donné par le procureur général, Sir Nicholas Lyell.

### La colère des «eurosceptiques»

Contraint de justifier cette volte-face, M. Hurd a présenté ses «excuses» aux parlementaires pour les avoir induits en erreur : le procureur général estime que dans la mesure où cet amendement a trait au protocole annexé au traité, il ne peut créer d'incompatibilité juridique entre la loi britannique et les

dispositions du traité. Son vote n'a donc aucun effet sur le processus de ratification, que le gouvernement entend poursuivre jusqu'à son terme.

Ces explications laborieuses ont provoqué la colère des membres de l'opposition et des représentants de la tendance antieuropéenne du parti conservateur. Le gouvernement avait renforcé la thèse de ces derniers en affirmant qu'un vote positif rendrait impossible la ratification britannique, but ultime des «eurosceptiques». Tout indiquait qu'en apportant leur soutien à l'opposition, ces derniers allaient permettre la mise en minorité du gouvernement. De nombreux parlementaires n'hésitaient pas, lundi soir, à mettre en cause la validité de cette nouvelle expertise qui, estiment-ils, intervient à point nommé pour éviter au gouvernement une défaite humiliante. Dans l'immédiat, le gouvernement de M. Major a écarté la menace la plus pressante.

Les «eurosceptiques» sont maintenant divisés, certains jugeant qu'il est vain de continuer à soutenir un amendement de l'opposition qui semble avoir fait long feu. Le

Labour, de son côté, n'entend pas renoncer à son objectif : forcer le gouvernement à choisir entre l'abandon du traité et l'acceptation des dispositions sociales. D'autres escarmouches sont probables mais apparaissent, dans une certaine mesure, dérisoires : il existe une indiscutable majorité à la Chambre des communes en faveur de la ratification du traité européen, et les parlementaires hostiles au «chapitre social» de Maastricht sont tout aussi majoritaires. Cet épisode ne peut, au bout du compte, que renforcer les préventions déjà fortes des Britanniques à l'égard d'une Europe qui serait dominée par des querelles juridiques.

LAURENT ZECCHINI

□ Un soldat en permission tué à Belfast. — Un soldat Royal Irish Regiment en permission, marié et père de deux enfants, a été tué par un groupe d'hommes armés, lundi soir 15 février dans la partie ouest de Belfast, en Irlande du Nord, a-t-on appris de source policière. Il s'agit du troisième membre des forces de sécurité tué depuis le début de l'année. — (AFP, Reuter.)

□ CHYPRE : M. Denktash demande l'annulation des pourparlers sous l'égide de l'ONU en mars. — Selon l'agence chypriote turque TAK, M. Rauf Denktash, président de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), reconnue seulement par Ankara, a estimé lundi 15 février, à la suite de l'élection dimanche de M. Glafcos Cléridas à la présidence de la République de Chypre — qui conteste le plan de règlement mis au point par l'ONU (le Monde du 16 février) — que «le rendez-vous de mars» pour une reprise des pourparlers intercommunautaires à New-York devrait être «annulé». Il a, en revanche, appelé le nouveau président chypriote à le rencontrer à Chypre pour «un entretien sur pied d'éga-

lité et sans condition». De son côté, M. Cléridas, comme il l'avait fait pendant la campagne, a demandé le report de ces pourparlers. — (AFP, Reuter.)

□ Manifestations et grèves de la faim de Kurdes réfugiés en Allemagne et en Belgique. — Quelques centaines de Kurdes ont participé, lundi 15 février, à des manifestations ou à des grèves de la faim dans plusieurs villes d'Allemagne pour protester contre la répression contre les Kurdes en Turquie, a-t-on appris de source policière. Sept cent vingt Kurdes, ainsi que quinze élus de «l'Assemblée nationale du Kurdistan» en Europe, observent également une grève de la faim à Bruxelles depuis la fin janvier. — (AFP)

RUSSIE : alors que la situation politique est bloquée

## M. Boris Eltsine part en vacances

MOSCOU

de notre correspondant

Vacances imprévues et retraites subites comptent parmi les anecdotes de M. Boris Eltsine, qui semble les avoir érigées en mode de gouvernement. C'est le président russe qui soudainement décide de prendre un repos de deux semaines à compter du lundi 15 février, alors même que la situation politique est complètement bloquée et qu'une décision s'impose quant à la tenue ou non d'un référendum en avril ne devrait donc pas étonner outre mesure. Tout indique au contraire que M. Eltsine a décidé de prendre du champ pour se concentrer sur cette affaire qui tourne à l'absolue confusion et commence à mettre en cause sa crédibilité.

Après avoir, en décembre dernier, lancé l'idée d'un référendum plébiscite, véritable appel au peuple destiné à démasquer le président de la tunique trop pesante du Parlement, M. Eltsine avait ensuite accepté un compromis qui l'a peu à peu conduit dans une impasse. La date de la consultation a en effet été fixée — le 11 avril — mais pas son objet précis. Or c'est le Parlement qui, selon la Constitution, doit approuver le texte des questions soumises à référendum.

Son président, M. Rouslan Khasboulatov, bien décidé à empêcher la mise en place d'un régime présidentiel fort, souhaite que soit posée une longue série de questions qui obscurcissent l'objet du vote — y compris des motions de «confiance» au président, au Congrès, au Parlement, au gouvernement — et surtout une question portant sur l'organisation d'élections anticipées, aussi bien législatives que présidentielles, qui ressemblerait fort à un piège tendu à M. Eltsine.

Du coup, le président, tiré par les responsables des Républiques autonomes et des administrations locales, hostiles à la consultation,



PANCHO

et poussé par ses amis radicaux, qui l'incitent au contraire à livrer une bataille décisive contre le Parlement, hésite. Il a fait savoir qu'il était prêt à renoncer à son projet, mais en échange de concessions, tandis que ses ministres vont répétant que les préparatifs se poursuivent activement.

Le problème est que, dans un cas comme dans l'autre, il lui faut obtenir un accord de M. Khasboulatov, qui est fin manoeuvrier. Une première rencontre entre les deux hommes a eu lieu le 11 février, sans résultat. La seconde devait se tenir ce mardi, dans la datcha des environs de Moscou où M. Eltsine a pris ses «vacances». — Jusqu'à ce qu'on annonce que, tout bien réfléchi, elle aurait lieu au Kremlin.

Un détail propre à rendre la pique encore plus amère pour le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui avait renoncé *in extremis* à venir à Moscou mardi, faute de pouvoir y rencontrer, comme initialement prévu, M. Eltsine. La partie française,

après avoir espéré que le président russe voudrait bien interrompre ces «vacances» très particulières pour recevoir M. Dumas, a préféré «reporter» ce déplacement, d'autant plus que le premier ministre, M. Tchernomyrdine, lui aussi au programme des entretiens, avait été subitement pris par M. Eltsine de participer à une réunion en Sibérie. Il a donc été décidé, «d'un commun accord», de repousser la visite, qui s'inscrivait dans le cadre des consultations régulières franco-russes. M. Dumas devait, en principe venir à Moscou début mars, entre la fin des «vacances» de M. Eltsine et les législatives en France.

En octobre dernier, M. Dumas avait mené une tournée dans six pays de l'ex-URSS (la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Turquie, la Kirghizie et la Kazakhstan). Officiellement «reportée» pour des raisons de calendrier, la tournée semble désormais abandonnée.

JAN KRAUZE

MOND 1993 2001/02/17

MOND 1993 2001/02/17

Développer le nucléaire, c'est se voir en appréhender toutes les richesses sans en nier la complexité. N'avancer que sur le voie que nous avons nous-mêmes tracée, celle de l'inventivité. Cette même voie que Framatome ne cesse de poursuivre depuis 1958.

Inventer.

## EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie

## M. Clinton s'est entretenu avec M. Mitterrand de la situation en Bosnie

Le président Bill Clinton a eu, lundi 15 février, avec M. François Mitterrand un entretien téléphonique qui a porté « principalement sur la Bosnie et les idées des États-Unis pour contribuer à résoudre la crise », a annoncé le porte-parole de la Maison Blanche, M. George Stephanopoulos. Le chef de l'Etat français a déclaré que M. Clinton n'avait pu s'entretenir avec M. Mitterrand la semaine dernière en raison du voyage du président français en Asie du Sud-Est.

A Paris, la présidence n'indiquait que les deux hommes « ont constaté de larges zones de convergence sur leur analyse de la situation », notamment en ce qui concerne le plan de paix Vance-Owen.

D'autre part, de nombreux contacts diplomatiques ont lieu depuis quelques jours entre dirigeants des Républiques issues de l'ex-Yugoslavie et ceux des pays voisins, soucieux de prévenir un éventuel débordement du conflit. Le président turc Turgut Ozal a quitté Ankara lundi pour un voyage dans quatre pays des Balkans avec lesquels il souhaite développer la coopération : la Bulgarie, la Macédoine, l'Albanie et la Croatie. La Turquie reconnaît les ex-Républiques yougoslaves de Slovincie, Croatie, Macédoine et Bosnie-Herzégovine mais a rappelé son ambassadeur en Yougoslavie (Serbie et Monténégro) pour dénoncer le soutien de Belgrade aux Serbes de Bosnie.

Les présidents bulgare et albanais avaient signé dimanche un

traité d'amitié et de coopération. Les deux pays comptent renforcer leurs liens en construisant une nouvelle autoroute entre Sofia et le port albanais de Durrës, sur l'Adriatique, via Skopje. Vendredi, la Bulgarie et la Grèce, toutes deux limitrophes de l'ex-Yugoslavie, sont convenues d'intensifier leurs relations et de tout faire pour contenir le conflit bosniaque et empêcher les combats de s'étendre à la Macédoine et au Kosovo.

Le président yougoslave, M. Dobrica Cosic, est pour sa part attendu samedi à Bucarest. La Roumanie a signé dimanche avec la Grèce un document sur la coopération politique, diplomatique et économique qui engage les deux pays à éviter tout recours à la force dans les conflits régionaux. — (AFP, Reuters)

## SLOVAQUIE

## M. Michal Kovac a été élu président de la République

PRAGUE

de notre correspondant

Le Parlement slovaque a élu, lundi 15 février à Bratislava, M. Michal Kovac président de la jeune République slovaque indépendante. Seul candidat en lice, M. Kovac, soixante-deux ans, président de la dernière Assemblée fédérale tchécoslovaque, a recueilli 106 voix sur 150.

Candidat officiel du parti du premier ministre Vladimir Meciar, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), le premier président slovaque a été élu avec le soutien de la gauche démocratique (ex-communistes) et du Parti national slovaque. Le soutien de ces deux partis avait manqué à un autre candidat du HZDS lors d'une première tentative d'élection présidentielle le 26 janvier dernier (le Monde du 26 janvier). M. Kovac, ex-chef de la police, est un des délégués de la minorité hongroise, qui n'avait toutefois pas trouvé de candidat commun à lui opposer.

Économiste exclu du PC après l'écroulement du « printemps de Prague » en 1968, ministre des finances slovaque de décembre 1989 à avril 1991, M. Kovac avait succédé en juillet dernier à son compatriote Alexander Dubcek à la tête de l'Assemblée tchécoslovaque. C'est à ce poste, pendant le processus de partition du pays, qu'il s'est acquis une solide réputation d'homme politique « réaliste » et de « diplomate » en sauvant à plusieurs reprises le dialogue entre les responsables tchèques et slovaques. Longtemps favorable à une forme de cohabitation confédérale entre les deux Républiques, M. Kovac jouit d'une bonne image à Prague, où son élection a été bien accueillie.

Le président tchèque, M. Vaclav Havel, élu trois semaines plus tôt, l'a immédiatement félicité en voyant dans son élection « la garantie d'une évolution paisible de la Slovaquie » vers la démocratie et l'économie de marché, ainsi que de « relations privilégiées » avec la Bohême-Moravie. Le nouveau chef d'Etat slovaque a, quant à lui, invité M. Havel à participer à la cérémonie d'investiture prévue début mars au château de Bratislava et a affirmé sa volonté de conserver des liens étroits avec Prague.

MARTIN PLICHTA

## PROCHE-ORIENT

Premier voyage du nouveau chef de la diplomatie américaine

## M. Warren Christopher va tenter de relancer les négociations israélo-arabes

Le nouveau secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, devait entamer, mercredi 17 février, une tournée en Proche-Orient devant le mener en Egypte, en Jordanie, en Syrie et en Israël, ainsi qu'en Arabie saoudite et au Koweït. Un détour par le Liban n'est pas exclu mais, pour des raisons de sécurité, il ne fera l'objet d'aucune annonce préalable.

## WASHINGTON

de notre correspondant

Pour son premier voyage à l'étranger, M. Christopher a choisi le Proche-Orient, dans l'espoir de remettre sur les rails un processus de négociations israélo-arabes brillamment initié par son prédécesseur, M. James Baker, mais qui se trouve au point mort depuis l'été dernier.

C'est une visite qui doit beaucoup à l'héritage laissé par l'administration républicaine. Même si le Proche-Orient ne figure pas parmi les premières préoccupations des démocrates en politique étrangère — il y a d'abord la Russie, puis les relations avec le Japon — il est difficile à l'équilibre Clinton de laisser en jachère une des réussites diplomatiques de la précédente administration : l'organisation d'un face-à-face entre Israël, les pays arabes voisins et les Palestiniens. M. Christopher se rend dans la région sans ambition à court terme. Il vient écouter, disent ses collaborateurs.

Il engage tout de même un peu de son crédit sur un terrain où tous ses prédécesseurs, de Henry Kissinger à James Baker, ont compris une des règles du conflit

daos la région : il n'y a pas de progrès vers un règlement sans un sérieux investissement américain. Jusqu'à présent, la nouvelle équipe a moins cherché à donner une impulsion qu'à éviter les mauvais pas.

La tournée de M. Christopher intervient à la suite d'un mouvement d'échiquier réussi dans l'affaire de quelque quatre cents Palestiniens des territoires occupés bannis en décembre par Israël. Les États-Unis n'ont pas eu à mettre leur veto sur un texte du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant l'Etat juif et lui imposant des sanctions. La raison en est simple : une telle résolution n'a jamais été votée.

## Réserve

des pays arabes

Et tel était le premier objectif de Washington, soucieux à la fois de ne pas sanctionner l'allié israélien en mettant son veto, et de ne pas heurter les pays arabes en se refusant à mettre son veto... Vendredi dernier, le Conseil a entériné l'approche américaine. Dans une déclaration, il a salué comme un « pas dans la bonne direction » la décision israélienne de rapatrier immédiatement cent un des bannis, et il a appelé le gouvernement de M. Itzhak Rabin à accélérer le retour des autres (le Monde du 14-15 février) ; c'est un ton en dessous de la résolution 799 votée en bonne et due forme par le Conseil le 17 décembre et qui réclame l'abrogation « immédiate » des bannissements.

La déclaration pourrait bien être la dernière intervention du Conseil sur cette affaire ; plus important encore, elle n'a été

contestée par aucun de ses membres, arabes ou musulmans.

Faut-il y voir un message à l'intention des Palestiniens ? Il serait le suivant : un certain nombre de pays arabes estiment plus urgent de reprendre le processus de paix que de manifester plus longtemps leur solidarité avec des hommes — les Palestiniens bannis — qui, en tant que sympathisants du mouvement Hamas, représentent un extrémisme islamiste que ces mêmes pays redoutent par-dessus tout. Autrement dit, pas question de donner à Hamas un « droit de veto » sur des conversations israélo-arabes auxquelles cette organisation est farouchement opposée.

Il reste que les membres de la délégation palestinienne ont juré de ne pas revenir à la table de négociation avant le retour de tous les bannis. Ils ont aussi défendu leur dossier à Washington. Argument principal : l'absence de condamnation d'Israël et la répression continue dans les territoires leur font perdre toute crédibilité auprès de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza et en fait perdre beaucoup au processus de paix lui-même ; autant d'éléments qui font le jeu du Hamas.

Entre-temps, les grandes chaînes de télévision américaines ont recommencé à diffuser des images d'« intifada », celles de soldats israéliens ouvrant le feu sur de jeunes lanceurs de pierres. Depuis les bannissements, quarante-quatre Palestiniens — souvent des moins de dix-huit ans — ont été tués par l'armée israélienne.

ALAIN FRACHON

Entamant leur troisième mois d'exil

## Les Palestiniens expulsés d'Israël sont convaincus de jouer un rôle décisif

Alors que le gouvernement libanais continue de leur refuser l'accès du territoire qu'il contrôle et bien qu'Israël ait autorisé 101 d'entre eux à regagner les territoires occupés, les Palestiniens expulsés le 17 décembre dernier vers le sud du Liban refusent toujours d'être dissociés. A Tunis, le comité central du Fath, principale organisation de l'OLP, est réuni depuis dimanche 14 février pour examiner leur cas après la déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU incitant Israël à annuler les ordres d'expulsion (le Monde du 14-15 février). A la demande de l'OLP, la Ligue arabe devait de son côté tenir mardi une réunion extraordinaire au Caire pour examiner cette question.

## MARJ-EZ-ZOUHOUR

de notre envoyé spécial

Deux mois après leur bannissement, les 396 Palestiniens intégrés qui survivent dans le nord de la zone d'occupation israélienne au Liban sont plus déterminés que jamais à refuser tout compromis avec l'Etat juif. « Nous sommes prêts à rester deux ans ici », affirme le docteur Abdelaziz El-Rantissi, figure de proue du mouvement de la résistance islamique Hamas, mais nous ne sommes pas prêts à rencontrer Israël à mi-chemin. Notre principal but est de stopper à jamais les déportations. » « Si nous acceptons le retour de 101 d'entre nous, cela laisserait la porte ouverte à d'autres bannissements », renchérit le docteur Taher Loulou, du Jihad islamique.

Une neige fondue tombe sans interruption sur le camp de fortune, où l'ool patauge dans la boue, le provisoire restant de mise ici. Certes, la vie s'est organisée : le ravitaillement, assuré à travers des chemins de montagne, principalement par le Hezbollah pro-iranien, mais aussi par le

Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général d'Ahmed Jibril et l'OLP de Yasser Arafat, se sentent plus un problème. A l'exception du kérosène pour le chauffage et la cuisine, rien ne paraît plus manquer, bien que l'approvisionnement quotidien de 400 hommes, dans ce camp situé à 1 000 mètres d'altitude, reste soumis à de nombreux aléas.

Pour parer à l'hiver et au froid toujours très vif, beaucoup se sont trouvés des occupations, et une « université » a même été ouverte sous deux tentes pour les 88 étudiants et 17 professeurs recensés ; 35 étudiants ont passé lundi 15 février l'examen final d'un cours de quarante-cinq heures d'« études palestiniennes ». Une des questions posées : « Citez les moyens non déclarés auxquels o a recours le mouvement sioniste pour faire venir les juifs en Palestine avant 1936. » « Les résultats seront envoyés à nos universités dans les territoires occupés pour qu'il en soit tenu compte dans le cursus des étudiants », affirme un des examinateurs. La semaine prochaine, nous commencerons deux nouveaux séminaires sur la santé et la culture islamique.

## « Notre position stimule tous les musulmans »

La principale occupation des déportés reste toutefois l'écoute des informations, et il ne fait pas de doute que les dirigeants palestiniens, qui ont pris tout de suite la direction des opérations, entendent bien exploiter à l'avantage de leurs mouvements le sort qu'ils subissent. La retenue observée à l'égard de l'OLP est oubliée. Comme l'affirme le Dr El-Rantissi, « cette affaire nous a renforcés et les gens de l'OLP ont dû s'aligner sur nous. » « Quand le Dr Haidar Abdel Chafi (chef de la délégation palestinienne aux négociations de paix) affirme qu'il ne pourra pas reprendre les négociations tant que nous serons là,

poursuit-il, c'est parce qu'il sait que le peuple palestinien est contre le processus de paix. »

Pour ces Palestiniens opposés depuis le début au processus de paix, cela n'est pas une mince victoire et justifie largement leurs souffrances actuelles. « Notre position stimule tous les musulmans dans le monde », dit le Dr Loulou, et il veut mieux comprendre et voir le problème qui nous oppose à Israël. Le mois de jeûne du Ramadan va venir (vers le 23 février) et tous les musulmans vont penser à nous. Qu'Israël puisse exploiter à son avantage un éventuel retrait des Palestiniens du processus de paix n'émeut pas la plupart de ces exilés, qui refusent de toute façon l'existence de l'Etat juif et qui attendent « de leur foi et de l'aide de Dieu la victoire finale ».

La solidarité dans le refus a été d'autant plus vite acquise que la pression du groupe est forte. Ce n'est sans doute pas un hasard si le serment solennel prêté au commun de recroquer tous ensemble a été organisé avant la publication de la liste des 101 autorisés à regagner les territoires occupés. « Quiconque accepterait de rentrer ne serait pas un bon musulman », affirme l'un d'eux, qui ajoute : « Nous vivons un drame très difficile à accepter, mais nous restons déterminés jusqu'à l'application de la résolution de la communauté internationale (la résolution 799 du Conseil de sécurité de l'ONU), c'est-à-dire jusqu'à ce que justice soit faite. »

La recrudescence des actes de violence dans les territoires occupés réjouit ces exilés, qui estiment que seule une pression populaire arrêtera le « terrorisme » de l'Etat juif à l'égard des Palestiniens. Rien en tout cas pour l'instant ne permet de penser qu'ils pourraient accepter un quelconque compromis et ils dénoncent avec mépris la modération des régimes arabes. « Désormais, la parole est aux peuples et non plus aux dirigeants », affirment-ils.

FRANÇOISE CHIPAUX

## La mission du HCR reste bloquée

En dépit des multiples efforts déployés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), les Serbes ont encore refusé, lundi 15 février, de laisser passer un convoi humanitaire destiné à l'une des enclaves musulmanes de l'est de la Bosnie-Herzégovine, où des combats se poursuivent, rapporte notre correspondant à Belgrade, Florence Hartmann.

Ce convoi de 10 camions chargés de 90 tonnes de vivres et de médicaments (le Monde du 16 février) devait suivre la voie au ravitaillement des enclaves musulmanes de la Bosnie orientale (à proximité de la Serbie), où près de 200 000 personnes, assiégées par les forces serbes, vivent coupées de toute assistance. Lundi soir encore, le commandant en chef des forces serbes de Bosnie, le général Ratko Mladic, s'obstinait à refuser le passage du convoi, tandis que, selon un porte-parole du HCR, le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, s'est engagé à user de son influence pour faire fléchir les responsables serbes de Bosnie.

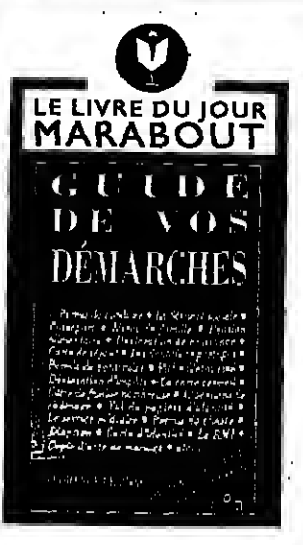
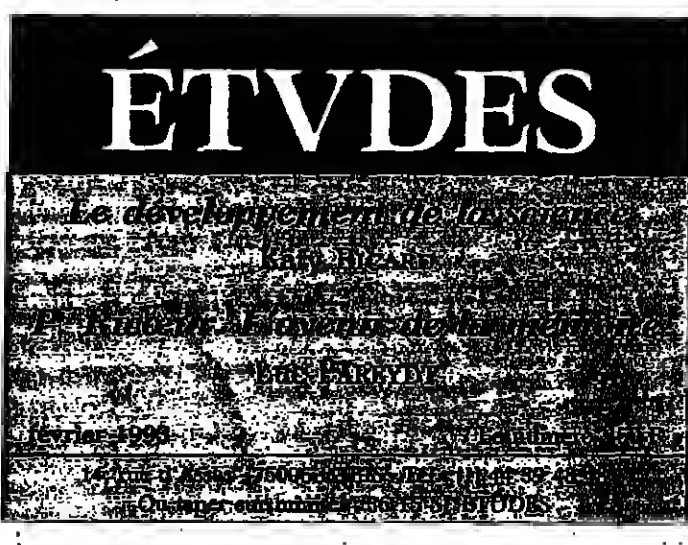
A Sarajevo, l'artillerie serbe a pilonné lundi, par un rythme d'un obus par minute, les faubourgs ouest de Stup et d'Azic, qui ont également subi des assauts d'infanterie. Ces deux quartiers sont les derniers à être sous contrôle musulman à l'ouest de la route qui relie Sarajevo à son aéroport. Si les deux agglomérations tombaient, les Serbes exerceraient un contrôle total sur la route de l'aéroport et resseraient leur étau sur la capitale dont ils font le siège.

## Echange de prisonniers

Cependant, M. Bernard Kouchner, à fin — après cinq jours de négociations — par obtenir lundi l'accord des trois parties au conflit (Serbes, Musulmans et Croates) pour un échange de prisonniers. L'échange aura lieu mardi ou, en cas de problèmes, mercredi, a indiqué le ministre au moment de quitter Sarajevo pour Paris via Zagreb.

Au total, 212 prisonniers seront libérés, selon M. Kouchner : les Serbes libéreront 54 Musulmans et 50 Croates ; de son côté, le gouvernement bosniaque libérera 54 Serbes détenus dans des silos désaffectés à Tuzla (sud-ouest de Sarajevo) tandis que les Croates relâcheront 54 Serbes détenus à Livno, dans le sud. L'opération doit se dérouler sous la supervi-

Le chef des Albanais du Kosovo en tournée aux États-Unis, M. Ibrahim Rugova, chef des Albanais du Kosovo (province de Serbie), a entrepris, dimanche 14 février, une tournée d'une semaine aux États-Unis, où il doit notamment rencontrer des sénateurs. Devant deux mille de ses compatriotes réunis à New-York, il a plaidé pour « une lutte pacifique pour l'indépendance ». Accompagné à la tribune par l'ambassadeur d'Albanie aux Nations unies, M. Thanos Skurti, M. Rugova a expliqué que la « politique était l'art du possible » et que si les Kosovars (à 90 % albanais) se battaient « pacifiquement pour faire reconnaître leur indépendance, ils obtiendraient la sympathie du monde entier ». — (AFP)



محضان الأصيل

Pouvoir Inv



## AFRIQUE

RWANDA : selon les services de renseignement français

### Les rebelles bénéficieraient du soutien de l'armée ougandaise

Le ministère français des affaires étrangères a tenu à démentir, lundi 15 février, les propos d'un représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui avait affirmé la veille, dans une déclaration à l'agence Reuter, que les troupes françaises présentes au Rwanda se sont récemment « battues, aux côtés de l'armée rwandaise » pour repousser les offensives des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) et qu'elles ont elles-mêmes « pilonné les positions rebelles dans la région de Ruhengeri » (nord du Rwanda). Paris qualifie ces indications d'« interprétations » relevant d'« intoxication » et de la « mauvaise foi ». Un point de vue que partagent les services de renseignement français, qui accusent aujourd'hui le Front patriotique rwandais d'être « soutenu » par l'Ouganda.

Les services de renseignement français sont convaincus que les partisans du Front patriotique rwandais (FPR) sont soutenus par l'armée régulière ougandaise et que, dans le nord du Rwanda, où ils s'opposent aux forces gouvernementales, ils lui servent de « paravent » ou de « suppléants », qu'ils poussent en avant. Les maquisards portent les mêmes uniformes, les mêmes armes et utilisent les mêmes campements aux frontières que l'armée de résistance nationale (NRA) ougandaise, souligne-t-on de même source.

Depuis la reprise des combats, en janvier, la progression des forces du FPR à partir de l'Ouganda se fait sur trois axes, en direction de Ruhengeri, de Bimba et de Gakiro, dans le nord-ouest du Rwanda, avec semble-t-il, comme objectif à terme la prise des villes de Gisenyi, Kibungu et Kigali. Cette progression des maquisards bénéficierait, au travers de la frontière ouganda-rwandaise, d'un appui d'artillerie. Des « réfugiés » rwandais membres de l'ethnie tutsi, qui ont servi dans le passé dans l'armée ougandaise, formeraient le noyau de ces unités.

S'agissant, d'une part, sur des

« journaux de marche » de combattants du FPR et des informations recueillies en écoutes radio et, d'autre part, sur l'observation des campements de l'armée ougandaise, occupés par les maquisards rwandais, ces mêmes analyses arrivent à la conclusion à laquelle ils avaient abouti en octobre 1990, lorsqu'ils avaient soupçonné le chef d'état-major adjoint de l'armée ougandaise le général Rwigyema, d'être, avec ses propres unités, derrière l'offensive de la guérilla.

#### Opération « Naroit »

En juin 1992, une rupture de ses stocks de munitions avait contraint l'armée ougandaise, à revenir sur ses positions de départ. Toujours selon des spéculations des services de renseignement français, le « plan » ougandais « prévoyant l'invasion du nord du Rwanda » ne serait pas abandonné, ce dépit des accords de cessez-le-feu signés à Arusha (Tanzanie) en août 1992 par le gouvernement rwandais et le FPR.

De même source, on précise qu'à « l'été dernier » la France a décidé de fournir à l'armée gouvernementale

rwandaise deux batteries – soit l'équivalent d'une dizaine de pièces – de canons anciens HM-2 de 105 millimètres avec leurs stocks de munitions. Des instructeurs français ont entraîné les soldats du président Juvénal Habyarimana à l'emploi de cette artillerie de campagne, et ils ont appris à la population, dans certaines régions du Rwanda, à édifier au à creuser des abris pour se protéger des tirs d'artillerie.

La France est liée au Rwanda, depuis le 18 juillet 1975, par un accord particulier d'assistance militaire – non publié – qui, en 1991 par exemple, lui a fait accroître de 75 % son aide (en munitions, en soutien aérien, en équipement de ses forces armées et de sa gendarmerie), soit un montant de 7 millions de francs, par rapport à une moyenne annuelle de 4 millions sur les trois ou quatre années antérieures.

Outre ces livraisons de matériels, la France a déployé sur place deux compagnies – soit 300 hommes au total – pour la protection de ses ressortissants, leur regroupement et leur évacuation éventuelle. C'est l'opération baptisée « Naroit ». L'une de ces compagnies avait été

envoyée au Rwanda au lendemain des premières offensives du FPR, en octobre 1990. Une seconde compagnie l'a renforcée, début février. A ces unités, qui sont basées à Kigali – mais qui ont eu l'occasion d'aller, le 8 février, récupérer des Français à Rubengeri –, s'ajoute un détachement d'assistance opérationnelle (DAO), chargé de l'instruction technique de l'armée rwandaise.

#### JACQUES ISNARD

[L'Ouganda, situé au nord du Rwanda, a été régulièrement accusé de prêter main forte aux rebelles du FPR, qui utilisent son territoire comme sanctuaire. Les « réfugiés » rwandais, qui forment le gros des troupes du FPR, sont membres, pour la plupart, de l'ethnie tutsi – qui a dirigé le Rwanda jusqu'en 1959, date de la « révolution » des Hutus, majoritaires au Rwanda. Chassés de leur pays, nombre de ces exilés ont rejoint, au milieu des années 80, la guérilla ougandaise de M. Yoweri Museveni, qu'ils ont aidé à prendre le pouvoir, en janvier 1986.

D'origine kanyachole (une ethnie proche des Tutsis), l'actuel chef de l'Etat ougandais, a une « dette » envers ses anciens officiers d'origine rwandaise – dont certains ont été intégrés dans l'armée ougandaise, – et n'a pas moins régulièrement démenti les accusations portées contre lui, hier par le régime rwandais, aujourd'hui par les services de renseignement français.]

ANGOLA : en deux jours de violents combats

### Plus de mille civils auraient été tués à Huambo

Selon l'état-major de l'armée gouvernementale, plus de mille civils auraient été tués, en l'espace de deux jours, à Huambo, fief du chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), lors des violents combats des dimanche 14 et lundi 15 février. Les duels d'artillerie se sont intensifiés, dans le nord-est de la ville, poussant plusieurs milliers d'habitants à fuir et à se réfugier dans la ville voisine de Caála.

On estime à plus de six mille le nombre des tués depuis le début de la bataille de Huambo, le 9 janvier. L'ultimatum lancé dimanche à l'UNITA par les trois pays garants des accords de paix (Portugal, Etats-Unis, Russie), sommant le mouvement rebelle de fixer une date pour la reprise des négociations avec le gouvernement de Luanda, n'a pas reçu de réponse.

#### Des armements sophistiqués

A Luanda, le responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Gerleve, M. Vincent Nicod, a appelé, lundi, les belligérants à accepter l'ouverture de couloirs humanitaires, seul moyen de venir en aide aux victimes des affrontements, bien « pires » et « meurtriers », selon lui, que ceux qui ont ravagé le pays durant la guerre civile, de 1975 à 1991.

Les combattants disposent d'armements sophistiqués d'une puissance destructrice sans égale dans les autres zones de conflit en Afrique, a souligné M. Nicod. Le responsable du CICR a estimé que la communauté internationale avait une part de responsabilité dans cette affaire, faute d'avoir « mis les moyens » : alors que huit mille « casques bleus » sont mobilisés au Mozambique, seulement quatre « observateurs » de l'ONU sont présents en Angola, a rappelé M. Nicod. – (AFP)

□ ALGERIE : le FIS revendique l'attentat manqué contre le ministre de la défense. – Le Front islamique du salut (FIS) a revendiqué l'attentat manqué contre le ministre de la défense, le général Khaled Nezzar, dans un communiqué publié, lundi 15 février, par le quotidien saoudien *Ach-chark al-Awsat*. « C'est un avertissement des Moudjahidines à ce tyran, qui s'est placé, contre la volonté du peuple algérien », dit le communiqué. D'autre part, un policier a été découvert égaré, dimanche, à Larbaa, près d'Alger. Il avait été enlevé, quelques heures plus tôt, par trois hommes armés. – (AFP)

□ KENYA : nouvelles mesures contre la presse. – La police a procédé, en fin de semaine der-

nière, à Nairobi, à la saisie de deux hebdomadaires d'opposition, a indiqué, lundi 15 février, le directeur de l'une de ces publications, *The People*. La police a également saisi le dernier numéro du *Watchman*, un hebdomadaire financé par l'Eglise presbytérienne. Ces opérations portent à trois le nombre des magazines interdits on saisis depuis le début de l'année. – (AFP)

□ LIBYE : deux firmes allemandes impliquées dans la construction d'une usine chimique. – Le porte-parole du gouvernement à Bonn a indiqué, lundi 15 février, que deux firmes allemandes ont livré à la Libye du matériel utilisé, à leur inst, pour la construction d'une usine chimi-

que. M. Dieter Vogel réagissait à une information parue, le jour même, dans le quotidien *Die Welt*, selon laquelle la Libye construit une usine de gaz de combat, grâce notamment à la participation de sociétés allemandes dont les dirigeants s'ignoraient pas la destination des exportations et avaient reçu l'autorisation de l'Office fédéral du commerce extérieur. Après consultations, les livraisons ont été partiellement interrompues. – (AFP)

□ MOZAMBIQUE : un général brésilien à la tête des troupes de l'ONU. – C'est un officier supérieur brésilien, le général Lello Gonçalves da Silva, qui a pris, lundi 15 février, la tête de la force de l'ONU chargée du maintien de

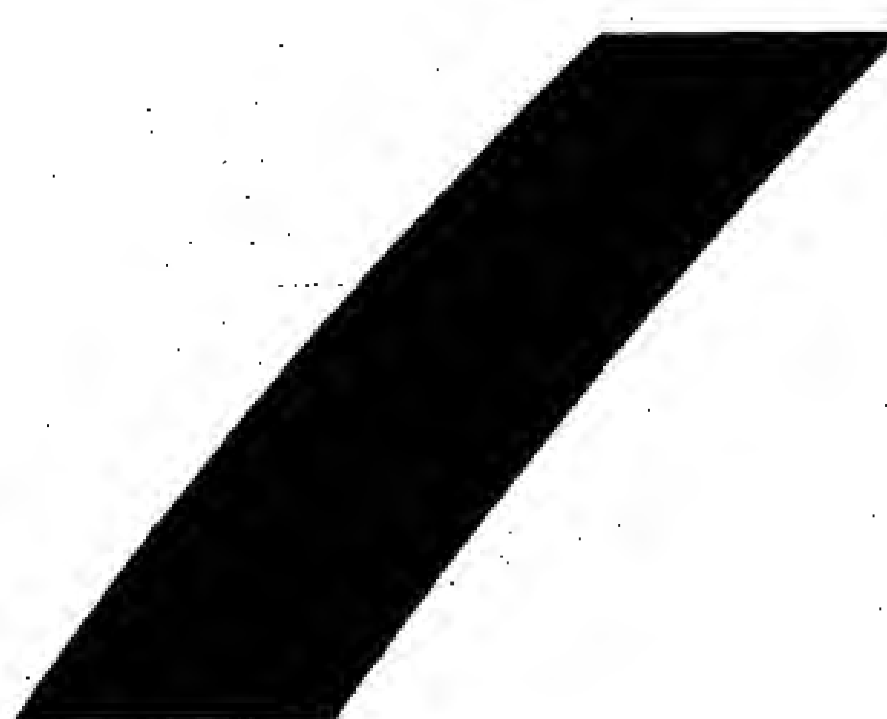
la paix au Mozambique, a-t-on appris à Maputo, de source proche des Nations unies. Au total, les effectifs militaires de l'ONU devraient comprendre environ sept mille hommes. – (Reuters)

□ TUNISIE : appel pour la libération d'un universitaire. – La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a exigé, lundi 15 février, dans une lettre au président Beo Ali, la libération immédiate de M. Salah Hamzaoui. Cet universitaire est l'un des responsables du Comité national pour la défense des prisonniers d'opinion (CNDPO). La FIDH rappelle que parmi les autres membres de ce comité, inculpés d'appartenance à une association illégale, figure M. Moncef Mar-

zouki, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, affiliée à la FIDH. – (AFP)

□ SOUDAN : un journaliste saoudien traduit en justice. – Accusé de détention de « tracts antigouvernementaux » et d'avoir établi des « contacts réguliers avec l'opposition soudanaise et les cercles étrangers », le correspondant au Soudan du quotidien saoudien *Ach-chark al-Awsat*, M. Mohamed Abdel Sayyed, va être traduit en justice, a annoncé dimanche 14 février l'agence saoudanaise SUNA. M. Abdel Sayyed, de nationalité saoudanaise, avait été arrêté le 28 janvier, et le bureau du journal avait été fermé quelques jours plus tard. – (AFP)

olues d'Israël sont ces  
r un rôle décisif



**Pouvoir inventer,**

**savoir maîtriser.**

Le nucléaire réclame de l'inventivité. L'inventivité exige son corollaire immédiat et indispensable : la maîtrise, au service de la qualité et de la sûreté, dans chacun des métiers qu'exerce Framatome. RÉALISATIONS NUCLEAIRES : conception des réacteurs, fabrication des chaudières et flots nucléaires, fabrication des composants et du combustible, entretien, démantèlement. EQUIPEMENTS INDUSTRIELS : robots, tunneliers, échangeurs, turbines, compresseurs, extrudeurs, télescopes. CONNECTEURS pour avions, sous-marins, téléphones, ordinateurs, automobiles, cartes à puces, lignes électriques, satellites et fusées. SYSTEMES D'INFORMATION : progiciels et services pour l'ingénieur.





## DIPLOMATIE

Alors que ses relations avec la Russie se détériorent

### La Corée du Nord est sommée d'accepter l'inspection de ses installations nucléaires

En proie à de graves difficultés économiques, la Corée du Nord est également en froid avec certains de ses anciens alliés, en particulier la Russie. Elle vient de rappeler son ambassadeur à Hanoï après que le Vietnam a établi des relations diplomatiques avec Séoul. Enfin, l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) a exigé de pouvoir inspecter deux sites nucléaires nord-coréens jusqu'à présent fermés à ses enquêteurs.

TOKYO

de notre correspondant

Isolée, la République populaire démocratique de Corée (RPDC), l'un des derniers bastions du communisme, doit faire face à une détérioration de ses liens avec la Russie. Alors que l'ex-URSS fut, avec la Chine, sa grande alliée, la Russie lui tient la dragée haute. Après avoir établi, en 1992, des relations diplomatiques avec Séoul, le Kremlin vient de faire savoir à

Pyongyang qu'il entendait mettre fin à l'alliance militaire qui l'a lié pendant trente-deux ans à la RPDC.

Cette alliance fut le cœur du traité de coopération signé en 1961. Elle prévoyait notamment que l'URSS viendrait au secours de la RPDC si celle-ci était attaquée (les Soviétiques ont soutenu Pyongyang lors de la guerre de Corée). Bien que l'abrogation de ses dispositions militaires ne mette pas en question l'ensemble du traité, Moscou a adopté une attitude peu conciliante à l'égard de Pyongyang: déjà l'URSS avait exigé que ses échanges soient réglés en devises. Aujourd'hui, la Russie presse Pyongyang de rembourser ses dettes, estimées à 4 milliards de dollars.

Le raidissement de la Russie, premier fournisseur de pétrole de la RPDC, s'est traduit par une grave crise énergétique. La tension a été aggravée par un récent scandale: l'agence ITAR-Tass a révélé qu'en octobre dernier la Corée du Nord avait essayé de débaucher des experts du centre de fabrication d'armes atomiques de Tcheli-

binsk, leur offrant un salaire de 4 000 dollars par mois. Ils ont été interpellés alors qu'ils prenaient l'avion pour Pyongyang et deux diplomates nord-coréens ont été expulsés.

An cours d'une récente visite à Pyongyang, le vice-ministre des affaires étrangères russe, M. Georges Kuznetsov, a pressé ses interlocuteurs d'autoriser une inspection complète de leur sites nucléaires. Un geste qui a accentué l'irritation de Nord-Coréens déjà furieux que Moscou ait manifesté son intention d'accepter l'invitation de Séoul d'assister en mars, à titre d'observateur, aux manœuvres américano-sud-coréennes «Team Spirit».

La question nucléaire nord-coréenne pourrait venir devant le Conseil de sécurité des Nations unies: l'AIEA vient de déposer auprès de Pyongyang une demande formelle d'inspection du site nucléaire de Yongbyon, à une centaine de kilomètres au nord de la capitale. Une première visite avait eu lieu en mai dernier, mais les inspecteurs de l'AIEA n'avaient pas accès à toutes les installations. En

cas de nouveau refus, la requête de l'AIEA pourrait conduire à un débat au sein du Conseil de sécurité.

Dans un memorandum publié en février, le ministère des affaires étrangères de la RPDC a dénoncé le développement des armes nucléaires au Sud et affirmé que «Team Spirit» faisait partie «de manœuvres militaires d'ensemble pour une guerre nucléaire dans la péninsule».

Dans une situation de plus en plus délicate, soucieuse d'améliorer ses relations avec les États-Unis et d'obtenir des pays riches des aides financières pour relancer son économie, Pyongyang cherche à jouer la «carte nucléaire», la seule qui lui reste, afin d'obtenir des engagements en échange de l'autorisation demandée. Afin de pallier l'isolement du régime, le fils et héritier du président Kim Il-sung, M. Kim Jong-il, pourrait se rendre à Pékin en mars, selon l'agence sud-coréenne.

PHILIPPE PONS

## ASIE

AFGHANISTAN : la «troisième bataille» de Kaboul

### Des chiites ont été victimes de violences gouvernementales

A la faveur de la trêve conclue, dimanche 14 février, entre les protagonistes de la «troisième bataille de Kaboul», des gouvernements ont pillé des maisons et des magasins désertés du faubourg chiite d'Afshar, à l'ouest de la capitale.

Des fiers de roquettes et d'artillerie ont, par ailleurs, ébranlé cette partie de la ville tandis que des mitrailleuses entraient en action dans le sud, autour de l'ambassade, inoccupée, de Russie.

Pendant ce temps, le médiateur pakistanais, M. Harid Gul, a poursuivi lundi ses navettes entre le président Rabbani et le chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar, en vue de transformer la trêve temporaire en un cessez-le-feu durable.

M. Gul est un général à la retraite qui, en sa qualité de chef des services secrets d'Islamabad, avait joué un rôle crucial dans l'organisation des moudjahidins afghans contre les communistes de Kaboul et les envahisseurs soviétiques.

Des témoignages font, par ailleurs, état de scènes de violence,

la semaine dernière, dans les quartiers chiites de l'ouest de Kaboul. Des viols et atrocités diverses auraient ainsi été perpétrés jeudi et vendredi à Afshar par des pro-gouvernementaux du Jiebad - soutenu par l'Arabie saoudite - et par des hommes du ministre de la défense Ahmad Shah Massoud. Les massacres auraient duré vingt-quatre heures.

Une jeune femme, Masouna, réfugiée avec trois cents familles à la mosquée du quartier de Tarmani, affirme que ses quatre voisins ont été égorgés sous ses yeux. Fairouza déclare avoir brandi en vain devant des soldats un exemplaire du Coran: son mari a été égorgé et ses trois filles tuées devant elle.

Selon M. Sabour Siasang, un médecin qui a vécu quinze ans à Afshar, les chiites ont été victimes de représailles alors qu'eux-mêmes, en juin, avaient lancé une opération de «nettoyage ethnique» contre des Tadjiks et des Pashtouns. - (AFP, Reuters)

Pouvoir imaginer et construire le cœur d'une centrale nucléaire, savoir assurer l'ingénierie et la maintenance. Être reconnu pour ses qualités de maîtrise et d'innovativité en Europe, en Afrique du Sud, aux États-Unis, en Russie, au Japon et en République de Chine. Tout est là, pour voir Frametome élargir ses compétences et les développer sur les plus grands marchés internationaux. Leader mondial dans le domaine du nucléaire, Frametome l'est aussi devenu dans d'autres technologies de pointe. C'est ainsi que le groupe équipe Arlène Espaces de ses connecteurs, réalise pour la Corée un des grands télescopes du monde, construit les tunnels qui creusent pour les métros de Milan et d'Athènes, fabrique des équipements mécaniques pour les grands groupes pétroliers japonais et américains. Lorsqu'à la maîtrise et à l'innovativité s'ajoute une volonté toujours affirmée de progresser, alors on est Frametome. Partout dans le monde.

**Elargir ses compétences, savoir les déployer dans le monde entier.**

## POLITIQUE

Les propositions du comité consultatif pour la révision de la Constitution

## « Un exécutif mieux défini, un Parlement plus actif, un citoyen plus présent »

M. François Mitterrand s'était engagé à « ré-équilibrer » les institutions avant de quitter l'Élysée. Il a attendu l'approche d'une deuxième cohabitation pour enclencher un processus lui permettant, peut-être, de tenir cette promesse. Le 30 novembre 1992, le président de la République a rendu publiques les propositions de réformes de la Constitution qu'il avait adressées, le même jour, aux présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil constitutionnel. Le 2 décembre suivant, le conseil des ministres a institué un comité

consultatif pour la révision de la Constitution, et nommé ses onze membres. Présidé par M. Georges Vedel, il comprenait M. Marcel Long, vice-président du Conseil d'État, M. Pierre Dray, premier président de la Cour de cassation, M. Guy Braibant et M<sup>me</sup> Suzanne Grevisse, membres du Conseil d'État, sept professeurs d'université (M. Jean-Claude Colliard, M<sup>me</sup> Mireille Delmas-Marty, MM. Olivier Duhamel, Louis Favoreu, Alain Lancelot, François Luchaire, Didier Maun), trois personnalités qualifiées (MM. Pierre Mauroy,

Daniel Soulez-Larivière, Pierre Sudreau) et son rapporteur général, M<sup>me</sup> Marie-Françoise Bechtel, maître des requêtes au Conseil d'État.

Ce comité avait jusqu'au 15 février pour « donner un avis » sur les propositions du président de la République, et « formuler toutes les recommandations qu'il jugera utiles pour adapter les institutions de la V<sup>e</sup> République ». Lundi 15 février, il a donc remis son rapport, au cours d'une ultime réunion, à M. Mitterrand. Ce rapport a été publié au Journal officiel du 16 février. Le gouvernement

va maintenant, sous l'autorité du président de la République, préparer un projet de loi révisant la Constitution, qui devra, après son examen par le Conseil d'État et son approbation par le conseil des ministres, être déposé sur le bureau du Sénat, afin qu'il conserve une valeur juridique après la fin des pouvoirs de l'actuelle Assemblée nationale. Mais, pour en obtenir la discussion au cours de la prochaine législature, M. Mitterrand aura constitutionnellement besoin de la coopération du futur premier ministre.

Le rapport du comité consultatif pour la révision de la Constitution précise d'entrée de jeu que sa mission « ne consiste pas à remettre en cause l'architecture générale, ni de l'esprit de nos institutions ». Ainsi il s'est refusé à « trancher » entre les deux lectures possibles de la Constitution de 1958 (régime parlementaire ou régime présidentiel ?), ne voulant ni la « réinterpréter » ni la « réinventer ». Soulignant qu'il n'avait pas de pouvoir de décision, il a quand même tenu à mettre ses propositions sous « forme d'articles supposés de la Constitution révisée », et à se prononcer par des votes lorsque, malgré la volonté d'un accord, il est resté partagé. Il ajoute que son travail a une « cohérence » d'ensemble, ses recommandations étant « combinées plus que simplement additionnées ». Il les a regroupées autour de trois thèmes, qui parfois se chevauchent : un « exécutif mieux défini », un « parlement plus actif », un « citoyen plus présent ».

**La durée du mandat présidentiel.** — Une série de votes n'a pas permis au comité de se départager sur ce point. En fin de discussion, il y a eu : dix voix pour le septennat et six voix pour le quinquennat ; sept voix pour le septennat renouvelable, six voix contre et trois abstentions ; trois voix pour le septennat, huit contre et cinq abstentions. Les partisans du mandat de cinq ans ont fait valoir qu'il rendait « plus supportable le cumul de l'autorité et de l'irresponsabilité » du président de la République, et qu'il préservait « l'élection d'un président actif plutôt que l'élection non politique d'un président arbitre ». À l'inverse, ceux d'un mandat de sept ans ont argué qu'il ne fallait pas « sous-estimer la force symbolique » de la « fonction orbitale » du chef de l'État.

La majorité des membres du comité rejette aussi l'interdiction du renouvellement du mandat, qui prive « le peuple souverain » de son droit, d'autant qu'il lui semble impossible d'admettre que le président de la République « soit en toute hypothèse dispensé de rendre des comptes à la fin de l'exercice de celui-ci ». Elle n'est pas non plus favorable à la coïncidence des mandats présidentiels et parlementaires. Tout cela conduit au « statu quo ».

**Les pouvoirs spéciaux.** — M. Mitterrand avait invité le comité à « s'interroger sur les modalités d'organisation des pouvoirs publics en cas de crise grave ». Le comité n'a pas remis en cause, en fait, les pouvoirs du président de la République, fixés, dans ce cas, par l'article 16 de la Constitution. Il confie simplement au Conseil constitutionnel le soin de « constater que les conditions exigées par l'application de cet article ne sont plus réunies ». Mais il le fait soit à la demande du chef de l'État, soit à celle « conjointe » du président du Sénat et de celui de l'Assemblée nationale, « pour écarter l'éventualité d'un exercice abusif de ce pouvoir et faire d'une trop longue durée ». Le Conseil fixerait aussi la fin de l'application de chacune des mesures prises par le chef de l'État en vertu de cet article.

**Le domaine réservé.** — Le comité consultatif commence par remarquer que « les attributions respectives des deux responsables de l'exécutif n'ont pas provoqué une crise de régime ». Il ne recherche donc une « clarification » que « lorsqu'elle semblait véritablement utile ». Ainsi il constate que, pour « la politique étrangère et la défense nationale », « la prééminence présidentielle n'est pas contestable en dépit de certaines imperfections des textes ». La « grande majorité » de ses membres ne veut donc pas revenir sur « une tradition trentenaire », qui, pour ces deux matières, « conduit à l'affirmation d'une primauté du président, traduite dans la conception et la définition des objectifs, cependant que le gouvernement est responsable devant le Parlement tant de la politique de défense que de la conduite de la politique étrangère ».

Pour la diplomatie, le comité ne juge pas utiles des « retouches constitutionnelles », tant il estime qu'il s'agit d'une tradition constante, le président de la République bénéficiant, « en ce domaine, d'une autorité privilégiée ». Il constate aussi « la prééminence du président de la République, chef des armées en charge des grandes orientations de la défense nationale ». Mais, pour qu'elle soit

plus claire, il propose que la Constitution n'indique plus que le premier ministre est « responsable de la défense nationale », mais simplement « de l'organisation de la défense nationale ». De même, et contrairement à ce qu'il suggère pour les emplois civils, c'est le chef de l'État qui nommerait tous les officiers, ayant simplement la possibilité de déléguer ce pouvoir au premier ministre dans des conditions fixées par une loi.

**Le pouvoir réglementaire.** — De par l'article 21 de l'actuelle Constitution, il appartient au chef du gouvernement, le président de la République ne devant signer que les décrets pris en conseil des ministres. Mais ces derniers sont de plus en plus nombreux, soit parce qu'une loi oblige, soit tout simplement parce que, pour des raisons d'opportunité politique, on a voulu donner du prestige à l'adoption d'un texte. Or la jurisprudence actuelle impose qu'un texte signé par le chef de l'État ne puisse être modifié que par un texte pris dans les mêmes formes. Il y a donc là une irréversibilité que le comité juge contraire à l'esprit des institutions. Il propose donc de mettre fin à l'obligation du parallélisme des formes, ce qui réduira le nombre de textes devant être signés par le chef de l'État.

**Les nominations de fonctionnaires.** — L'article 13 de la Constitution donne au président de la République une compétence générale de nomination aux emplois civils et militaires. Dans les faits il ne peut l'exercer, mais cela lui fournit un pouvoir d'appel contradictoire de sept ans ont argué qu'il ne fallait pas « sous-estimer la force symbolique » de la « fonction orbitale » du chef de l'État.

Le comité propose que pour les emplois civils cette compétence générale soit transférée au chef du gouvernement, le chef de l'État ne gardant ce droit que pour les emplois pourvus en conseil des ministres, en vertu de la Constitution ou d'une loi organique ; les nominations auxquelles il pourrait procéder en dehors du conseil seraient déterminées par une loi.

## La fin des « suppléants »

**La responsabilité du gouvernement.** — Le texte de 1958 n'oblige pas formellement un nouveau gouvernement, une fois nommé par le président de la République, à solliciter un vote de confiance de l'Assemblée nationale. Le comité juge pourtant « utile et opportun » qu'il y ait une « vérification initiale du contrat de majorité ». Il assure que cela, « sans entraver ensuite les prérogatives du président, peut conduire à modifier sensiblement les relations entre le gouvernement et le Parlement », et que, « en cas d'absence d'une telle majorité, la recherche de l'origine, du vote de confiance ne fait qu'anticiper sur des négociations qui ne pourront en tout état de cause manquer d'avoir lieu ». Il ajoute que ce « contrôle du choix présidentiel est de nature à renforcer les pouvoirs généraux du Parlement ainsi que l'autorité du premier ministre, et à manifester avec netteté le rôle accru qui doit être le sien dans l'équilibre institutionnel ».

D'où la proposition que, « dans les quinze jours qui suivent sa nomination », le premier ministre engage la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale, le Parlement étant, si nécessaire, convoqué en session extraordinaire.

En revanche, le comité ne juge pas possible de limiter l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, qui permet au premier ministre d'imposer l'approbation d'un de ses projets si l'Assemblée ne veut pas le renverser. Il estime que tous les critères réduisant les possibilités de son utilisation aboutiraient « à une paralysie excessive du mécanisme ». Il propose simplement qu'il soit précisé dans la Constitution que le premier ministre ne peut y avoir recours que s'il pense que le texte en discussion est « nécessaire pour l'exécution de son programme ». Le comité suggère même qu'il puisse être utilisé pour empêcher le vote d'une proposition de loi d'origine parlementaire.

**Le statut des ministres.** — Le comité considère que « l'irradiation

stricte du cumul des mandats de parlementaire et de membre du gouvernement (...) », de l'avis général, mal fonctionné. Il reprend donc à son compte la proposition de réforme faite par M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, en 1974 : six mois après avoir quitté le gouvernement, les ministres retrouveraient leur siège au Parlement, leurs suppléants devant l'absorber. En revanche, il leur interdit, comme aux députés et aux sénateurs, de détenir plus d'un mandat local, et même d'être maire ou président d'un conseil régional ou général, car depuis la décentralisation il s'agit là d'une « occupation à plein temps ».

**La Haute Cour.** — Le comité reprend à son compte l'ensemble des critiques faites contre cette institution, dont « la saisine risque d'être à des conditions plus politiques que juridiques et judiciaires ». Toutefois, il considère que la « banalisation » des procédures visant un ministre risquerait de « paralyser le fonctionnement de l'État ». Il considère donc que « la nature de l'action gouvernementale rend nécessaire la création d'une juridiction proche des juridictions ordinaires, mais néanmoins spécifique ». Il propose donc de ne garder le mécanisme actuel de la Haute Cour que pour les cas de « haute trahison » du président de la République. Pour les ministres, les plaintes seraient adressées au procureur général près la Cour de cassation, qui, après enquête, les transmettrait à une commission d'instruction composée de cinq magistrats de cette Cour ; instance de jugement, dite « Cour de justice », serait présidée par le premier président de la Cour de cassation et comprendrait deux autres membres de cette Cour, ainsi que huit parlementaires ; les règles pénales habituelles seraient applicables sans qu'il y ait possibilité de constitution de partie civile, et il y aurait une procédure d'appel devant la Cour de cassation elle-même « afin d'assurer le respect des engagements internationaux de la France ».

**Les compétences du Parlement.** — La Constitution actuelle définit, dans des articles de principe, les compétences du président de la République et du gouvernement. Elle ne fait pas pour le Parlement. Le comité propose donc d'écrire qu'il « vote la loi ». Il en ajoute les résultats, il contrôle l'activité du gouvernement ». En revanche, il n'estime pas possible, contrairement au souhait de M. Mitterrand, de lui faire voter le budget social de la nation, pour ne pas rompre « l'équilibre qui s'est établi dans la gestion de la Sécurité sociale entre les pouvoirs du législateur, ceux du gou-

vernement et ceux des partenaires sociaux ». Il suggère simplement un débat annuel autour d'un rapport du gouvernement « sur les amplitudes prévisionnelles des régimes obligatoires de base de sécurité sociale ».

**La ratification des traités.** — Pour accroître le rôle du Parlement en matière diplomatique, le comité demande que, lorsqu'il y a vote pour autoriser la ratification de traités, soient jointes à ceux-ci « les réserves et déclarations » faites par le gouvernement à l'achèvement de la négociation internationale. Dans le même ordre d'idées, toute intervention des armées hors du territoire de la République devrait faire l'objet, dans les huit jours, d'une déclaration du gouvernement, suivie d'un débat au Parlement.

**La procédure législative.** — Pour « mieux équilibrer » le travail parlementaire, le comité propose de remplacer les deux sessions annuelles par une seule session d'octobre à juin, mais avec un maximum de cent cinquante jours de séance (soit un peu plus qu'actuellement), sauf demande du gouvernement. Il suggère aussi qu'une séance par semaine soit réservée à un ordre du jour fixé par les assemblées elles-mêmes, soit pour des discussions de projets ou propositions, soit pour des questions au gouvernement, soit pour un débat de députés et de sénateurs sur l'initiative. Pour renforcer leur pouvoir, les commissions mixtes partielles ne seraient plus convoquées à la seule initiative du premier ministre, mais aussi à celle conjointe des présidents des deux Chambres ; de plus, le gouvernement n'aurait plus la possibilité de proposer des amendements « en accord intervenu dans ces commissions ». De même, pour mettre fin à « une pratique fâcheuse », il devrait soumettre au Conseil d'État tous les amendements qu'il dépose avant l'ouverture d'un débat.

En revanche, le comité n'a pas trouvé d'alternative à faire approuver certains textes législatifs par les seules commissions, contrairement à ce qu'envisageait M. Mitterrand. Mais il propose de faire passer le nombre de commissions permanentes de six à huit, une d'entre elles se consacrant aux questions européennes, solution pouvant rejeter tout par le Sénat que par l'Assemblée nationale lors de la révision préalable à la ratification du traité de Maastricht.

**Le pouvoir de contrôle.** — La constitutionnalisation des commissions d'enquête parlementaires est souhaitée par le comité, qui demande aussi qu'elles puissent être créées à la seule initiative de l'opposition. Il souhaite aussi qu'elles puissent enquêter

sur des dossiers dont la justice est saisie sans « se prononcer sur les responsabilités personnelles encourues », car l'interdiction actuelle « peut avoir pour effet de laisser le champ libre aux entreprises médiatiques ».

**Interdiction des cumul.** — « La décentralisation et les nouveaux équilibres qu'elle a créés ou renforcés ne justifient plus l'addition de pouvoirs de nature locale et nationale, dont les premiers sont souvent considérables », a constaté le comité. Il demande donc que les députés ne puissent plus être aussi présidents d'un conseil régional ou général ou maires d'une commune de plus de vingt mille habitants.

**Lois électorales.** — Comme l'avait souhaité la commission, elle aussi présidée par M. Vedel, sur la réforme du mode de scrutin législatif, le comité recommande que « les éléments fondamentaux du mode de scrutin » et « les critères qui devraient présider au découpage des circonscriptions » ne puissent être adoptés qu'à la majorité des deux tiers de l'Assemblée nationale, une telle réforme devant « s'appliquer naturellement aussi au Sénat ».

**L'indépendance de la magistrature.** — Cette notion remplacerait celle de « l'autorité judiciaire ». Elle serait garantie par le président de la République, assisté par un Conseil supérieur de la magistrature, dont il désignerait souverainement le vice-président (c'est actuellement le ministre de la justice), et qui comprendrait aussi cinq magistrats élus et quatre personnalités désignées par les présidents des Chambres. Le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État, la Constitution consacrant l'existence des « magistrats du parquet », une loi organique clarifiant « les conditions d'intervention du ministre de la justice dans l'exercice du ministère public » afin de garantir « une indépendance de la loi ». Le Conseil supérieur de la magistrature nommerait les magistrats du siège autres que les membres de la Cour de cassation et les premiers présidents de cour d'appel, pour lesquels il ne ferait que des propositions au président de la République. Il pourrait aussi recevoir « toutes plaintes et doléances relatives au fonctionnement de la justice ». Il pourrait enfin établir un rapport public annuel.

## Un référendum d'initiative minoritaire

**De nouveaux droits.** — Le comité propose qu'il soit inscrit dans la Constitution que « chacun a droit au respect de sa vie privée et de la dignité de sa personne ». Réticent sur la création d'autorité indépendante, il fait deux exceptions : le « médiateur de la République », et un organisme indépendant chargé de veiller « dans le domaine de la communication audiovisuelle » à « la liberté et au pluralisme de la communication », qui « sont des conditions essentielles de la démocratie ». Pour accroître le rôle des partis, il recommande de constituer « le principe d'un financement transparent des campagnes électorales et des activités des partis », mais demande qu'il soit précisé que ceux-ci « doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie et les lois de la République ».

Comme le souhaitait M. Mitterrand, le comité reprend à son compte la révision constitutionnelle, qui avait échoué du fait du Sénat, permettant aux justiciables de se plaindre devant le Conseil constitutionnel de l'application qui leur est faite d'une loi qu'ils jugent contraire à leurs droits fondamentaux. Cette extension des pouvoirs du Conseil amène le comité à proposer que les anciens présidents de la République n'en soient plus membres de droit, et que ses membres ne puissent plus exercer de mandat électif.

**L'élargissement du champ référendaire.** Le comité propose, comme M. Mitterrand l'avait déjà fait en 1984, que le président de la République puisse soumettre à référendum les projets portant sur « les garanties fondamentales des libertés publiques ». Mais il ajoute que cette consultation n'aurait lieu qu'après que le Conseil constitutionnel aura vérifié la conformité du projet à la Constitution, et aussi, puisque une loi ne peut aller contre un traité, aux accords internationaux de la France.

Mais la conséquence de ce contrôle est que le référendum de l'article 11 ne peut plus servir à modifier la Constitution. Le comité le souligne en insistant sur le fait que cela n'est possible que si la modification de la procédure de réforme qu'il propose par ailleurs est retenue.

Allant au-delà des souhaits de M. Mitterrand, le comité propose la création d'un « référendum d'initiative minoritaire », qu'il estime possible grâce à « la maturité de la démocratie française ». Pour ne pas « déposséder la représentation nationale », l'initiative première reviendrait à un cinquième des membres du Parlement, sur un sujet comparable à ceux que le président de la République peut soumettre au suffrage direct des électeurs. Après déclaration de conformité par le Conseil constitutionnel, cette initiative devrait être soutenue par une pétition signée par un dixième des électeurs inscrits. Si la proposition de loi ainsi faite n'est pas votée par le Parlement dans les quatre mois, elle est soumise à référendum.

**L'actualisation de la Constitution.** — La disparition de la Communauté que la France avait créée avec ses anciennes colonies en 1958 a rendu obsolètes des pans entiers de la Constitution. Le comité en tire les conséquences. Ainsi, il propose que l'article premier ne fasse plus référence à cette Communauté, mais indique : « La République française participe à la construction de l'Europe et contribue, avec tous les peuples du monde, aux efforts des Nations unies en faveur du développement et de la paix ».

Prenant acte de la décentralisation, le comité fait figurer les régions au rang des collectivités territoriales de la République, mais attire l'attention sur « une situation préoccupante caractérisée par la confusion des attributions et l'insuffisance du contrôle de légalité des collectivités territoriales ». En revanche, il rend possible la création d'une Assemblée unique département-région outre-mer, que le Conseil constitutionnel avait interdite en vertu de l'actuelle Constitution.

**Les procédures de révision constitutionnelle.** — Le comité estime qu'elle doit être assouplie, car, « si le pacte fondamental doit être moins facile à modifier que la législation ordinaire, sa rigidité ne doit pas aller jusqu'à permettre le blocage indéfini des institutions ». Cela lui paraît d'autant plus indispensable que le Conseil constitutionnel en surveille strictement le respect. Aussi, tout en acceptant le principe de 1958 qui donne, contrairement à la procédure législative ordinaire, des pouvoirs égaux à l'Assemblée nationale et au Sénat, il estime que cela n'impose pas pour chacune des deux Chambres « un droit de veto ». Cela est pourtant le cas à l'heure actuelle puisque, dans la procédure de l'article 89, le président de la République ne peut soumettre à un référendum ou au Congrès (réunion commune de l'Assemblée et du Sénat) un projet ou une proposition de révision constitutionnelle que s'il a été préalablement voté « en termes identiques » par chacun des deux Chambres du Parlement.

Pour le comité, il convient, en matière de révision constitutionnelle, de trouver un équilibre entre le chef de l'État, les deux Chambres et la nation. D'où sa proposition : « Lorsque le projet ou la proposition n'a pas été voté en termes identiques après deux lectures par chaque assemblée, le président de la République peut soumettre au référendum le texte adopté à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés par l'une ou l'autre des assemblées ». Cela revient, en fait, si se dégage une large majorité à l'Assemblée nationale, à permettre aux électeurs de surmonter un veto du Sénat. Pour le comité consultatif présidé par M. Vedel, c'est la contrepartie de l'instauration d'une révision constitutionnelle sans intervention du Parlement, comme y avait procédé le général de Gaulle lorsqu'il avait fait décider par référendum l'élection du président de la République au suffrage universel direct.

Th. B.

## L'application de l'article 49-1

L'engagement de la responsabilité d'un nouveau gouvernement sur le bûche d'un programme ou éventuellement d'une déclaration de politique générale que prévoit l'article 49-1 a fait l'objet d'interprétations divergentes. Le 16 janvier 1989, M. Michel Dabry, alors premier ministre, concède devant les députés qu'il n'est pas dit expressément qu'un nouveau premier ministre doit obligatoirement vérifier sa légitimité devant le Parlement. « Mais l'esprit de la Constitution est clair, ajoute-t-il : lorsqu'un gouvernement est nommé, il vient devant les deux Assemblées et, devant celle qui est élue au suffrage universel direct, il expose son programme et en demande l'approbation ».

Le 13 avril 1988, Georges Pompidou réfute cette thèse en assurant que rien n'oblige le gouvernement, qui procède du président de la République, désormais élu au suffrage universel, à solliciter l'aval du Parlement. « La lettre et l'esprit de la Constitution de 1958 veulent en effet que le gouvernement soit entièrement libre de demander ou non un vote de confiance et qu'il appartienne de préférence à l'Assemblée nationale de mettre en jeu la respon-

sabilité ministérielle », par la motion de censure, déclare-t-il.

Compte tenu de cette différence d'approche et de fait, le nouveau gouvernement constitue en 1988 l'absence d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, condition presque sine qua non de l'engagement de responsabilité selon l'alinéa 1 de l'article 49, le bilan de l'usage de cette disposition est mitigé.

Sur les vingt-trois gouvernements que recense Didier Maus dans le recueil qu'il consacre aux grands textes de la pratique institutionnelle de la V<sup>e</sup> République, douze se sont contentés d'une déclaration de politique générale sans en demander l'approbation. Dans trois cas (1), il s'agit d'ailleurs été impossible au premier ministre en place, pour des raisons matérielles, de se présenter devant l'Assemblée nationale, qui n'était pas réunie dans le premier cas et dissoute dans les deux derniers. En revanche, onze gouvernements ont demandé à brève échéance après leur entrée en fonction la confiance aux députés.

GILLES PARIS

(1) Il s'agit du troisième gouvernement Messmer (27 février-27 avril 1974), du premier gouvernement Mauroy (21 mai-22 juin 1981) et du premier gouvernement Rocard.

محمان العدل



مكتبة النظم

Citoyen plus présent

Le monde est devenu plus petit, plus proche, plus accessible. Les technologies de l'information ont révolutionné nos modes de vie, nos modes de travail, nos modes de communication. Elles ont permis de briser les barrières géographiques, de rapprocher les hommes, de leur donner plus de pouvoir. Elles ont permis de créer de nouvelles opportunités, de nouvelles perspectives. Elles ont permis de faire progresser la science, la culture, l'économie. Elles ont permis de rendre la vie plus agréable, plus équilibrée, plus humaine.



**Groupe Framatome.**  
**Partout dans le monde,**  
**la maîtrise inventive.**



FRAMATOME

## POLITIQUE

Les propositions du comité consultatif pour la révision de la Constitution

## Un président arbitre

Suite de la première page

D'autant que bien d'autres de ses propositions reviennent, en fait, à restreindre les prérogatives du chef de l'Etat. Sa prééminence en matière de politique étrangère et de défense nationale est certes réaffirmée, mais le comité juge inutile de la confirmer dans la Constitution pour ce qui concerne la diplomatie, alors qu'elle s'appuie plus sur une tradition que sur des textes.

En revanche, il est vrai, il précise les dispositions constitutionnelles lui donnant la primauté dans la définition de la stratégie militaire de la France. Mais, à côté de cela, un certain nombre de dispositions relatives aux pouvoirs du président de la République : ainsi il perdrait le pouvoir général de nomination des fonctionnaires civils ; ainsi le nombre de décrets

délibérés en conseil des ministres, donc qui doivent être obligatoirement revêtus de sa signature, est réduit. Voilà deux changements qui auraient une importance certaine en période de « cohabitation ».

La réforme du Conseil supérieur de la magistrature conduit à la même analyse. Pour assurer l'indépendance des magistrats, le gouvernement n'y est plus représenté, alors que l'Etat reste présidé par le chef de l'Etat, qui désignerait de sa seule autorité le vice-président. Le voilà confirmé dans son rôle d'arbitre et de garant. C'est d'ailleurs par refus qu'il ne soit le véritable chef de la majorité que le comité n'a pas voulu se prononcer sur la durée du mandat présidentiel : celui-ci peut être long si son titulaire s'est pas en prise trop directe avec les affaires.

Tout se passe comme si le comité avait voulu corriger les effets de la réforme de 1962, et

revenir à une lecture purement parlementaire, plus équilibrée, de la Constitution. Certes, il est possible que les traditions françaises empêchent les cohabitations d'un régime parlementaire avec une élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct, comme cela se passe en Autriche ou au Portugal. Mais si ces propositions entrent en application, le président de la République devra, encore plus qu'aujourd'hui, compter sur

Conseil constitutionnel par les justiciables, par la reconnaissance constitutionnelle de nouveaux droits, par l'extension des matières pouvant être soumises à référendum. Un certain nombre de dysfonctionnements de la Ve République sont ainsi incontestablement corrigés.

La création d'un référendum à l'initiative de la minorité du Parlement, soutenue par une large



son aura personnelle et non sur les textes pour imposer son autorité au premier ministre.

## Un ensemble cohérent

M. François Mitterrand peut en être satisfait, lui qui souhaitait « un réajustement » des pouvoirs et qui se cachait pas rechercher une synthèse harmonieuse entre les qualités de la Ve République et celles de la IVe. Mais le comité est peut-être allé au-delà de ses vœux, en faisant surtout bénéficier le chef du gouvernement de ce réajustement. La droite pourra donc trouver dans ces propositions, à condition qu'elle accepte de s'en saisir, matière à débat face à M. Mitterrand à partir du mois d'avril.

Pour le reste, le comité a parfaitement rempli le mission qui lui était confiée, même si les instruments qu'il a trouvés pour renforcer le rôle du Parlement ne sont pas ceux que lui suggérerait M. Mitterrand. Ils forment, en tout cas, un ensemble cohérent et probablement efficace, comme tout ce qui concerne l'amélioration de l'Etat de droit, par une meilleure garantie de l'indépendance de la magistrature, par le droit de saisie du

pétition d'électeurs, sur ce qu'elle retire un monopole au président de la République, sera certainement très discutée, puisqu'elle pourrait aboutir à faire désavouer la majorité, et donc le premier ministre, par les citoyens. De même, le chef de l'Etat est privé de la prérogative que s'était octroyée le général de Gaulle, au grand émoi des juristes, d'obtenir une révision constitutionnelle directement par référendum, sans vote du Parlement.

En échange, et en échange seulement, le comité propose d'empêcher une des deux Chambres de bloquer, par son mauvais vouloir, une procédure de révision de la Constitution. Dans les faits, c'est le Sénat qui serait ainsi privé d'un droit de veto dont il a largement usé. Mais comment faire approuver par une assemblée une réforme la privant d'un droit qu'elle juge fondamental ? Au reste, c'est la possibilité politique de cette révision constitutionnelle, souhaitée par M. Mitterrand, et qui dépendra de la bonne volonté de la droite, qui est globalement soulevée.

THIERRY BRÉHIER

## PROPOS DE CAMPAGNE

M. BÉRÉGOVOY (PS)  
« Le temps des partis dominants est périmé »

Dans un entretien à l'AFP, diffusé le 15 février, M. Pierre Bérégovoy a déclaré : « Le temps des partis dominants est périmé. » Interrogé sur l'avenir de la gauche, le premier ministre a estimé que « le camp du progrès doit se rassembler pour proposer une alternative au camp conservateur ». Il soulignait notamment que l'« Alliance des Français pour le progrès » se prolonge au-delà des élections de mars prochain. A propos de la situation économique, il a souligné que « plus personne dans le monde ne prétend que la France est mal gérée », ajoutant que ceux qui le disent « outrancièrement nuisent au rayonnement de la France ». « Ou bien ils sont ignorants », a-t-il ajouté, ou bien ils sont « démagogues ». M. Bérégovoy a précisé que, en matière de lutte contre le chômage, « il faut avancer hardiment dans la voie du partage du travail ». « Aller vers les trente-cinq heures, entreprise par entreprise, et à l'échelle européenne, est la seule voie d'avenir », a-t-il affirmé en précisant qu'une telle démarche devra s'accompagner d'un partage des gains de pouvoir d'achat (...) sans pour les bas salaires.

M<sup>me</sup> GUIGOU (PS)  
Le PS doit « se rénover profondément »

M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou (PS), ministre déléguée des affaires européennes, a estimé, lundi 15 février, sur RTL, que le Parti socialiste « doit se rénover profondément » et « modifier son fonctionnement interne ». Le PS doit « se poser des questions sur le renouvellement des hommes et des femmes », a-t-elle ajouté, avant de préciser : « Il faut qu'il y ait davantage de femmes. »

M. DELORS (PS)  
« Au coude à coude avec les leaders du parti »

Interrogé au Club de la presse d'Europe 1 sur l'avenir du PS, M. Jacques Delors a affirmé, lundi 15 février, que « le plus urgent » est de « briser les courants et d'ouvrir le parti », précisant qu'il souhaitait « contribuer à la rénovation

tion du PS au coude à coude et non pas en opposition avec les leaders du parti. » Ce qui ne fait pas, a-t-il ajouté, c'est que Michel Rocard s'intéresse comme moi à la façon dont on peut rénover le parti. »

M. CHIRAC (RPR)  
Un délai de cinq ans

M. Jacques Chirac a déclaré, lundi 15 février, à Paris, que le programme de gouvernement de l'UPF n'était pas chiffré parce que « nous ne connaissons pas la situation exacte de la situation exacte de la situation exacte ». Le président du RPR, qui était venu soutenir M. Alain Juppé (RPR), député sortant qui se représente dans la septième circonscription de Paris, a souligné que ce projet « concernait de grands objectifs et qu'il s'agissait d'une stratégie qui suppose un délai de cinq ans ». « Tout projet qui voudrait se limiter à une période de deux ans ne serait pas sérieux », a-t-il ajouté, alors que la France connaît une grave crise sociale et économique, une crise morale, une crise d'identité.

M. BALLADUR (RPR)  
« Redresser le pays »

M. Edouard Balladur déclare, dans un entretien au Figaro du mardi 16 février qu'il faudra cinq ans pour redresser le pays. « Mais on peut tout de suite, précède-t-il, grâce à la baisse des charges que déciderait un collectif budgétaire, prendre une série de dispositions fiscales en faveur du logement, des PME-PMI, des entreprises sociales des entreprises (...). L'ancien ministre de l'économie ajoute qu'il n'est pas question de remettre en cause les acquis sociaux, indiquant qu'il est « résolulement hostile à la suppression totale ou partielle du SMIC ».

M. SÉGUIN (RPR)  
Le « rendez-vous de l'alternance »

M. Philippe Séguin (RPR), venu soutenir à Lyon (Rhône) la candidature de M. Alain Méhrieux (RPR), opposé à M. Michel Noir, député sortant, a estimé, lundi 15 février, que l'« alternance », l'« anthologie », ne sont pas au rendez-vous de l'« alternance ». Face à « la crise existentielle qui mine le système politique et social », M. Séguin a prôné « le renouveau de l'idée de nation, vertu intangible ». Visant M. Noir, sans jamais citer son nom, M. Séguin a étiqueté les hommes politiques qui fondent leur action sur « le marketing », qui « épousent le marché des modes et des goûts », « variante modernisée de la démagogie ». M. Séguin a également estimé qu'il « ne peut pas rompre avec l'opposition et se prévaloir ensuite de son soutien quand arrive le scrutin. Il faut être conséquent. On ne peut pas jeter l'anathème sur le RPR et l'opposition et s'étonner ensuite de devoir s'en expliquer ». — (Corresp.)

## EN BREF

Yonne : M. Solisson est candidat. — M. Jean-Pierre Solisson, ministre de l'Agriculture et secrétaire général du Mouvement des réformateurs, sera candidat dans la 1<sup>re</sup> circonscription de l'Yonne, dont le député sortant, M. Serge Fauriol, l'avait remplacé à l'Assemblée nationale, en sa qualité de suppléant depuis son entrée au gouvernement en juillet 1988. En juin 1988, M. Solisson, maire d'Auxerre, avait été réélu au second tour, avec 57,93 % des voix, sous l'étiquette UDF. Le PS a investi dans cette circonscription M. Michel Bonhessy, ce que M. Solisson avait à l'époque qualifié de « geste inattendu ».

Pyrénées-Atlantiques : le maire sortant de Saint-Jean-de-Luz s'oppose à M<sup>me</sup> Aliot-Marie (RPR). — M. Paul Badiola, maire « sans étiquette » de Saint-Jean-de-Luz depuis 1989, est candidat « centriste de rassemblement pour le développement du pays Basque », dans la 6<sup>e</sup> circonscription des Pyrénées-Atlantiques, dont M<sup>me</sup> Michèle Aliot-Marie, députée nationale du RPR, est le député sortant. M. Badiola bénéficie du soutien de M. Didier Borotra (UDF-CDS), sénateur, maire de Biarritz, lequel souhaite ouvertement une primaire, car, dit-il, « ce sont les électeurs qui doivent faire les vrais choix ». — (Corresp.)

## DIAGONALES

HUSSONNET et Regimbert étaient étudiants-chefs, en 68. Hussonnet est enrichi dans la communication, puis dans le cinéma. Regimbert s'est lancé dans l'enseignement (il dit maintenant « le système éducatif », car il n'a jamais aimé se distinguer).

Les deux compères font le point régulièrement. Les veilles d'élections sont propices aux réflexions sur l'opportunisme des intellectuels, thème dont leur cinquantaine d'anciens gauchistes purs et durs tire, d'habitude, vengeance et jouvence.

Ce soir de février 1993 va briser leur bel union. La scène se passe dans la queue d'un cinéma de Saint-Germain-des-Près, où l'on projette le dernier film de Rohmer, *L'Arbre, le Maire et la Médiathèque*.

Chirac n'est pas l'autoritaire qu'il veut paraître, estime Hussonnet. Sa limite, ce serait plutôt qu'il soit faible, influençable. Un brave type, et pas si incolte ! Ça l'amuserait de le rencontrer ?

Regimbert a étriqué. Hussonnet devait tout à la gauche finissante. Elle avait sauvé son cabinet « Média-Com » en lui confiant au prix fort les relations publiques de divers projets mirifiques et bientôt abandonnés. Elle l'avait nommé à des commissions dispensées de subventions, à des jurys monnayables en influence, elle l'avait promené dans des colloques lointains, invité dans ses villas à piscine. Et voilà qu'il passait à l'ennemi de cloaca, en quelques jours, sans l'ombre d'une vergogne, pour assurer froidement ses affaires !

Ce geste d'affrontement laisse Regimbert sans voix. « Surtout, se dit-il, ne pas offrir à Hussonnet le cadeau d'un nouvel accès d'indignation », cet aveu d'impudence qu'il ne se pardonne qu'après plusieurs jours de migraine et de rouscage.

Tu me charchas, ou quoi ?, dit-il, voulant croire à une provocation.

Hussonnet était très sérieux :

De toute façon, les deux camps ont les mêmes programmes ! A la droite de croquer au pouvoir ! Son passage dans l'opposition lui a redonné une virginité. La gauche a bien besoin d'une cure. Tu ne vas tout de même pas voter pour ces magouilleurs de socialistes qui ont gâché tous nos espoirs, camarade !

## Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis (refrain)

Regimbert polissait une formule un peu solennelle, comme chaque fois que l'épigramme allait lui manquer.

Reater fidèle à qui a trahi, c'est mon élégance à moi !

Hussonnet partit d'un rire qui étonna les voisins de la file d'attente.

« Il n'y a que les imbéciles qui... »

... ne changent pas d'avis », je sais, s'éleva Regimbert. C'est tout ce que tu as trouvé, comme justification ? Tu baisses !

Hussonnet chercha des arguments dans les comportements de quelques intellectuels en vue, dont les concessions avaient le don, autrefois, de les reconquérir.

Regardé Max, Philippe, Jean-Claude, Bertrand, Marine... Ce sont les plus malins qui vivent de bord !

Parbleu !, enragés Regimbert, conscient de ce que l'expression, et son écoulement, avaient de vicieux.

Les rats pensants quittaient, en troupes, le navire socialiste. Hussonnet cita d'autres profiteurs de la gauche subitement ralliés à la future majorité ou devenus champions du crachat dans la soupe et du coup de pied de l'âne.

Dominique en ferait bien autant, dit-il, s'il n'était venu à la gauche par la droite, uniquement parce que celle-ci tardait à utiliser ses talents !

Regimbert s'enfonçait, malgré lui, dans l'humour noir qui le faisait traiter de « maso » par ses proches.

Tu veux dire qu'on n'a droit qu'à un seul retournement de veste dans sa carrière ?

Il n'y a pas de limite, dit Hussonnet, que cette règle non écrite semblait réjouir infini-

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

ment. Au contraire : plus c'est énorme, mieux ça passe ! Mais les renégats venus d'en face plaisaient davantage aux appareils de partis que les repentis de la famille. Un parjure, c'est plus docile, plus zélé. Ça fait mieux sentir aux politiciens leur pouvoir suprême, celui de séduire et d'abandonner.

Ils étaient sur le point d'entrer dans la salle. Les spectateurs de la séance précédente répondaient, en aorant, aux curieux qui leur demandaient leurs impressions. « Rohmer a compris qu'il n'y a plus d'opinion qui tienne, dit un chœur dont la queue-de-cheval grise tombait dans la capuche d'un duffel-coat prune ; autant reconnaître qu'il n'y a plus en jeu que des intérêts et des ambitions, c'est plus franc ! » Hussonnet, lui aussi, voyait un « progrès rassurant » à ce que l'intelligentsia post-communiste ne crût plus à rien. Elle avait trop cru, cette canaille, trop fait croire ! Son cynisme ne causerait jamais autant de dégâts que ses crédulités passées.

Parvenu à la hauteur de la caisse, Regimbert ne se sentit plus le force de subir les orcas de Hussonnet. Il renonça à voir le film. A la place, il se rendrait à un meeting sur les atrocités en Bosnie. Mitterrand sans rien en attendre pour soi, c'était son tranquillisant, sa façon de se reconquérir avec la nature humaine.

Hussonnet se résignait à entrer seul au cinéma. Sachant que leur amitié résisterait une fois de plus à cette passe d'armes, il chercha seulement comment épauler les nostalgies de rectitude où son ami allait s'enfoncer, bien inutilement.

Regimbert esquissa un petit adieu, on aurait dit qu'il levait le poing, pas vraiment, à la hauteur de l'épaulé, comme Gide aux fêtes ouvrières de 36.

Ah ! et puis tout le monde n'a pas la chance d'être fonctionnaire, dit encore Hussonnet, avant de disparaître vers la salle. Il faut bien vivre, nourrir sa petite famille !

Mais, tu n'es pas de famille !, s'éleva Regimbert, avec la voix blanche des naïfs que la souplesse des habiles étonne toujours.

La mauvaise foi d'Hussonnet lui faisait friser l'oeil :

— Je pourrais en avoir une !, dit-il.

هكزان الأصيل



## SOCIÉTÉ

### ENVIRONNEMENT

Un rapport du XI<sup>e</sup> Plan

# La protection de l'environnement ne créera pas beaucoup d'emplois

Pour la première fois, une commission de préparation du Plan a été chargée d'examiner le dossier intitulé « Environnement, qualité de vie, croissance ». Elle conclut à l'importance stratégique des investissements en faveur de l'environnement, même s'ils ne constituent pas un fort gisement d'emplois.

Signe des temps : la présidence de la commission chargée de l'environnement a été confiée à un chimiste, M. Bertrand Collomb, patron de Lafarge-Coppée. Il se trouve en effet que les cimenteries, considérées autrefois comme des nuisances par leur entourage, passent aujourd'hui pour des modèles : elles se sont conformées au plan antipoussières établi en 1971 par le tout nouveau ministère de l'environnement ; grosses consommatrices d'électricité et de fioul, elles ont suivi avec zèle le plan d'économies d'énergie lancé en 1974. Et les voici aujourd'hui qui détruisent les déchets des autres en brûlant dans leurs fours - lorsqu'ils sont agréés - les huiles de vidange ou les vieux pneus. Au lieu de ressentir ces changements comme une pénible contrainte, les cimenteries s'en félicitent aujourd'hui. Une seule perspective les fait trembler : une éventuelle taxe sur l'énergie (l'éco-tax) qui les obligerait, disent-ils, à délocaliser en Algérie ou en Turquie.

Le rapport de M. Collomb se garde bien de préconiser cette éco-tax. Les rédacteurs des deux cent trente pages de l'étude ont préféré dessiner la conjonction à grands traits. Ils constatent ainsi que 150 milliards ont été dépensés en vingt ans pour le seul domaine de l'eau, mais ils notent que « les investissements consentis par les entreprises à l'environnement ont été moins vite en 1991-1992 qu'en 1989-1990 ». Pour l'avenir, aucun doute : les soixante



experts de la commission sont persuadés que « les exigences écologiques vont s'accroître dans les années 1990 par rapport aux deux décennies précédentes ». Les raisons ? Une pression accrue de la demande sociale et les effets mécaniques des grands engagements internationaux : convention de Bâle sur les déchets, protocole de Montréal sur les CFC (chlorofluorocarbones), conventions de Rio sur la diversité biologique et le changement climatique.

### Eviter les blocages

Le rapport note que les deux tiers des missions du plan national de l'environnement, lancé en 1990, ont déjà été engagées, notamment concernant les CFC, l'assainissement, les déchets, le bruit et la protection des paysages. L'objectif est de supprimer complètement les CFC vers 1996, de stabiliser les émissions de gaz à effet

de serre à l'horizon 2000-2005, de réduire de 20 % à 30 % la pollution atmosphérique, de pousser le traitement des eaux usées de 40 % à 60 %, de réduire les pollutions agricoles et d'isoler phoniquement quelque 200 000 logements.

Trois défis restent à relever : 1° l'aménagement d'un territoire où 80 % de la population s'entasse dans les villes, au détriment de l'espace rural ; 2° la maîtrise de l'énergie alors que la consommation ne cesse d'augmenter à cause des transports ; 3° la gestion des déchets, dont la quantité et le coût d'élimination augmentent de manière vertigineuse. « Il nous faut donc tripler le rythme actuel de la maîtrise de l'énergie », résume le rapport. Par exemple, la SNCF consomme déjà 17 % du coût de l'infrastructure TGV Nord à la protection des paysages et à la lutte contre

le bruit. Et la seule écotaxe envisagée au plan européen coûterait à la France quelque 50 milliards de francs par an.

Mais ces encroûtes, demain, seront intégrées dans le coût normal. Et ils valent toujours mieux que la réparation (1 milliard de dollars pour l'Exxon-Valdez) ou le dégat irréversible, comme le bétonnage de la Costa Brava aujourd'hui boudée par les touristes. « La compétitivité économique du pays dépendra de plus en plus de sa compétitivité environnementale ». Même si, en termes d'emplois, la protection de l'environnement n'apparaît pas un gisement fabuleux (de 30 000 à 50 000 emplois, d'ici à 1995).

Les rapporteurs constatent que, « depuis les années 1960, on assiste à un mouvement de désinstitution, de déréglementation et de libéralisation des marchés préjudiciable à la garantie de l'intérêt national ». Ils suggèrent donc de « redonner à l'Etat son pouvoir de régulation ». L'objectif est d'intégrer la préoccupation environnementale dans toute activité économique, comme après la guerre on a intégré les préoccupations sociales au mode de développement. La question pertinente aujourd'hui n'est donc pas « croissance ou non-croissance » mais « quel contenu pour la croissance ? ». La réponse, alors, est la suivante : pour une croissance durable, il faut choisir la qualité, entendue au sens le plus général, y compris la qualité de vie.

« Je suis un des rares industriels qui vais demander l'augmentation des moyens de l'administration », confie M. Collomb. Car il faut associer le ministère de l'environnement aux processus de décision, en amont. Il souligne que la France trouve une troisième voie, qui évite les blocages de l'administration américaine et la surcharge de l'opinion allemande.

ROGER CANS

### ÉDUCATION

En conflit avec le Conseil national des universités

## Le ministère de l'éducation renonce à nommer des professeurs de droit et d'économie

Devant l'opposition des sections de droit et d'économie du Conseil national des universités, M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a finalement renoncé à nommer, sur des postes de professeurs, vingt-huit maîtres de conférences qui avaient pourtant été informés de leur promotion au mois de décembre dernier.

Le feuillet concernant la nomination de professeurs d'université de droit et d'économie connaît un nouvel épisode. Il y a six semaines en effet, le ministère de l'éducation nationale avait entrepris de nommer, sur des postes de professeurs, vingt-huit maîtres de conférences, malgré l'avis négatif formulé sur ces candidatures par le Conseil national des universités (CNU) (le Monde du 17 janvier). Ces enseignants avaient été informés, par lettre du 22 décembre, de leur promotion. La réaction très vive des responsables des sections du CNU concernées (droit privé, droit public, science politique, histoire du droit, sciences économiques et gestion) avait entraîné la suspension de la procédure et un réexamen du dossier par le ministre.

M. Jack Lang vient de trancher en choisissant de revenir sur les nominations annoncées et, par conséquent, de se déjuger. Dans une lettre adressée, le 15 février, aux présidents des sections du CNU concernées, il précise qu'il se refuse « à intervenir directement dans cette procédure et à trancher entre deux instances universitaires légitimes. Notre tradition universitaire et le principe de valeur constitutionnelle d'indépendance des professeurs d'université n'autorisent pas, en effet, le pouvoir administratif à intervenir de la sorte sur la nomination de ceux-ci ». Le ministre de l'éducation nationale, lui-même professeur de droit public, admet ainsi que ses services ont commis une erreur en décidant de « repêcher » vingt-huit candidats sur les quarante-sept retenus par le CNU.

M. Lang demande toutefois au Conseil national des universités de réexaminer les dossiers des quarante-sept candidats ayant reçu un avis défavorable. « J'ai conscience, écrit le

ministre de l'éducation nationale, que [ces sections] ont procédé lors de leur premier examen avec rigueur et impartialité (...). Je crois toutefois que, dans un certain nombre de cas, elles n'ont pas disposé de toutes les informations nécessaires en provenance des établissements concernés ».

### Une situation ubuesque

Les présidents d'université sont donc appelés à apporter au CNU toutes les informations supplémentaires nécessaires au réexamen de leur situation, « compte tenu des mérites personnels et des services rendus à l'université par les intéressés, des besoins de l'établissement concerné ainsi que des circonstances de fait intervenues depuis la première délibération ». Ces avis du CNU devront être transmis au ministre avant le 15 mars, c'est-à-dire avant le premier tour des élections législatives. On assure aujourd'hui, au cabinet du ministre, que le dossier sera traité avant tout changement de gouvernement.

### La rénovation pédagogique

Les textes relatifs à la rénovation pédagogique des premiers et deuxième cycles de droit et d'économie ont été adoptés, lundi 15 février, par les membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). Amendés par rapport aux propositions initiales, ces textes prévoient, pour les disciplines de droit et d'économie, l'introduction de modules en première année. Mais ils permettent aux établissements de la soumettre au ministre de l'éducation nationale pour avis. En économie est en outre prévue la création d'une licence d'économétrie et d'une licence d'organisation des entreprises.

Ces textes ont été adoptés à la majorité, pour le droit, par 9 voix pour, 2 contre (UNI),

En revanche, il sera difficilement possible à M. Jack Lang de boucher la révision de la procédure de recrutement des professeurs d'université par la voie longue. En décidant la suspension de cette voie de recrutement pour 1993 et en demandant au directeur des personnels de l'enseignement supérieur de rendre d'ici trois mois ses conclusions après consultation des membres du CNU et des présidents d'université, le ministre de l'éducation nationale laisse implicitement à son successeur le soin de trancher le problème.

Quant aux vingt-huit enseignants concernés, leur situation devient ubuesque. Ils ont en effet vécu une succession de rebondissements rare dans une carrière universitaire : ayant passé le premier barrage de la commission locale de spécialistes, ils se sont vu opposer un avis négatif du CNU, puis ont été « repêchés » par le ministre, avant que ce dernier ne suspende leur nomination et renvoie leur dossier, une nouvelle fois, devant le Conseil national des universités.

MICHELLE AULAGNON

### Malgré l'opposition des écologistes

## Ouverture de l'enquête publique pour un éventuel redémarrage de Superphénix

Les préfets de l'Isère et de l'Ain ont signé, lundi 15 février, l'arrêté pour le lancement d'une enquête publique concernant la réalisation des travaux d'aménagement du sur-générateur Superphénix à Creys-Malville (Isère), dont le fonctionnement a été « gelé » le 29 juin dernier par le gouvernement (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet 1992). Cette enquête aura lieu du 30 mars au 30 avril, après les élections législatives, « afin d'éclairer toute consultation politique », précise-t-on à la préfecture de l'Isère. Les élus grenoblois d'Ecologie alternative ont-ils en un qualificatif pas moins cette décision de « véritable déclaration de guerre ». Le premier ministre se prononcera sur un redémarrage éventuel en fonction des résultats de cette enquête. Si un avis favorable est rendu, il faudra encore attendre que les travaux qui visent à améliorer la sûreté en cas de feux de sodium soient réalisés et satisfassent les autorités de sûreté. Commencés en décembre 1992, ils devraient être terminés début 1994, a indiqué le directeur de la centrale.

□ Dissolution de la commission scientifique de Biosphère-2. - La commission scientifique consultative du programme Biosphère-2 a été dissoute, des dissensions entre ses membres ayant rendu son fonctionnement impossible, a annoncé, lundi 15 février, M. Edward Bass, le milliardaire texan qui finance le projet. Cette commission était chargée de donner son avis sur les expériences menées par huit personnes enfermées depuis septembre 1991 à l'intérieur d'une serre de 1,26 hectare, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Tucson (Arizona). L'été dernier, elle avait émis de sérieuses critiques sur la valeur scientifique de cette opération (le Monde du 19 août 1992). Malgré divers problèmes techniques, le programme Biosphère-2 se poursuit, ont précisé ses responsables. - (AFP).

# LES MAÎTRES DU MYSTÈRE



## Investigation, passion



Investigation, passion ou le journalisme d'enquête, made d'emploi.

En ces temps où la presse n'a pas bonne presse, lisez Investigation, passion : entre une page d'histoire et une jonchée de révélations croquignalesques, vous y verrez à l'ouvrage, non pas des chosseurs de « scoops » dénués d'âme ni des manipulateurs manipulés, mais deux journalistes qui, plus attachés à l'exocititude qu'à une impossible abjectivité, n'ont jamais perdu le fil d'Ariane de la recherche de la vérité.

Gilles Perrault, L'Événement du Jeudi

Lorsqu'on suit les cavales de nos deux Rouletabille, on est impressionné par ce mélange d'obstination, de patience, de méticulosité.

Georges Siffert, Le Figaro.

On se rafraîchit le mémoire à lire cette trentaine de récits, on se divertit souvent comme à la lecture d'un très bon policier, et l'on prend une bonne leçon de très grand journalisme.

Jacques Duquesne, Le Point.

FAYARD

## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

A Bidart (Pyrénées-Atlantiques)

## Les policiers ont découvert une fabrique d'armes de l'ETA

BAYONNE

de notre correspondant

En entrant dans la villa Etxebarria, dimanche 14 janvier, à Bidart (Pyrénées-Atlantiques), les agents de la police de l'air et des frontières (PAF) ont découvert un important atelier de l'organisation basque ETA. Le sous-sol de cette ancienne ferme avait été aménagé en usine de fabrication d'armes. Dans ce local d'environ 180 mètres carrés, accessible par une trappe en béton montée sur vérins hydrauliques, ils ont trouvé de nombreux cartons et sacs en plastique pleins d'armes. Il faudra entre huit et dix jours pour faire un inventaire précis de l'ensemble de cette fabrique, selon un policier.

Pour le moment, plusieurs centaines de pistolets mitrailleurs ont été répertoriés. Selon les policiers, ces armes étaient démontées, mais prêtes à être reconstituées. Dans cette cave, une demi-douzaine de machines-outils servaient au fraissage, au tournage et à la finition des armes. Un bûche d'essai permettait de les tester.

La maison avait été achetée il y a six ans par Pierre Fagant, cadre supérieur à l'usine Dassault-Breguet de Biarritz. Cet homme de cinquante-cinq ans était inconnu des services de police. Sur une ordonnance de M<sup>me</sup> Laurence Le

Vert, juge d'instruction à Paris, il avait été arrêté à la fin de la semaine dernière par la PAF à l'intérieur du pays basque, ainsi qu'un responsable présumé de l'ETA, Pedro Maria Gorospe, dit «Txato el Viejo», et sa compagne. Cette opération, menée en liaison avec les policiers espagnols et l'Audencia nationale de Madrid, a également débouché sur l'interpellation en Guipuzcoa, de l'autre côté des Pyrénées, de deux personnes chargées, selon les enquêteurs français, de l'armement au sein de l'organisation clandestine basque.

## « D'autres ateliers de ce genre »

Survenu dans la localité où déjà fin mars 1992 avait été capturé l'état-major d'ETA et Arzapalo, la descente de dimanche ne serait pas, à en croire les policiers français, décisive, car « existent probablement d'autres ateliers de ce genre ». Déjà, le 5 novembre 1986, avait été mise au jour une cache d'armes et de documents dans les dépendances de l'entreprise Sokoas de Hendaye. Quelques mois plus tard, c'était le tour d'un autre arsenal, à la résidence Delta d'Anglet. A Bidart, c'est un véritable centre de fabrication qui a été découvert.

MICHEL GARICOIX

## Vive émotion à Madère

## Un prêtre est accusé d'un meurtre et d'actes de pédophilie

Le procès du Père Frederico - prêtre brésilien accusé du meurtre d'un jeune garçon de quinze ans et de pédophilie - qui s'est ouvert à Madère, suscite une vive émotion au Portugal.

LISBONNE

de notre correspondant

« Il ne s'agit pas d'une affaire banale; il y a eu un mort et un prêtre est en cause, un professeur de religion et de morale, une personne qui devrait donner l'exemple »: la mère de Luis Miguel Gouveia, quinze ans, dont le corps a été découvert en mai dernier sur une plage de Madère, ne cache pas son indignation et sa peine, et accuse l'Eglise de « manipulation ».

L'ouverture, le 11 février, à Funchal, du procès du Père Frederico Cunha, un brésilien âgé de quarante ans, soupçonné du meurtre de Luis Miguel et d'actes de pédophilie, a ravivé les passions, et, dans l'île, les commentaires vont bon train sur l'attitude de l'Eglise dans cette affaire.

## L'autorité de l'Eglise

Le 2 mai 1992, le père de Luis Miguel, chauffeur de taxi, découvre le corps de son fils au bas d'une falaise de rochers. Des témoins disent qu'ils ont vu, le jour même, le jeune garçon dans la voiture du Père Frederico stationnée sur le belvédère dominant la plage de Chancel, plage située à la pointe est de l'île de Madère. Lors des perquisitions effectuées au domicile du père, des revues et vidéos por-

■ **PRÉCISION**: hémonymies maladroites dans l'affaire de démarchage publicitaire abusif en profit d'organisations policières. - A la suite de nos articles consacrés aux inculpations de responsables d'organisations policières dans des affaires de démarchage publicitaire abusif (le Monde du 30 janvier et du 9 février), dans lesquels nous relevions sans plus de précision la mise en cause de la régie publicitaire A. B. COM, il est apparu que d'autres sociétés de communication, sans aucun lien avec cette dernière, portaient le même nom. La société AB COM, domiciliée à Montreuil (Seine-Saint-Denis) et dirigée par M. Said Benchaba, et la société A. B. COM (Annie Boutaud Communication), domiciliée à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) et dirigée par Mme Annie Boutaud Le Roy de Boissan, n'ont en effet aucun rapport avec la société A. B. COM, domiciliée au 5, rue Taylor, 75010 Paris, qui est concernée par l'enquête judiciaire en cours.

nographiques sont saisis par la police, ainsi que des photos de jeunes garçons nus.

Les présumptions contre le Père Frederico, accusé par des adolescents d'avoir eu avec eux des relations sexuelles, sont telles que, vingt-cinq jours après la découverte du corps de Luis Miguel, le prêtre est incarcéré à la prison de Funchal. Aussitôt, les autorités religieuses de l'île dénoncent la peine de détention préventive. L'évêque de Funchal lui-même, Mgr Teodoro Faria, n'hésite pas à comparer le Père Frederico - qui fut son ancien secrétaire au palais épiscopal - à Jésus-Christ. Dans une note qu'il publie le 10 février, Mgr Faria écrit: « Je me souviens que les déclarations dans les cachots et les prisons, qu'elles aient été justes ou injustes, ont fait partie de la vie de l'Eglise tout au long des siècles, à commencer par Jésus de Nazareth, qui fut emprisonné et crucifié ».

Le Père Frederico, qui n'a cessé de clamer son innocence, a invoqué cette note, publiée peu après son incarcération pour demander sa libération, qui lui a été refusée. Tout en long du procès, les jurés doivent entendre plusieurs dizaines de témoignages, parmi lesquels celui d'un jeune filleul d'adoption du prêtre, José-Manuel Noite, affirmant que c'est lui qui se trouvait dans la voiture du prêtre et non Luis Miguel.

Aux yeux des enquêteurs, ce témoignage semble plus que suspect parce qu'il se résume à une phrase: « J'ai vu le prêtre et le corps de mon fils ». S'il se révèle être un faux, son auteur encourt une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison. Pour sa part, s'il est reconnu coupable de la mort de Luis Miguel, le Père Frederico est passible de douze à vingt ans de réclusion, tandis que, pour les accusations de pédophilie, il risque une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison.

Quelle que soit l'issue du verdict, c'est l'autorité morale de l'Eglise qui est en jeu dans ce procès qui doit durer deux semaines. A commencer par celle de l'évêque de Funchal lui-même, qui fit venir le Père Frederico, il y a dix ans, dans l'île. « Ce qui me choque le plus, c'est que, s'il appartient au tribunal de décider s'il est ou non coupable, l'Eglise ne devrait pas se livrer à de telles manipulations », dit encore la mère du jeune Luis Miguel, résumant ainsi le sentiment de nombreux habitants. Le Père Frederico a d'ores et déjà refusé la justice des hommes, proclamant qu'il n'a confiance qu'en celle de Dieu.

ALICE ILICÉE

## MEDECINE

L'INED hésitant à s'associer à l'enquête

## La CNIL diffère sa décision sur le recensement des personnes atteintes de glaucome

Après l'avis négatif émis par le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé dans l'affaire du recensement des glaucomateux (le Monde du 21 janvier) et les hésitations de l'Institut national d'études démographiques (INED), la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) a décidé de surseoir à sa prise de position. Cet épisode illustre les difficultés de la recherche en épidémiologie dans notre pays.

La controverse était née il y a deux ans environ, après la publication dans ces colonnes (« le Monde Sciences et médecine » du 3 avril 1991) des nouvelles perspectives de lutte contre le glaucome, grâce notamment à l'apport de la démographie génétique.

Le glaucome est une affection ophtalmologique caractérisée par un niveau anormalement élevé de la pression intra-oculaire. En l'absence de traitement spécifique, cette maladie peut provoquer, à plus ou moins long terme, une atrophie du nerf optique conduisant à la cécité.

Le Comité consultatif national d'éthique avait rendu public, il y a quelques semaines, un avis négatif

quant aux conditions dans lesquelles la recherche souhaitait être menée (recensement des glaucomateux, dépistage des cas méconnus, etc.). Le Comité de lutte contre le glaucome (1) présidé par le professeur Philippe Demallay (hôpital Saint-Joseph, Paris) avait vivement réagi en critiquant certains des aspects techniques sur lesquels était basé l'avis du Comité consultatif national d'éthique.

« Parmi les différents types de glaucomes, le glaucome primitif à angle ouvert représente plus des deux tiers des cas. Par sa fréquence dans la population française - un million de glaucomateux dont la moitié n'est pas encore dépistée - il pose un véritable problème de santé publique expliquant notamment le professeur Demallay (...). Aucun symptôme fonctionnel ne permet de le détecter. Lorsque le patient s'en aperçoit, par une baisse de sa vision, il est généralement trop tard. Seul un examen ophtalmologique systématique permet de le dépister à temps. Toutes les études génétiques, anciennes ou récentes, supposent l'existence d'un caractère familial et héréditaire. Le problème, pour l'ophtalmologiste, est de dépister, à partir de glaucomateux venus le consulter, les membres de leurs familles ignorants de cette maladie et susceptibles de la développer. »

Toute la question était dès lors de savoir si une vaste enquête génétique sur ce thème pouvait être menée en France au vu des résultats prometteurs déjà obtenus. La CNIL fait état aujourd'hui d'un nouvel élément institutionnel: les hésitations de l'INED - que l'on croyait étroitement associé au Comité de lutte contre le glaucome - à se lancer dans cette aventure médico-scientifique hors du commun.

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

JEAN-YVES NAU

(1) Le Comité de lutte contre le glaucome, association reconnue d'utilité publique depuis 1985, groupe plus de huit cent cinquante spécialistes d'ophtalmologie, français et francophones.

## EN BREF

■ Trois élus socialistes des Yvelines inculpés dans le cadre de l'enquête sur la SAGES. - Trois élus socialistes des Yvelines ont été inculpés de trafic d'influence, lundi 15 février, par le juge Renaud Van Ruymbeke, chargé du dossier sur les activités de la SAGES et le financement de certaines campagnes électorales du Parti socialiste. Les inculpations ont été notifiées à MM. Georges Mougeot, maire de Maurepas, Dominique Raimbault, ancien président du syndicat de l'agglomération nouvelle (SAN) de Saint-Quentin-en-Yvelines et conseiller municipal de Montigny-Le Bretonneux, et Robert Vion, vice-président du SAN et conseiller municipal de Magny-les-Hameaux. Depuis la fin du mois de janvier, le juge renvoie à inculpés six élus socialistes de l'Essonne, de Bas-Rhin, de Seine-Maritime et de l'Ardeche.

■ Quatre attentats à l'explosif en Corse-du-Sud. - Quatre attentats à l'explosif ont été commis, dans la nuit du dimanche 14 février au lundi 15, en Corse-du-Sud. Trois d'entre eux, signés de l'inscription « R » du mouvement clandestin Resistenza, visaient des villas appartenant à des continentaux ou à des ressortissants italiens. Le quatrième attentat visait un bar-garage d'Ajaccio et serait, selon la police, sans lien avec les précédents.

■ Le représentant de France-Plus en Corse gravement blessé lors d'une agression. - M. Mohamed Zouir, le représentant de l'association France-Plus en Corse, a été gravement blessé de deux coups de feu tirés par deux automobilistes qui l'avaient pris en autostop, lundi 15 février, sur une route de Corse-du-Sud. Le jeune homme, atteint au cou et à une main, a été opéré dans la nuit et ses jours ne sont plus en danger. Les barrages aussitôt mis en place sur les routes de la région n'ont pas permis d'intercepter le véhicule - une Fiat rouge - et ses deux occupants.

■ Un professeur d'une école privée juive licencié pour avoir distribué des préservatifs aux élèves. - Un professeur de français d'une école privée juive de Marseille, licencié pour « faute grave » après avoir distribué des préservatifs à des élèves de treize ans, a saisi, lundi 15 février, le conseil des prud'hommes pour licenciement abusif. En septembre 1991, après un cours portant sur la sexualité, le professeur avait distribué des préservatifs à des élèves qui avaient exprimé leur intention d'avoir des relations sexuelles. La direction de l'institution franco-hébraïque Beth David avait alors exclu un adolescent surpris en train de jouer avec l'un des préservatifs dans la cour de l'école. Elle avait ensuite licencié l'enseignant qui « contrevenait au rôle du personnel éducatif qui doit être dans le respect des textes sacrés ». Jugement rendu le 30 mars.

## DEFENSE

Mis au même standard

## Tous les sous-marins français lancent désormais des missiles à têtes multiples

Avant la fin de cette semaine, le sous-marin nucléaire lance-missiles stratégiques le Foudroyant sera en service actif au sein de la force océanique stratégique (FOST). Ainsi les cinq sous-marins français de la même classe sont désormais à un standard identique: chacun d'eux peut lancer seize missiles mer-sol M.4 portant, chacun, jusqu'à six têtes thermonucléaires de 150 kilotonnes (sept fois la puissance de la bombe sur Hiroshima) à 5 300 kilomètres de distance. Auparavant, chaque sous-marin emportait seize missiles M.20 à une seule charge, à l'instar du Redoutable, qui a été retiré du service actif.

Depuis une trentaine de mois, le Foudroyant était en refonte, c'est-à-dire qu'il subissait des travaux destinés à lui permettre d'accueillir le M.4 et à moderniser ses systèmes de navigation, sur le modèle du sous-marin l'Inflexible, qui a été le premier de la nouvelle série. Il rejoindra la FOST, à l'Île-Longue, en rade de Brest, avant la fin de cette semaine, et il retrouvera les quatre autres sous-marins: le Terrible, l'Indomptable, le Tonnant et l'Inflexible, qui sont déjà armés du missile M.4. La conception de ces missiles est estimée à 14,5 milliards de francs selon un rapport officiel classifié.

A partir de cette flotte, la France maintient, selon les mois, deux ou trois sous-marins constamment en

patrouille. Elle peut, si le contexte international s'aggrave, mettre à la mer un quatrième sous-marin dans les trois jours suivant un ordre du chef de l'Etat. Un cinquième bâtiment est, à tout le moins, en entretien régulier à la base de l'Île-Longue.

Un sous-marin de nouvelle génération, de la classe le Triomphant, sera opérationnel à la fin 1995. D'un déplacement plus lourd que ses prédécesseurs et rendu plus silencieux, ce sous-marin embarquera seize missiles M.45, qui sont une version améliorée par rapport au M.4, notamment grâce à l'emport de contre-mesures électroniques et d'aides à la pénétration des défenses adverses. La mise au point et le développement du missile M.45 ont été évalués à 4,2 milliards de francs. La France a prévu, pour succéder aux sous-marins de la classe l'Inflexible, de développer quatre unités du type le Triomphant entre 1995 et 2005. Au siècle prochain, les missiles M.45 devraient être, à leur tour, remplacés par des missiles M.5 qui auront une portée entre 8 000 et 9 000 kilomètres.

Selon le rapport officiel classifié par le ministère de la défense, le coût des quatre sous-marins de la génération le Triomphant, prêts en 2005, est de 81,5 milliards de francs et celui des missiles M.5 est estimé à 38,6 milliards de francs.

## Après la vente de chars aux Emirats

## Réactions modérées dans les milieux syndicaux et politiques

Si, à la Bourse de Paris, les actions des sociétés qui ont obtenu la commande de l'Etat des Emirats arabes unis en faveur du char Leclerc ont fortement progressé lors de la séance du lundi 15 février, les réactions après l'annonce de ce contrat sont diverses et restent pour les milieux syndicaux et politiques.

La CGT a estimé qu'il ne fallait pas se laisser « bercer d'illusions », car les suppressions d'emplois qui ont été précédemment annoncées par le groupe GIAT-Industries et qui portent sur 2 650 postes de travail demeurent intactes pour 1993. Seulement six établissements sur les dix du groupe sont concernés par le char Leclerc. Selon FO, les problèmes de sous-charge de l'entreprise « ne sont pas résolus » et l'Etat en porte la responsabilité, avec des commandes nationales, dans le secteur des munitions en particulier, qui « sont réduites à un pauvre squelette ». A Rouanne, la CFDT craint que la direction de GIAT-Industries ne maintienne sa décision de chômage

partiel. Ancien ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement a, de son côté, rappelé que « les Emirats se sont toujours fournis en armements français ». Cette commande est « une bonne chose », a-t-il ajouté, « d'autant que c'est moi qui ai transformé GIAT-Industries en industrie concurrentielle. C'est aussi un moyen de recyclage des pétrodollars ». Au nom de Génération Ecologie, M. Noël Mamère a déclaré que « cette vente d'engins de mort, considérée comme un exploit commercial de la France, ne fait que contribuer à une logique guerrière qui impose aujourd'hui les pires souffrances à la planète ».

Dans son éditorial, l'Humanité du mardi 16 février observe: « Les Emirats arabes unis ne se placent pas au premier rang des pays démocratiques (...). En ce monde dangereux et en plein bouleversement, la question-clé n'est-elle pas, tout en assurant les capacités de défense nationale, de penser, prévoir et préparer la reconversion des usines d'armement? »

## REPÈRES

## FAITS DIVERS

Décès d'une jeune femme violée en 1991

par un policier séropositif

Une jeune femme violée en 1991 par un policier au commissariat de Sevran (Seine-Saint-Denis) est décédée, dimanche 14 février, au domicile de sa mère. Le parquet de Bobigny a ordonné une autopsie. Des traces de piqûres prometteuses déjà obtenues. La CNIL fait état aujourd'hui d'un nouvel élément institutionnel: les hésitations de l'INED - que l'on croyait étroitement associé au Comité de lutte contre le glaucome - à se lancer dans cette aventure médico-scientifique hors du commun.

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dossier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentées dans le respect des procédures applicables devant elle ».

Son conseil scientifique a désigné en son sein une commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'au regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut « valablement délibérer sur le dossier » et qu'elle ne pourra se pron



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### La psychologie en quête d'une loi

Conçue pour réglementer l'expérimentation humaine, la loi Huriet-Sérusclat se révèle inadaptée à certaines recherches

**L**a « protection des personnes dans la recherche biomédicale », définie en 1988 par la loi Huriet-Sérusclat sur l'expérimentation humaine, est-elle applicable aux recherches en psychologie expérimentale ? Et si non, quels garde-fous légaux faut-il imaginer pour garantir que ces expériences, aux frontières des sciences humaines et des sciences de la vie, se déroulent sans risque de dérapage ?

La question n'est certes pas neuve. Mais depuis quelques mois, elle agite singulièrement le petit monde des psychologues expérimentaux, comme celui des législateurs et des spécialistes de la bioéthique. Les chercheurs d'alarme ont s'indignent, le comité d'éthique interne du CNRS (1) s'interroge, et le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé devrait, dans les tout prochains mois, émettre un avis sur la question.

A l'origine de cette effervescence : une enquête, publiée par l'Express le 17 décembre 1992, sur une étude psychologique menée dans le laboratoire parisien de génétique, neurogénéétique et comportement du CNRS (le Monde du 18 décembre 1992). Conçue par Michel Duymac et Christiane Capron, deux chercheurs dont la qualité scientifique est reconnue, cette étude, qui concerne les influences respectives du patrimoine génétique et de l'environnement familial sur les capacités d'apprentissage, a nécessité le recours à un fichier d'enfants nés par insémination avec donneur (IAD).

Au terme de la loi Huriet, cette recherche violait non seulement le secret médical (2), mais également le principe du « consentement éclairé », selon lequel, « préalablement à toute recherche biomédicale, le commanditaire ou le sujet doit être recueilli après que ce dernier aura été informé des conditions de la recherche, du but poursuivi et des risques encourus ». Les tests d'intelligence nécessaires à l'étude, mis en œuvre dans le cadre scolaire, ont en effet été réalisés sans que parents ou enfants soient informés des objectifs réels des chercheurs – sous le prétexte, plus ou moins justifiable, de préserver l'anonymat des enfants nés par IAD.

Si l'intérêt scientifique de l'étude n'est ici pas en cause, cette entorse manifeste aux règles du secret médical et du « consentement éclairé » illustre de manière significative le vide juridique et éthique

dans lequel se déroule actuellement ce type de recherches. La meilleure des preuves en est, sans doute, l'incroyable suite de faux vers officiels reçus par les auteurs du projet. Accord, au début de 1990, de la commission scientifique du programme Sciences de la cognition (qui venait d'être lancé par le ministère de la recherche et de la technologie) – commission alors présidée par M. Jean-Pierre Changeux et qui recommandait toutefois l'examen du projet par un comité d'éthique. Accords, dans la foulée, des ministères de la recherche et de l'éducation nationale, qui attribuaient au projet un crédit de 300 000 F. Accord enfin, en juillet 1992, du tout nouveau COPE du CNRS... alors que la recherche, sur le terrain, est déjà terminée.

#### « Situation totalement paralysante »

Au-delà de ce dérapage, cette affaire met en lumière un malaise plus profond et plus grave. « A supposer (et c'est l'une des questions) que les recherches menées au CNRS en psychologie expérimentale, en physiologie ou en psychophysique soient concernées par la loi Huriet, la plupart des chercheurs qui travaillent dans ces disciplines (soit, compte tenu des laboratoires associés avec les universités, environ cinq cents personnes) ne sont actuellement pas en règle avec la loi, tout simplement parce qu'ils ne peuvent pas l'être », résume le professeur Robert Naquet, président du COPE.

Destinée à assurer la protection des personnes (malades ou volontaires sains) participant à la recherche biomédicale, la loi Huriet-Sérusclat (n° 88-1138 du 20 décembre 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991) avait, à l'origine, été conçue pour réglementer les cas de recherche thérapeutique et médicamenteuse. Avant d'être étendue, et là est le problème, à l'ensemble des recherches sur l'homme.

« Après deux ans d'application, cette loi se révèle être une bonne loi dans le domaine des essais thérapeutiques. Elle risque en revanche de créer une situation totalement paralysante dans de nombreux secteurs de la recherche », estime aujourd'hui M. André Borot, professeur de génétique et pathologie fœtale (U 73 INSERM, Paris) et membre du Comité national d'éthique, pour qui il importe de « redéfinir précisément le champ d'application de la

loi et les conditions de son application, de manière à ce que ces recherches garantissent une réelle protection de la personne humaine, sans pour autant subir les contraintes qu'elles connaissent actuellement ».

Première difficulté d'application : la loi Huriet-Sérusclat précise, de manière tout à fait explicite, que l'ensemble des recherches sur l'homme doivent se dérouler sous la responsabilité d'un médecin. Or, une grande partie des études en psychophysique ou en psychophysique menées au CNRS sont effectuées par des chercheurs de formation universitaire et non par des médecins. La direction des sciences de la vie du CNRS préconise rapidement la mise en place d'un comité de conscience de ce fait, puis, qu'elle organisait, le 18 septembre 1991, une réunion interne sur les « problèmes rencontrés par les chercheurs dans l'application de la loi Huriet-Sérusclat », à laquelle ont participé MM. Claude Huriet (sénateur U.C. Meurthe-et-Moselle) et Claude Amelung, sous-directeur des affaires professionnelles à la direction de la pharmacie et du médicament du ministère de la santé.

#### Principe éthique essentiel

La note de synthèse rédigée à la suite de cette réunion précisait : « Actuellement, le texte de la loi est tel qu'un directeur de recherche qui n'aurait pas le titre de médecin n'obtiendrait pas l'autorisation des lieux, ou se verrait refuser son protocole de recherche par le CCPPRB [Comité consultatif de protection des personnes dans la recherche biomédicale]. Sur ce point, toutefois, un compromis semble pouvoir être trouvé, législateurs et chercheurs s'accordant à penser qu'il suffirait de dissocier, dans le cas de ces recherches, la notion de « direction » de celle de « surveillance » médicale... »

La question du consentement éclairé, en revanche, apparaît beaucoup plus délicate. Car ce principe éthique, essentiel à l'expérimentation sur l'homme, se révèle dans les faits particulièrement difficile à appliquer aux recherches en psychologie. Selon la plupart des spécialistes, le consentement « véritablement éclairé » paraît en effet « incompatible avec des études comportant une part importante de manipulation psychologique ».

« Dans le cas des recherches en psychologie expérimentale, dériver l'intégralité du protocole interviert

directement avec l'obtention des résultats valides », a affirmé M. Jean-Pierre Changeux, président du Comité national d'éthique. Ines des journées organisées à Paris, les 18 et 19 février, pour le dixième anniversaire de cette instance consultative. « Le Comité poursuit ses réflexions sur ce point et, d'une manière générale, sur la recherche en neurosciences et sur les conduites humaines ». De son côté, M. Claude Huriet reconnaît que l'application du consentement éclairé pose des difficultés dans certains domaines de recherche. Mais il insiste sur le fait qu'il s'agit là d'un « principe constant de protection des individus, recommandé au plan national depuis plusieurs années et qui ne peut souffrir que de rares exceptions ».

Seule certitude : devenus progressivement « neuropsychologues », « psychogénéralistes » ou « psychocomportementalistes », les psychologues expérimentaux sont désormais, pour la plupart d'entre eux, entrés de plain-pied dans le domaine des sciences biomédicales (3), avec toutes les dérives éthiques et idéologiques que peuvent entraîner l'utilisation « scientifique » des données génétiques ou des comportements humains. Conscients du danger, les chercheurs sont les premiers à désirer être couverts par la loi, même lorsque leurs protocoles d'étude comportent des risques potentiels pratiquement nuls. Mais ils demandent aussi à poursuivre leur travail dans des conditions de réelle efficacité. Le débat est désormais ouvert, mais la psychologie reste en panne de loi.

CATHERINE VINCENT

(1) Créé par le CNRS fin 1991, le Comité opérationnel sur l'éthique dans les sciences de la vie (COPE) a pour objet de « faire bénéficier les chercheurs de conseils fondés sur des pratiques qui peuvent les aider à mener à bien une recherche conforme à l'éthique ».

(2) La Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL) s'est prononcée sur ce point début février, rappelant que le CNRS avait violé « des informations nominatives converties par le secret médical » (le Monde du 6 février).

(3) Evolution dont les organismes de la recherche publique ont d'ailleurs tenu compte, puisque les recherches en psychologie menées au CNRS, autrefois regroupées dans le département des sciences humaines, sont aujourd'hui placées, pour la majorité d'entre elles, sous la tutelle du département des sciences de la vie.

### Des sentinelles contre les épidémies

Un « réseau national de santé publique » vient – enfin – d'être constitué en France

Une politique de santé publique est en train de naître en France. Amorcée par l'action du groupe des cinq « sages » (1), ce mouvement s'est accéléré avec les différentes « affaires » qui, ces dernières années, ont mis en lumière, souvent de manière dramatique, les graves insuffisances de pans entiers du système médical français. Ce mouvement bénéficie depuis peu de l'action impulsée par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire. Profitant du résultat obtenu dans l'identification des causes alimentaires de la récente épidémie néonatale de listériose (le Monde du 18 février), il convient d'exposer les raisons d'être et les modalités de fonctionnement du tout jeune « réseau national de santé publique » qui vient d'être mis en place dans notre pays.

L'annonce de la réforme du système de santé publique français remonte au mois de juin dernier (le Monde du 19 juin 1992). « Santé publique, enjeu d'Etat », annonçait-on alors dans l'entourage ministériel, sans être pour autant certain de disposer en temps utile des moyens financiers et politiques pour de telles ambitions sanitaires. Serait-ce enfin chose faite, à quelques semaines des prochaines échéances législatives, alors que le RPR et l'UDF soulignent, dans leur programme commun, toute l'importance qu'ils entendent accorder à ce domaine ?

Pour M. Kouchner, trois principes doivent fonder une politique gouvernementale : « Garantir la meilleure qualité possible des soins en termes d'efficacité médicale, d'équité et de coût ; assurer la plus grande égalité possible vis-à-vis de la santé ; réduire au plus bas niveau possible les risques sanitaires ». C'est dans ce cadre que s'inscrit la création du « réseau national de santé publique ». Annoncée au Journal officiel du 18 juin 1992, cette création – sous forme d'un GIP (groupement d'intérêt public) – était demeurée largement inconnue. La structure pourrait, demain, jouer un rôle essentiel dans la détection, la surveillance et le contrôle des phénomènes épidémiques, quelle qu'en soit l'origine (2).

De quoi s'agit-il ? Le réseau doit notamment assurer et coordonner la collecte, l'analyse, l'interprétation et la diffusion des informations relatives à la santé. Cette activité est liée à la mise en place et à la gestion des systèmes capables de détection précoce des phénomènes épidémiques (maladies transmissibles et problèmes de santé liés à l'environnement). D'autres activités (évaluation, expertise, conseil, recherche appliquée, formation) et d'autres domaines d'application (infectieux, hospitalier, maladies chroniques) devraient être développés progressivement. Le réseau sera

aussi basé sur un système d'intervention permanent chargé d'évaluer les programmes de prévention. Il est doté d'une unité d'intervention capable d'apporter une assistance méthodologique sur les urgences en matière d'épidémie. Différents niveaux de « mailage épidémiologique » sont ainsi organisés autour du nœud exécutif, petite équipe de médecins, de statisticiens, d'infirmiers, tous détachés de leur corps d'origine et basés à l'hôpital national de Saint-Maurice. Ce groupe est dirigé par le professeur Jacques Drucker (CHU de Tours), spécialiste de santé publique, formé dans le public, puis dans le privé (groupe Mériaux), à l'épidémiologie d'intervention et de prévention.

#### 25 millions de francs pour 1993

Le premier cercle d'intervention est celui des médecins inspecteurs des directions départementales de l'action sanitaire et sociale. L'objectif à ce niveau est de renforcer les activités de nature épidémiologique. Le deuxième cercle repose sur la mise en place d'unités régionales d'épidémiologie d'intervention. Outre un conseil scientifique (composé de seize membres) le réseau national de santé publique comprend pour l'essentiel trois partenaires : le ministère de la santé (direction des hôpitaux, direction générale de la Santé), l'INSERM, et l'Ecole nationale de santé publique. Son budget, pour l'année 1993, a pu être fixé à 25 millions de francs.

Sans doute ne s'agit-il encore là que d'une structure en gestation. « Tout cela relève pourtant bel et bien de la prise de conscience par les décideurs politiques et sanitaires de l'insuffisance des outils d'information en matière d'épidémiologie », explique le professeur Jacques Drucker. Au total, avec ce tout jeune réseau, nous allons, si tout évolue dans le bon sens, être bientôt en phase avec des pays comme le Canada, les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne, autant de nations qui jouissent d'une longue tradition d'épidémiologie d'intervention.

JEAN-YVES NAU

### Les mains de Gargas

Une ancienneté-record probable et inattendue

**L**ES quelque deux cent cinquante mains négatives qui sont, avec des gravures, les principaux décors de la grotte de Gargas (Hautes-Pyrénées) sont presque sûrement plus anciennes qu'on le pensait – même si leur âge était toujours incertain. Elles ont très probablement été faites peu avant 24 860 (+ ou - 460) avant notre ère. Et si cette date est la bonne, elles sont tout à fait contemporaines des quarante-cinq mains négatives – les plus vieilles connues actuellement de par le monde – ornant les parois de la grotte Cosquer (dont l'entrée sous-marine s'ouvre dans les calanques de Cassis sur la commune de Marseille et qui a été découverte en juin 1991) : ces mains de Cosquer, en effet, ont été datées à 25 110 + ou - 350 avant notre ère, selon de premières mesures (le Monde du 19 novembre 1992), + ou - 390, selon une deuxième et toute récente série de mesures.

Les mains négatives sont nées en pulvérisant – avec la bouche – un liquide coloré en rouge ou en noir sur une paroi rocheuse sur laquelle est posée une main. Laquelle apparaît forcément en blanc sur la roche ainsi colorée. On en a trouvée partout dans le monde, en Europe, en Amérique, en Afrique, en Australie, faites à des époques très diverses et même au cours du siècle actuel.

Certaines ont l'air d'être les traces de mains auxquelles manquent une ou plusieurs extrémités de doigts. Ce qui a, bien entendu, suscité diverses hypothèses. On a

d'abord pensé à des amputations réelles marquant l'appartenance à un groupe donné, ethnique ou social. Mais les doigts incomplets sont très souvent l'index et le majeur des deux dernières phalanges sont indispensables aux activités d'un chasseur telles que l'usage du propulseur ou le tir à l'arc. Cette idée est donc quasiment abandonnée.

La deuxième hypothèse a été suggérée par André Leroi-Gourhan : les doigts incomplets n'ont pas été amputés, mais simplement recouverts (1) et seraient donc l'expression picturale d'un langage gestuel (comme celui des sourds-muets) permettant à des chasseurs « travaillant » en groupe de communiquer pour mieux coordonner leurs efforts sans faire le moindre bruit qui pourrait faire fuir le gibier.

Il y a aussi une troisième théorie fondée sur des pathologies rares et particulières : dans ce cas, il y aurait eu nécrose puis chute spontanée d'extrémités de doigts. La grotte de Gargas, dont les mains négatives et les gravures ont été découvertes en 1906, a été visitée par des dizaines de milliers de personnes et étudiée par de nombreux préhistoriens. L'abbé Henri Breuil y avait trouvé, notamment, des niveaux aurignaciens (de -30 000 à -24 000 environ) et gravettiens (de -25 000 à -20 000 approximativement) laissés par des *Homo sapiens sapiens*. Dans les couches gravettiennes, on a trouvé des plaquettes gravées sur lesquelles les animaux sont représentés avec les mêmes conventions que ceux gravés sur les parois. On a donc

conclu que les gravures pariétales étaient gravées par les mains négatives de Gargas, on hésite à les attribuer aux Aurignaciens ou aux Gravettiens.

En 1991, Jean Clottes, conservateur général du patrimoine et spécialiste des grottes ornées, a remarqué pour la première fois à Gargas, qu'il connaissait pourtant bien, que de petites esquilles d'os étaient plantées dans des fissures naturelles existant autour de plusieurs panneaux ornés de mains négatives. Il est vrai qu'en 1990, après une découverte de Robert Bégouën, il avait travaillé sur des petits bouts d'os analogues plantés dans des fissures des parois de la grotte d'Enlène (Ariège).

#### Des esquilles d'os

La disposition des esquilles autour de panneaux ornés de mains négatives de Gargas permet de penser que ces bouts d'os ont été plantés après la « peinture » des mains. Combien de temps après ? On n'en a pas la moindre idée. Mais logiquement, ils n'ont pas dû être plantés avant.

Mis en évidence par les esquilles d'Enlène, Jean Clottes a découvert celles de Gargas passées inaperçues jusqu'alors. C'est là une illustration nouvelle du principe selon lequel on ne voit que ce que l'on est prêt à voir.

Des fragments d'os de Gargas ont été datés en novembre et décembre 1992 par le Centre des faibles radioactivités (CFR) de Gif-sur-Yvette (CNRS et CEA) à

-25 860 (+ ou - 460). Les mains négatives de la grotte des Hautes-Pyrénées auraient donc été faites au plus tard à cette date. Mais, très étonnant, la datation des esquilles de Gargas « colle » à peu près parfaitement avec celle des mains négatives de Cosquer, obtenue par des mesures faites et refaites au CFR sur la matière colorante noire elle-même.

Les mains négatives de Gargas semblent donc bien être dues à des populations de la fin de l'Aurignacien ou du début du Gravettien et seraient ainsi – avec celles de Cosquer – les plus anciennes du monde.

L'extraordinaire coïncidence des datations obtenues pour les deux grottes amène Jean Clottes à une autre conclusion logique. Comment des hommes appartenant à deux groupes humains vivant à 400 kilomètres (à vol d'oiseau) l'un de l'autre auraient-ils pu être atteints en même temps d'une de ces maladies rares conduisant à une amputation naturelle ? Un argument de plus contre l'hypothèse « pathologique » des mains « amputées ». Certes, nos ancêtres préhistoriques voyageaient à pied – manifestement beaucoup plus qu'on avait tendance à le croire. Mais quand même !

YVONNE REBEYROL

(1) Des mains négatives amputées, ressemblant tout à fait à celles dont on est sûr qu'elles sont préhistoriques, ont été obtenues avec des doigts repliés, en France par Michel Lorblanchet, et en Belgique par Marc Groenen.

**CADEAU**  
Un pack lors de l'achat d'un **MACINTOSH** (Boîte POSSE + disquettes + tapis souris)

**Classic II 2/40**  
+ MS Works 3.0 + Flight Simulator:  
Avec  
StyleWriter II - 2198F  
Système 4.1 - 2389F

**6790F**

**COMPUTER BENCH 1500m2**  
4000 PRODUITS MAC

**Le Monde**  
1981, pays : URSS... capitale : Moscou  
1991, pays : CEI... capitales : 15...

Pour suivre un monde délogué

**CONSULTEZ**  
**L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR**



# Les chemins détournés de la science

Spiritisme, astrologie, médecines parallèles : la cote des parasciences remonte dans l'opinion.  
Premiers touchés : jeunes, femmes, écologistes, intellectuels et... scientifiques

LES « sciences parallèles » sont parmi nous. Loin de plier sous les coups de boutoir d'un rationalisme scientifique omnipotent, les parasciences se développent. Transmission de pensée, spiritisme, télépathie, numérologie, astrologie s'épanouissent avec un rare bonheur. Plus qu'hier, les Français croient aux tables tournantes, à l'explication des caractères par les signes astrologiques, à l'inscriptum de la destinée dans les lignes de la main, aux fantômes, aux revenants et aux guérisons par magnétiseur et imposition des mains.

An regard de l'histoire, le phénomène n'est pas nouveau. « Malgré l'exposition progressive des idées rationalistes, le dix-neuvième et le vingtième siècles sont jalonnés de mouvements intellectuels qui réaffirment les bornes fixées par l'écritisme dominant : mouvement spiritiste au dix-neuvième siècle, réhabilitation du spiritualisme opposé à la pensée scientifique dans l'entre-deux-guerres ; mouvance de la revue *Planète* dans les années 60 ; colloque de Cordoue sur les parasciences dans les années 70 », constataient en 1984 Daniel Boy et Guy Michelat, du Centre d'étude sur la vie politique française (Fondation nationale des sciences politiques et CNRS).

« L'astrologie également, bien qu'en voie de disparition en France à la fin du dix-neuvième siècle, réapparait dans l'entre-deux-guerres dans la grande presse américaine, puis française. Elle se diffuse très largement à partir des

années 60 par le canal des radios périphériques. (1) » Que constate-t-on de nos jours ? Un large développement des parasciences qui, non contentes d'envahir les ondes, la presse écrite et le petit écran, s'emparent désormais de l'informatique et du Minitel.

Toutes ces progressions sont le révélateur d'une évolution récente de la société, comme le montre le sondage effectué par la SOFRES pour le compte de la Cité des sciences de La Villette, du journal *Le Monde* et de la Fondation Electricité de France (2). Les précédentes enquêtes, menées en 1982, 1988 et 1989, faisaient apparaître déjà que la croyance dans les parasciences était loin d'être un phénomène quantitativement négligeable. Mais les résultats variaient peu d'un sondage à l'autre, ce qui n'est pas le cas cette fois.

## Des chiffres en progression

Le phénomène s'est amplifié et « l'on constate, soulignent Daniel Boy et Guy Michelat, que ce sont des croyances modernes et non des reliques de croyances anciennes » comme les fantômes, les revenants, les envoiements et la sorcellerie, qui se sont développées.

55 % des Français croient à la transmission de pensée, 46 % tiennent pour certaine l'explication des caractères par les signes astrologiques, 35 % se disent confiants dans les rêves qui prédisent l'avenir, et 55 % pensent que la guéri-

son de leurs maux dépend des passes d'un magnétiseur ou d'une habile imposition des mains. Quoi d'étonnant lorsque l'on constate qu'un tiers des personnes interrogées dit avoir eu l'impression d'assister à un phénomène surnaturel.

Tous ces chiffres ou presque sont en augmentation par rapport à ceux de l'enquête réalisée, en octobre 1988, par la SOFRES, pour le compte de *Figaro-Magazine*. Seule exception : une moindre confiance dans les prédictions des voyantes, qui perdent trois points en un peu plus de quatre ans, et dans les rêves qui prédisent l'avenir. Ceux-ci reculent également de trois points. Comme dans tout sondage, le message simple de ces chiffres bruts - « Il y a une majorité de Français qui croient que... » - frappe l'imagination et masque la réalité sociale de ce phénomène.

Une analyse plus fine des données montre, en effet, que les parasciences touchent plus les femmes que les hommes et que, à l'exception de la transmission de pensée, réservée aux trente-cinq-cinquante ans, elles séduisent plus les jeunes de dix-huit-vingt-cinq ans et les vingt-cinq-trente-cinq ans que leurs aînés. A cet effet de génération, dû peut-être à une moindre intégration des jeunes au catholicisme ou à l'athéisme qui éloigne des parasciences, s'ajoute une dimension socio-politique.

Les adeptes du paranormal se recrutent en effet plus facilement chez les militants et les sympathisants des Verts ou de Génération Ecologie que chez les socialistes

ou les personnes proches de l'opposition. 66 % d'entre eux croient, en effet, à la transmission de pensée, de 53 % à 56 % à l'interprétation des signes astrologiques, de 42 % à 48 % à la signification des rêves, mais 27 % seulement à l'inscriptum de la destinée dans les lignes de la main.

## La sympathie des diplômés

Seuls les communistes font preuve d'un scepticisme presque sans faille, sauf en ce qui concerne les guérisons par magnétiseur et imposition des mains. Sur ce point précis, ils rejoignent, dans un même élan (54 %), les sympathisants de toutes les autres formations politiques. Peu à peu se dessinent donc les milieux où les sciences parallèles recrutent en majorité leurs adeptes : les jeunes, les femmes et les écologistes.

Last but not least, l'enquête de la SOFRES montre que les sympathisants des parasciences - dont les agriculteurs sont singulièrement absents - se recrutent pour une bonne part dans les milieux diplômés. Ce n'est pas totalement une surprise. L'enquête réalisée en 1982 avait révélé cette tendance, qui confirme très largement aujourd'hui l'implication de scientifiques et d'intellectuels dans certains des domaines (pensée, astrologie, rêves, santé) proposés aux sondés. Ce travail, font remarquer Daniel Boy et Guy Michelat, souligne l'existence de deux catégories sociales sensibles aux parasciences, une partie des classes

moyennes, notamment les employés, et une fraction des catégories supérieures, à dominante intellectuelle. Les premières étant tournées plutôt vers ce qui concerne l'astrologie, et les secondes vers les parasciences proprement dites, en particulier la télépathie.

Comment interpréter ces résultats ? Comment expliquer ces adhésions à un système de pensée aussi différent du rationnel ? Pour Daniel Boy et Guy Michelat, ce n'est pas seulement l'âge ou le niveau culturel qui prédisposent à la croyance aux parasciences, mais aussi une situation relative de marginalité sociale. « Les croyants, dit-il, appartiennent plus souvent à ces groupes sociaux dont l'insertion sociale n'est pas achevée, soit manque de cohérence ou d'assise. »

Dans le premier cas, poursuit Daniel Boy, se trouvent les étudiants et, dans le second, une série de professions dont le statut social n'est pas clairement défini (instituteurs, travailleurs sociaux, intellectuels). De ce décalage entre leurs attentes sociales et la réalité incertaine de leur position naît une incertitude fondamentale, un sentiment de marginalité ou d'inadaptation au monde tel qu'il est, facilitant l'adhésion à d'autres systèmes de représentation de la réalité.

## Le poids de la religion

D'autres paramètres influent aussi sur l'attitude des adeptes des parasciences. Même si les mille cinq cents personnes de l'échantil-

lon retenu par le sondage se disent plutôt satisfaits (82 %) de leur vie sentimentale, peu inquiets (80 %) de leur état de santé et peu préoccupés (66 %) par les risques du chômage, ces indicateurs jouent quand même un rôle essentiel en faveur des parasciences dès lors que l'avenir devient incertain du fait de l'isolement, d'une mauvaise santé, du chômage ou d'un divorce. S'y ajoute le poids de la religion qui fait que sont préservés d'autres croyances les catholiques pratiquants réguliers et les athées. Ceux qui sont moins ancrés dans leurs convictions sont plus sensibles aux sirènes des parasciences.

Alors, sommes-nous en présence de deux mondes qui s'ignorent ou se méprisent ? La réalité est moins nette, mais il est intéressant de constater que, en règle générale, une majorité de personnes interrogées (54 %) s'intéresse à la science et estime qu'il y aura un jour une reconnaissance par la science de la transmission de pensée (53 %), de l'influence des astres sur les caractères (50 %) et des objets volants non identifiés (51 %). « Sans doute est-ce le signe, estiment Daniel Boy et Guy Michelat, que, dans le système des représentations sociales, il n'y a pas de discontinuité entre l'univers proprement scientifique et celui des parasciences. »

De fait, pour les croyants jeunes et cultivés qui exercent le plus souvent des activités intellectuelles, il s'agit moins de refuser les acquis de la science institutionnelle que de prôner son ouverture à d'autres systèmes de pensée.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

## L'évolution des croyances des Français dans le domaine des... parasciences

Question : Voici une liste de phrases. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord ?

	Tout fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans opinion
Les esprits des morts peuvent communiquer avec les vivants.	7	14	17	59	3
En définitive, le développement de la science entraîne le progrès de l'humanité.	21		76		
Il y a des réalités que la science ne parviendra jamais à expliquer.	45	36	10	6	3
L'astrologie est une science.	81		16		
Les scientifiques qui font des recherches sur la télépathie (transmission de pensée) perdent leur temps.	51	31	8	6	4
	82		14		
	27	31	15	20	7
	58		35		
	12	15	32	35	6
	27		67		

Question : A certains moments de votre vie, avez-vous eu l'impression d'être en présence de quelque chose de surnaturel ?

Très souvent.	2
Assez souvent.	6
Rarement.	24
Jamais.	66
Sans réponse.	2

Question : Voici un certain nombre d'explications concernant l'origine de l'univers. Pouvez-vous me dire quelle est celle avec laquelle vous êtes le plus d'accord ?

L'histoire de l'univers n'est que le résultat du hasard.	8
L'univers a commencé par un big bang.	20
Le monde a été créé par Dieu à partir de rien.	25
L'univers a toujours existé.	41
Sans opinion.	6

(1) La Recherche (décembre 1984).

(2) Sondage effectué du 16 au 25 janvier sur un échantillon national de 1 500 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus, à partir d'un questionnaire réalisé par Daniel Boy et Guy Michelat. Méthode des quotas et stratification par région et catégorie d'agglomération.

► Ce sondage sera présenté les 24 et 25 février lors du colloque organisé à Paris par le *Monde* et la Cité des sciences de La Villette sur le thème « La pensée scientifique, les citoyens et les parasciences » à la Cité des sciences, 30, avenue Corentin-Cerloux, Paris (19<sup>e</sup>) (métro Porte-de-La-Villette). Entrée libre sur inscription. Renseignements au (1) 40-05-73-32.

## Le Musée de la préhistoire aux Eyzies

Une barre longue de 80 mètres dans la falaise : un projet inquiétant

LES EYZIES-DE-TAYAC (Dordogne)

de notre envoyée spéciale

« Q U'ELLE longueur mesurera le bâtiment du musée proprement dit ? La question est simple. Pour-

tant l'architecte Jean-Pierre Buffi et le conservateur du Musée national de préhistoire des Eyzies-de-Tayac, Jean-Jacques Cleyet-Merle, qui travaillent depuis plusieurs années au projet du futur musée, doivent se concerter quelques instants. Enfin la réponse vient : « 80 mètres. » Ces deux mots suffiraient à condamner le projet. Dans la falaise de la vallée de la Vézère - site classé et inscrit dans la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO - juste au-dessus du village des Eyzies-de-Tayac (857 habitants), une barre parallélépipédique et quasi aveugle s'élèverait sur 80 mètres et serait complétée en courbes par de grands bâtiments cubiques et presque aussi aveugles.

Certes, le Musée national de la préhistoire, qui a été ouvert aux Eyzies-de-Tayac sous l'impulsion de Denis Peyrony à partir de 1910, est beaucoup trop petit avec sa surface de 300 ou 400 mètres carrés, ses quelques millions d'objets et ses 150 000 visiteurs annuels, surtout nombreux l'été. Le château médiéval où il est installé à la noblesse et la

patine que les siècles confèrent aux bâtiments. Mais la vallée de la Vézère et celle de la Beune qui confluent aux Eyzies-de-Tayac sont peu larges et enserrées par des falaises à pic ou en surplomb. Avec ses maisons, dont la plupart sont coiffées des toits bords et peints couverts de tuiles plates typiques de la région, le site est superbe et dégage une harmonie certaine.

## Pourquoi gâcher un site classé ?

Un projet du futur Musée national de préhistoire des Eyzies-de-Tayac présenté en 1984 et imaginé par le même architecte prévoyait, no même emplacement, trois cubes aveugles (*le Monde* daté 16-17 décembre 1984). Il était, déjà, ébouant. Modifié, il l'est tout autant, même si les bâtiments doivent être construits en pierre de la région. En outre, les explications données par l'architecte au cours du symposium international qui s'est tenu du 5 au 7 février dans le village révélaient pour trois jours de sa monotonie surprenante ont ajouté les formules bivernales (« Double lecture du site », « découverte avec effort des collections du musée », « parcours initiatique... ») aux précisions inquiétantes.

La verrière (au nord) de la barre sera à 2,50 mètres de la falaise et retravaillée. Ainsi sera créé un « rapport privilégié (...) avec la falaise toujours présente

(...) comme un fond de scène magique changeant à la couleur dorée du soleil réfléchi par le rochers ». L'architecte semble oublier que tous les jours de l'année ne sont pas ensoleillés en Dordogne, et que, les Eyzies-de-Tayac n'étant pas au tropique, le soleil n'y est jamais vertical. En outre, la vue splendide sur la vallée ne sera visible que par de très étroites meurtrières.

Pourquoi gâcher un site classé ? N'aurait-on pu prévoir un autre emplacement à côté du village et hors des falaises pour un musée, national dans son statut mais consacré, en fait, à la préhistoire de la vallée de la Vézère ? Ne peut-on insérer dans le projet des réserves beaucoup plus vastes que les 650 mètres carrés y figurant actuellement alors que le musée ne cesse de s'enrichir chaque année ? Un certain nombre de la centaine de participants au symposium international ont déploré, mais sans trop oser le dire, le projet actuel. L'objection la plus nette a été formulée par le docteur Andrew Jones, directeur du centre Archaeological Research for Excavation and Research (1) : « Je suis surpris que le gouvernement français ait donné son accord pour construire un musée dans la falaise. »

YVONNE REBEYROL

(1) Le centre Archaeological Research for Excavation and Research fait partie du York Archaeological Trust, fondation indépendante, qui a créé aussi, notamment, le Jorvik Viking Centre.

(1) En 1988, l'intitulé exact était : « La possibilité d'être en contact avec l'au-delà par les tables tournantes ».

(2) En 1988, l'intitulé exact était : « Le don surnaturel qui permet aux voyants de prédire l'avenir ».

مكتبة الشامل



# CULTURE

## MUSIQUES

### Sophie Boulou, précieuse et tragédienne

Sous les airs courtois de Michel Lambert (1610-1696) un vrai mélodrame amoureux

DELICES ET TOURMENTS  
SUR LE MODE MINEUR  
à la Péniche-Opéra Adélaïde

C'est une façon qui se joue à deux, où passent des désirs, des déchirements, de l'espoir et du renoncement, comme dans la *Leçon de l'opéra*. C'est du théâtre, d'abord, du mélodrame plutôt : les mots du cœur portés par des accents musicaux. Cela s'appelle *Delices et tourments sur le mode mineur*. Une heure d'émotion, de perfection.

La salle est aux dimensions d'un salon. Quelques dizaines de spectateurs sont admis à chaque représentation de la Péniche-Opéra, structure navigante où Mireille Larroche programme depuis dix ans des spectacles lyriques « différents ». Les Péniches. Car il y en a deux désormais, amarrées sur le canal Saint-Martin. La plus jeune est prénommée *Adélaïde*. C'est là que Sophie Boulou a installé un spectacle qu'elle a elle-même imaginé, écrit et monté.

Le pari était de bâtir un spectacle sur la préciosité qui, au-delà des chichis que Molière a ridiculisés, résume sans la caricaturer une façon de vivre et de penser la féminité au XVII<sup>e</sup> siècle : affranchissement par le savoir ; respect de soi et des autres à travers la courtoisie ; la retenue, la vertu.

Chanteuse de son état – et l'une des voix les plus raffinées du chant baroque français – Sophie Boulou s'est attribuée le rôle d'une précieuse musicienne. Il y a, dit le spectacle, antagonisme dans les termes. La précieuse est une créature, une intellectuelle. La chanteuse n'a pas que la mélodie pour instrument. Elle dispose (en particulier dans le style baroque) d'autres richesses : arrondi délicat des mains, port de tête douloureux, regards de



Sophie Boulou et Freddy Eichelberger

face ou de côté, fêchissements de la taille, envol de bras indignés. Sans oublier tous ces effets de gorge, tous ces battements de glotte, ces glissements brisés sur les notes altérées, cette effervescence d'ornements et de sensualité, cette technique vocale mystérieuse et codée qui « trahit » plus qu'elle n'exprime les sentiments.

Sur les airs d'apparence très dignes de Michel Lambert (le beau-père de Lully), Sophie Boulou joue le rôle d'une précieuse trahie par la musique. Trahie par les soupirs, les pleurs, les transports, les abandons amoureux dont parlent inlassable-

ment les poètes précieux que Lambert a mis en musique. Face au compositeur qu'elle a convié à venir apprécier son « art » et qui, de surcroît, « l'accompagne dévotement » – mots à double sens, évidemment – la précieuse transforme le concert en aveu, se transforme elle-même imperceptiblement, glisse vocalement du code de la pudeur aux plus impudiques dévouements. Le rôle du compositeur-accompagnateur revient à l'impressionnant clavicembaliste Freddy Eichelberger. Quelques projecteurs (les lumières sont d'Olivier Elaezer), une toile peinte suffisent

au décor. Entre rêve champêtre et religiosité, cette toile est signée Anne Gorouben.

ANNE REY

Jusqu'au 28 février, du mardi au samedi à 21 heures, la dimanche à 17 heures, places à 120 F, 100 F (80 F au-delà de dix personnes). La Péniche est amarrée face au 200, quai de Jampass, 75010, métro Jaurès. Tél. : 42-45-18-20. Sophie Boulou a notamment participé à l'annagramme des *Cantates françaises* d'Elizabeth Jacquet de la Guarre (1666-1729), 2 CD Arion.

## THÉÂTRE

### Les comédies perverses

Un Molière tout frais de Jean-Luc Boutté

LES PRÉCIEUSES RIDICULES  
et L'IMPROMPTU  
DE VERSAILLES  
à la Comédie-Française

Les *Précieuses ridicules* : Molière jette là un bon titre, bref et direct, qui reste en tête, et lance déjà un pied devant l'autre pour y aller voir. Mais un mauvais titre aussi, car Molière annonce des femmes perroquets, sans âme singulière. Et c'est faux. Cathos et Magdelon sont bien plus attachantes que ça. Prenez donc la peine de les écouter, ces « précieuses », mais de les écouter vraiment, quelques secondes.

Gorgibus, le père de Magdelon, vient de reprocher à sa fille d'avoir envoyé promener un garçon qui, de but en blanc, sans même la connaître, lui « parlait mariage ». Magdelon évoque « le rougeur » de la jeune fille, qui retient le jeune homme « pour un temps ». « Après cela viennent les rivaux qui se jettent à la traverse d'une inclination établie, les persécutions des pères, les jalousies, les disputes, les querelles, les plaintes, les désespoirs... » A ces choses dites calmement, d'un ton élégant si l'on veut mais simple, le père répond brusquement : « Quel diable de jargon entends-tu là ? » Alors il faut se demander : de qui Molière se moque-t-il ? De la « précieuse » Magdelon, qui s'exprime d'un ton juste, ou de Gorgibus qui se fâche à tort ?

La pièce appelle deux remarques. Premièrement, le « jargon » précieusement est quelque chose de fluide, d'indécis, un peu comme des éclats trop forts qui choquent l'œil sur de l'eau qui bouge. Nous ne sentons même pas à quel point des textes aussi « courants » que *Le Jid ou l'hôte* sont boursés, infestés de termes d'une précision incroyable. Tout comme dans la vie courante (la nôtre, aujourd'hui), des mots pas simples comme « consensus », « incontournable », « à deux vitesses », etc., se glissent et s'implantent, tranquillement, quand cela peut être dit d'une voix plus modeste, moins « branchée ».

Deuxièmement : le comique et la cruauté de la farce ne sont pas une question d'emploi de mots, ni d'état d'esprit. La pièce, c'est la manigance des deux jeunes gens évincés, qui envoient leurs deux valets, déguisés en marquis, chez Cathos et Magdelon. Et Molière se lance dans un délire : d'une part lesdits valets se révoltent, dans l'imitation du snobisme, plus inventifs, plus babilles, plus « cultivés » que leurs maîtres, mais du même mouvement se conduisent avec une brusquerie, une « grossièreté » inattendues, allant jusqu'à violer, semble-t-il, les deux jeunes femmes si les deux vrais « marquis » n'intervenaient pas au bon moment.

#### Une « irréritabilité » concrète

Molière s'emploie donc, comme il le fait souvent, à « pervertir » le propos. A brouiller les cartes de la morale du temps. Il juxtapose, la violence du sexe brut et un maniérisme de conduite. Il met en doute le partage, clair et net, entre deux attitudes sociales. Il lève le lièvre de l'hypocrisie. La mise en scène de Jean-Luc Boutté dégage l'expression première de Molière, dans sa subtilité et sa violence, ses faux-semblants et la force de son regard. Maître de ces éclairages blancs, qui « détournent » l'esprit de l'œuvre, il a fait construire par Louis Bercut un décor aéré et clair, presque un espace nu en jour réel, sur le vide pur de quoi se marquant des figures très présentes, très distinctes l'une de l'autre.

Les costumes du même Bercut sont d'une féerie, d'un charme inimaginables. Ils ont une telle densité de pierres précieuses que les personnages y gagnent une « irréritabilité concrète » d'étranges insectes marionnettes (et le mot « précieuses », ici, est exact). Jean-Luc Boutté a été aidé ou ne peut mieux par Claude Maubieu et Isabelle Gardien (les deux vraies fausses « précieuses »), Thierry Haneisse et Yves Gasc (les deux valets méchants hommes), Igor Tyczka buté à souhait en Père fouettard.

Tels ou tels spectateurs ont pu être pris de court par ces *Précieuses ridicules* débrouillées. Qu'ils relisent posément et attentivement la pièce, ils verront que Boutté ne déforme rien. Tout metteur en scène, d'ailleurs, est libre d'orienter une pièce à son gré – un grand auteur a été très sûr sur ses propos, et c'est Molière, dans *L'Impromptu de Versailles*. Il s'y représente lui-même sur les planches, et se fait dire, parlant des acteurs et de qui l'on veut : « Qu'ils s'en saisissent (de mes pièces), qu'ils les retournent comme un habit pour en mettre sur leur théâtre, et tâchent à profiter de quelque agrément qu'on y trouve, j'y consens... »

Dans cet *Impromptu de Versailles* qui complète les *Précieuses ridicules*, c'est la même danse des figures sur fond d'horizon dégaillé, le même jeu détaché des acteurs, le même délire-conscience de Molière. Jeu un peu trop chien fou de Thierry Haneisse en Molière. Les premières minutes surtout sont superbes, quand nous touchons un Molé en désarroi, en solitude, pas bien sûr encore de la pièce qu'il va écrire. Belles nuances aussi pour faire pressentir la si curieuse complicité distante de Molière et du roi, ce roi qui tout de suite fait dire : mais non, si les comédiens ont pris du retard, où serait la contrariété ?

MICHEL COURNOT

Comédie-Française, 2, rue de Richelieu. En alternance. Tél. : 40-15-00-15.

## DANSE

□ Danse contemporaine au Conservatoire de Paris. – Les élèves danseurs en fin d'études, qui ont opté pour la danse contemporaine au Conservatoire de la Cité de la musique de la Ville de Paris, présentent, sous la direction de Martine Clary, leur maître de ballet, un spectacle constitué de chorégraphies récentes d'Odile Duboc, Dominique Petit, Christine Bastin et Dominique Baguot.

□ Jusqu'au 19 février, 20 h 30, salle d'art lyrique du CNMSP, 209, avenue Jean-Jaurès 75019. Tél. : 40-40-46-34. Entrée libre, dans la mesure des places disponibles.

## CINÉMA

### Le tour du court

Le quinzième Festival du court-métrage s'est tenu à Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND  
Correspondance

En quatorze ans, le festival est devenu le principal rendez-vous mondial du court-métrage. Plus de 75 000 spectateurs ont assisté cette année à une manifestation qui ne proposait pas moins de 67 films français et 69 films étrangers en compétition, des panoramas américain et espagnol, et une rétrospective autour de la nourriture. L'occasion d'un vaste tour d'horizon du genre, qui trouve depuis peu, des débouchés sur le petit écran (« L'œil du cyclone » sur Canal Plus, « Le 25 heures » sur France 2, ou encore ARTE), mais peine à trouver place dans les salles de cinéma. Seuls les 160 films du RADI (Réseau Alternatif de Diffusion), tous situés hors de Paris, puissent dans le catalogue de 200 films gérés par l'Agence du court-métrage.

Georges Bollon, un des organisateurs du festival, estime toutefois que « les choses évoluent dans le bon sens ». Clermont-Ferrand est un aussi un marché et le nombre de distributeurs présents est en hausse notable. Les aides à la création octroyées par le CNC, mais aussi, de plus en plus fréquemment, par divers ministères, conseils généraux, et municipalités, font que le « court » est, en France, moins mal loti qu'à l'étranger.

Aux Etats-Unis, les jeunes réalisateurs, une fois sortis des universités et de ses confortables moyens, doivent bien souvent, dans la logique du marché, financer légitimement leurs films. Alléguant que « le genre ne reflète plus depuis longtemps la réalité de la diffusion cinématographique en salle », l'Académie des arts et des techniques, qui décerne les Oscars, a même tenté d'éliminer de la compétition le court-métrage de fiction et le documentaire, avant de faire marche arrière devant les protestations des professionnels.

Parmi les Américains présentés à Clermont-Ferrand, on attendait de Hal Hartley et sa *Théorie de la révolte*, un peu décevant au regard de *Trust Me* et *The Unbelievable Thrill*. Mais on découvre avec bonheur l'optimiste et intelligent *The Dead Boy's Club*, de Mark Christopher, qui évoque deux générations d'homosexuels, celle des années 80 frappée de plein fouet par le sida et celle d'aujourd'hui, qui aurait retrouvé le goût de vivre.

Le sida est également le propos du Suédois Roy Andersson, dont le film, *Quelle chose est arrivée*, a reçu le Prix spécial du jury international. Malgré ses qualités, cette commande

du Comité suédois de santé publique – tournée en 1987-1988, période de toutes les rumeurs – n'est pas achevée. Le Comité a coupé les vivres au réalisateur après que celui-ci eut présenté avec humour un scientifique en blouse blanche exposant aux sommets du monde médical la thèse de la transmission du virus par une morsure de singe. D'autres « hypothèses » sont passées en revue, du châtiment divin aux recherches biologiques, déclenchant des réactions du public partagées entre malaise et crédulité.

Le Grand Prix international est revenu à *Denka*, film franco-guinéen de Mohamed Camara. Malgré son sujet (une femme rejetée de son village doit accomplir un douloureux incantation pour guérir son fils aveugle), sa qualité impose. Tout comme les films anglais, que ce soit *Un sens de l'histoire* (Prix International du public), de Mike Leigh, où le flegmatique Comte de Leete, vingt-troisième du nom, dévoile ses abjections, frigidité, infanticide, etc. Ou les six minutes de Ozzi, de Darren Walsh. Presque un instant, mais qui suffit à mettre en évidence tous les masques dont chacun s'affuble pour entrer en communication avec autrui.

Bonne qualité, aussi, de la sélection française. Habitué duquel il a remporté deux prix, Cédric Klapisch, réalisateur du long métrage *Rien du tout* sorti en octobre dernier et membre du jury, souligne que « l'on revient à une véritable direction d'acteurs ». Témoin l'*Exposé* d'Ismaël Ferroukhi (Prix spécial du jury national), qui comme beaucoup de ses confrères met en scène des enfants. Des films soignés, donc, parfois jusqu'à l'excès : Georges Bollon constatait d'ailleurs « une volonté de faire propre » tout en relevant la faiblesse de nombreux scénarios.

John, de Roberto Garzelli (mention du jury national et international), constituait une exception. Il montre Tuzan vieillit, établi en banlieue parisienne avec Jane, le roi de la jungle dont on s'agit l'épouse sur son balcon, jusqu'à ce qu'un vieux chef africain vienne réveiller les anciennes légendes. Si le Grand Prix national est allé à Thomas Bardinet pour *Le Jour du bac*, on regrette l'absence au palmarès du *Vol du frère*, de Guillaume Bréaud, jeu audacieux et onirique sur l'indiscernable part du vrai et du faux, pimenté d'une scène extraordinaire de football à quatre, entre humour et violence, méchanceté et innocence.

CHRISTOPHE MONTAUCIEUX

### Retour aux années d'enfance

Un film sur la mémoire des sentiments

HORS SAISON  
de Daniel Schmid

Daniel Schmid est né dans un hôtel que dirigeaient ses parents. Un hôtel au milieu des montagnes suisses, près d'un lac, environné de pentes neigeuses, éblouissantes. Dans la légende familiale de Daniel Schmid, il y a une chambre qui donne sur la mer. Cette chambre, il va la chercher au long d'un film qui s'appelle *Hors saison*. Hors du flux des touristes indifférents, avec juste les habitudes, presque des amis, lors du temps réel, entre un aujourd'hui cinématographique et un hier recomposé sur la mémoire des sentiments.

Hier, vivait un enfant qui dans le film s'appelle Valentin (Carlos Dovesa). Aujourd'hui, un homme (Samy Frey) arrive dans cet hôtel

qui a existé, traîne dans un labyrinthe peuplé de souvenirs forcément embellis. L'homme et l'enfant se croisent, tous deux regardent les images – si belles images vibrantes et douces de Renato Berta – et les gens. Il y a ces valises que l'on trimbalait en courant dans les couloirs, aux changements de saison. La grande amoire à glace du grenier. Le salon de coiffure où les dames se préparaient au bal masqué. Le kiosque à journaux où la générale M. Gabriel (Andrea Ferrol) détiendait les Mickey. Il y a la grand-mère (Maria Maddalena Fellini) qui même son monde et qui, protestante intégriste, redoute l'Eglise catholique comme s'il s'agissait d'une coluche communiste. Il y a les histoires du grand-père (Maurice Garrel), son idylle avec Sarah Bernhardt (Marisa Parédès dans un fabuleux numéro

de divine capricieuse) quand il était tout jeune serveur au Ritz de Londres, et le crime de l'anarchiste russe (Géraldine Chaplin, étonnamment burlesque qui s'est trompée de victime. Et la belle M. Studer (Arielle Dombasle), le couple mère-fils, le duo des Cassandre, et le magicien traqueur et hypnotiseur (Ulli Lommel)...

Puis au piano et à la batterie : Max et Lilo (Dieter Meier et Ingrid Caven). Imperturbable, entre sérieux et sourire, entre vamp années 30 et tendre solitaire, Ingrid Caven interprète des chansons d'époque qui, dans les arrangements de Peer Raben, deviennent de sautillantes fantaisies surréalistes. Plus près de Lewis Carroll que de Proust, le film se dégage comme un récit au coin du feu.

C. G.

### Un entretien avec Daniel Schmid

« L'histoire que j'ai toujours voulu raconter »

« Je n'ai pas voulu restituer mon enfance, explique Daniel Schmid. J'ai raconté une histoire dont les épisodes s'enchaînent comme dans un jeu de billard : on lance une boule, elle en frappe d'autres, leur impulse un mouvement qui modifie son propre parcours. »

« Je n'avais pas tourné depuis longtemps car pendant deux ans j'ai préparé l'adaptation d'un roman policier écrit, entre désintoxication et rechute, par un morphomane mort d'une overdose en 1938. Un texte très beau, traversé de personnages qui apparaissent et se perdent. C'est pour sa construction très délicate que je me suis intéressé au livre. Pour cette même raison nous n'avons pas trouvé d'argent. Je me sentais frustré, et la question se posait : et maintenant ? Une mise en scène d'opéra ? La situation est plus délicate encore, parce que l'on contrôle moins le travail et, une fois que tout est prêt, on s'en va en laissant un peu de sa peau. J'ai alors décidé de tourner l'histoire que j'ai toujours voulu raconter : celle de ma famille, de mon enfance. Je ne me suis pas demandé si c'était facile ou non, j'ai dit : on commence à l'autisme. »

« Il suffisait de trouver le cadre. Nous n'avons pas tourné dans l'hôtel de mes parents, toujours en

activité, et que dirige mon frère. Je l'ai reconstitué au Portugal, dans un vieux palace sur la route du pèlerinage de Fatima, avec ces centaines de gens qui vont à pied. Le palace était vide, nous y avons habité, et installé une sorte de studio, fixé les éclairages nécessaires dans l'escalier et le hall. »

« J'appartiens à une génération déjà entourée de morts. C'est pourquoi je voulais que le film soit léger. Ou plutôt, qu'il ne grince pas, qu'il soit porté par une tendresse envers ces gens, dont j'affirme l'étrange. Chacun, dans cet hôtel, isolé comme dans sa propre station de radio, inconscient, vit le dernier voyage de *Titanic*. Pourtant, l'ambiance n'est pas dramatique, au contraire. Je craignais la nostalgie, les clichés du rétro et de la décadence parfois collés à mon travail. J'ai fait attention. La plupart des acteurs sont des amis. Nous nous étions choisis depuis longtemps. »

« L'enfant m'a angoissé, naturellement, et j'avais un blocage sur son choix. Mais je me suis fixé sans crainte sur Carlos Dovesa. J'avais déjà visité son école, il était absent, et la veille du tournage quelque chose m'a poussé à y retourner, je l'ai trouvé. Dans ce genre d'opération « film sur mon enfance », les fantasmes sur moi re-

gent. Dix jours avant la sortie, une vieille dame est arrivée à l'hôtel de mes parents – je n'y étais pas. Elle entre au bar, et dit : « J'ai chanté ici il y a quarante ans, est-ce que M. Schmid est là ? » C'était Lilo. Mon frère lui apprend que je venais de tourner un film où il y avait son personnage. »

« Plus tard, je lui ai envoyé une interview d'Ingrid Caven, qui ne l'a jamais vue. Mais Lilo a dit : « Je me reconnais ». Parce que elle, c'est aussi Ingrid. Elle est « la » ébanteuse de cabaret. J'avais quatre ans, je me souviens de ses lèvres rouges, de ses longs cheveux blonds qu'elle rejetait en arrière quand elle jouait de la batterie, à la manière des vedettes de l'époque. Elle est pour moi comme un premier amour. »

« A présent, le film est terminé, je me retrouve comme toujours, à ces moments-là, dans un trou. Ce n'est pas un sentiment vraiment pénible, plutôt ambigu. On a essayé. On a fait semblant d'oublier ce que l'on sait pour ne pas se laisser écraser par le métier. On a lancé le film sur sa route, on espère qu'il ne recevra pas de blessures. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

## CULTURE

## ARTS

## La couleur contre le drame

En hommage à Bram Van Velde,  
une exposition pour se griser de lumière

LES ESTAMPES  
DE BRAM VAN VELDE  
à la galerie Maeght

Bram Van Velde est mort en 1981. Une rétrospective lui a rendu hommage au Centre Pompidou en 1989. Depuis, peu de choses. Cet art difficile, rebelle aux systèmes interprétatifs, étranger aux classements généalogiques, pâlit, comme il se doit, de sa rigueur et de sa singularité. L'honneur, il est vrai, a de quoi déconcerter : Bram Van Velde « vient » de l'expressionnisme allemand, qu'il a côtoyé aux débuts des années 20 à Worpswede, colonie artistique établie dans un village du nord de l'Allemagne. Ensuite ? Des voyages et des mal-

heurs qui font songer à ceux d'un autre irrégulier, son contemporain Hans Hartung : l'exil à Majorque, la fuite devant la guerre d'Espagne, la misère presque jusqu'à la clochardisation à Paris pendant l'Occupation. Et, de temps en temps, une huile sur carton, qui se ressemble à rien de ce qui se fait à Paris, sauf peut-être, justement, aux toiles de Hans Hartung.

Dans l'exposition de la galerie Maeght, consacrée pour l'essentiel à l'œuvre gravée de Bram, figure une de ses peintures, prudemment datée 1936-1947. Comment la définir ? Une tête de Picasso plus désarticulée et déchiquetée que du Picasso, aride de gris, découpée en triangles, privée de substance — et rehaussée de jaune jonquille et de bleu azur. Les couleurs contrastent le pathos, elles refusent de se faire les auxiliaires d'un drame expressionniste. Elles ont trop d'éclat et de fraîcheur pour cela.

Cette contradiction est assez étrange. Bram Van Velde a été défendu à partir de 1946 par Beckett, qui le tenait pour un désespéré aussi complet que lui. Bram a semblé parfois se conformer à cette définition et se laisser aller à des aveux tels que celui-ci : « Quand je revois une toile récente, la souffrance qui s'y trouve, c'est à peine supportable. » Quelques commentateurs ont repris à leur compte cette poétique de l'infini et de la douleur. Mais poétique ou rhétorique ? Revues des années 50 et 60 surprennent par l'abondance et la force des couleurs, la maîtrise des constructions chromatiques, la rareté des tons. Dans telle composition, magnifiquement équilibrée et calculée entre bleus innombrables, roses et jaunes vifs, on croit reconnaître des souvenirs de Matisse — et rien de noir, rien de tragique. Si horreur il y a, c'est l'horreur du vide et du chaos. Ces tableaux sont d'une beauté, sereine, savante. Le peintre n'aurait-il pas dit plus vrai sur son œuvre quand il célébrait « la couleur, expression vierge, neuve, sans cage, sans routine, sans limite, bain de soleil, de lumière » ?

Les lithographies sont à l'image des huiles, solaires, chemarées, parées de rouges et de roses dont les lignes noires augmentent l'éclat. Les jeunes peaux, les vultures adies, les gris soyeux luisent et s'entrevoient. Du drame, elles ne portent pas la marque, ou ce serait seulement celle de sa défaite et du triomphe de la couleur fluide et claire, dansant sur le blanc du papier.

Philippe DAGEN  
Galerie Maeght, 12 rue Saint-Martin, 75004 Paris ; tél. : 42-78-43-44. Jusqu'au 27 février.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 13 février 1993 :

UN DÉCRET  
N° 93-203 du 5 février 1993 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville et relatif à l'article 1466 A du code général des impôts.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 14 février 1993 :

DES DÉCRETS  
N° 93-204 du 12 février 1993 relatif à l'enseignement des règles de sécurité routière et à la délivrance du brevet de sécurité routière ;  
N° 93-206 du 12 février 1993 modifiant le code de la sécurité sociale relatif aux pénalités prévues par l'article L. 652-4 de ce code.

## Orchestre National de France

Jeudi 18 février, 20 h 30 - Théâtre des Champs-Élysées

Mahler Kindertotenlieder  
Beethoven Symphonie n°9

Raphaëlle Farman - Brigitte Fassbaender

Daniël Galvez Vallejo - Ivan Urbas

Chœur de Radio France

Jiri Belohlavek direction

Location 42 30 15 16

## CARNET DU Monde

## Naissances

M. et M<sup>me</sup> Simon NORA  
M<sup>me</sup> Renaud LECASBLE  
sont heureux d'annoncer la naissance  
de leur petite-fille

Lola,

chez leurs enfants  
Dominique NORA  
et  
Guillaume LECASBLE,  
à Paris, le 6 février 1993.

Florence  
SERVAN-SCHREIBER BERGER,  
Alex BERGER  
et Arthur  
ont la très grande joie d'annoncer l'arrivée de

Pénélope

sur notre planète, le 5 février 1993.

## Décès

M<sup>me</sup> Mario AJASSA,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Giron,  
M. et M<sup>me</sup> Luigi Fontana,  
M. et M<sup>me</sup> Dino Ajassa,  
sont en deuil.

Ses petits-enfants,  
Et ses arrière-petits-enfants,  
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Mario AJASSA,

survenu le 12 février 1993, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 février, à 14 h 15, en l'église du Duomo, à Chieri (Italie).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Oisly. Blois. Le Mans. Chambéry.  
M<sup>me</sup> Hervé Babinet,  
François et Geneviève Babinet  
et leurs enfants,  
Antoinette et Bernard Saint-Germain  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Maurice Babinet,  
Les familles Babinet et du Beux,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Hervé BABINET,

à l'âge de soixante-deux ans, des suites d'un cancer.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 février 1993, à 14 heures, en l'église de Contres (Loir-et-Cher).

Selon sa volonté, des dons peuvent être adressés au Secours catholique du Loir-et-Cher.

Ni fleurs ni couronnes.

M<sup>me</sup> Raymond Babelote,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Christian de Rubercy,  
sont en deuil.  
Et Anne-Christel,  
sa petite-fille,  
sa famille,  
Ses proches,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond BABELINTE,  
docteur en lettres,  
ancien maître de conférences  
à l'université Paris-X,  
survenu le 10 février 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 17 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Symphorien, à Versailles.

Sa famille,  
Ses proches,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Eugène BOURMEAU,  
survenu le 12 février 1993.

24, boulevard des Martyrs-de-la-Résistance,  
44220 Couzon.

Nos abonnés et nos actionnaires  
bénéficient d'une réduction sur les  
insertions du « Carnet du Monde » :  
sont priés de bien vouloir nous com-  
muniquer leur numéro de référence.

— Elisabeth Branger,  
Cécile et Séverine Branger,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur mari et père,

André BRANGER,

survenu tragiquement à Malabo (Guinée-Equatoriale), dans sa cinquantième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Bordette,  
11250 Saint-Hilaire.

Robert BRESSLER

est mort vendredi, en fin d'après-midi.

Ne pouvant contacter individuellement ses très nombreux amis, nous les invitons à se joindre à nous mercredi à 15 h 30, au cimetière de Valenton.

Berger, Néron, Justier, Petitot, Zilberg.

— La présidente de l'EHES,  
Le Centre d'études africaines  
URA 54,  
Ses collègues  
Et amis,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Marie GIBBAL,  
directeur de recherche au CNRS,  
survenu le 13 février 1993, à Grenoble.

— Les membres du laboratoire d'anthropologie urbaine du CNRS,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Marie GIBBAL,  
chercheur au CNRS,  
anthropologue africaniste  
associé aux études urbaines,

survenu le 13 février 1993, dans sa cinquante-quatrième année.

LAU-CNRS,  
27 rue Paul-Bert,  
94204 Ivry.  
(Le Monde du 16 février.)

— M<sup>me</sup> Giot-Mikkelsen,  
son épouse,  
Thomas et Jérôme,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel GIOT-MIKKELSEN,

le dimanche 14 février 1993.

Les obsèques auront lieu le jeudi 18 février, à 9 heures, en l'église du Centre (Saint-Clément), à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

— Camille Halpern,  
son épouse,  
Sophie Schwartz-Micnik,  
Adam Rayak,  
Léon et Annette Cebner,  
Francine Feigenbaum,  
Marguerite Krzenkowiak,  
sont en deuil.

Et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 10 février 1993, à Cologne, de

professeur JEAN HALPERN,  
ancien responsable à Grenoble  
du Mouvement national  
contre le racisme.

— M. Adrien Lumbroso,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Lumbroso,  
M. Philippe Lumbroso,  
M<sup>me</sup> Yvonne Zeitoun,  
Les familles Lumbroso, Maarek,  
Sarfati, Sedran, Hailat,  
Parientes et alliés,  
Et tous ses amis,  
ont la grande douleur de faire part du décès de leur très chère et adorée

Evelyn LUMBROSO,  
née Maarek.

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 février 1993, à 9 h 15, au cimetière parisien de Pantin (entrée principale).

21, rue des Epinettes,  
75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Jean-Pierre Meignan,  
son épouse,  
Philippe Meignan,  
son fils,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre MEIGNAN,  
survenu le 14 février 1993, à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin de Bures-sur-Yvette, le jeudi 18 février, à 16 heures, suivie de l'inhumation au nouveau cimetière de Bures-sur-Yvette.

La Bourdonnière,  
2, avenue Edmond-Herriot,  
91440 Bures-sur-Yvette.

— Le président de l'Institut national des langues et civilisations orientales,  
Le conseil d'administration,  
Ses collègues,  
Et ses étudiants,  
ont le regret d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Svetlana ROBEL.

L'inhumation a lieu au cimetière du Père-Lachaise, le mardi 16 février 1993, à 14 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

— Paul de Plinval,  
son épouse,  
Cyril de Plinval,  
son fils,  
Jean et Monique Praquin,  
sont en deuil.

Raoul et Marinette de Plinval,  
sont beaux-parents,  
Ses frères, sœurs et belles-sœurs,  
Leurs familles  
Et amis,  
font part du décès, survenu subitement le 12 février 1993, à l'âge de trente et un ans, de

Emmanuelle de PLINVAL,  
née Praquin.

Officiers religieux le jeudi 18 février, à 11 heures, chapelle Saint-Joseph-Artisan, angle rue des Milons, rue du 18-Juin, à Saint-Cloud.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, avenue de la 1<sup>re</sup> Armée,  
67000 Strasbourg.  
15 bis, avenue Lazare-Hoche,  
92370 Chaville.  
8, rue Pasteur,  
92210 Saint-Cloud.

— M<sup>me</sup> Jacques Ribadeau Dumas,  
M. et M<sup>me</sup> Dominique Ribadeau Dumas,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Piesse,  
M. et M<sup>me</sup> Didier Ribadeau Dumas,  
M. et M<sup>me</sup> Denis Ribadeau Dumas,  
M. et M<sup>me</sup> Dominique Bouchery,  
M. et M<sup>me</sup> Marc Homais,  
Ses dix-neuf petits-enfants,  
Ses frères, sœurs, belles-sœurs, neveux et nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques RIBADEAU DUMAS,  
survenu le 14 février 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 18 février, à 15 h 45, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, Paris-15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

60, rue Violet,  
75015 Paris.

— Le conseil d'administration de l'Union des industries chimiques  
a le profond regret de faire part du décès, le 14 février 1993, de

M. Jacques RIBADEAU DUMAS,  
son président de 1973 à 1977.

Ses obsèques seront célébrées le jeudi 18 février, à 15 h 45, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, Paris-15.

— Paulette Tapié,  
son épouse,  
Simone Albert,  
sa belle-mère,  
Monique et Rémy Pech,  
Roger et Geneviève Tapié,  
Robert et Colette Tapié,  
René et Rose-Marie Tapié,  
sont en deuil.

Aurélien, Julien et Séverine Pech,  
David, Anne, Rémi et Simon Tapié,  
sont petits-enfants,  
Renée Vals,  
sa sœur,  
Annie et Bernard Gouzeling,  
Et leurs enfants, François et Marianne,  
ont le très vif regret de faire part du décès de

Raymond TAPIÉ,

survenu le 12 février 1993, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à Leucate (Aude), le 13 février.

— Boumtingen. Bile (Suisse). Vanose (Ardèche). Lyon.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Kleiner  
et leurs enfants,  
L'Association franco-nordique du CRAU du SAFT,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Erica SIMON,  
professeur à l'université de Lyon,  
fondatrice du CRAU du SAFT,  
survenu le 11 février 1993.

Une cérémonie académique sera célébrée à sa mémoire samedi 27 février, à 15 heures, en l'église de Vanose (Ardèche).

— M<sup>me</sup> Jeanne Talagrand,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Pétion,  
Le docteur René Major, M<sup>me</sup> et leur fils Thibaut,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. André TALAGRAND,

leur époux, père, beau-père, grand-père et parent,  
survenu le 11 février 1993.

## Remerciements

— L'Association nationale  
Les parents des très  
morts pour la France

adresse ses chaleureux remerciements aux généreux amis donateurs répondant à chaque appel, permettant ainsi d'offrir au vrai réconfort aux plus démunis d'entre nous qui sommes dépourvus de statut national.

7, rue Vézic,  
75005 Paris.  
Tél. : (1) 43-37-63-19.

## Anniversaires

— Villers-Vernon (Oise).  
Il y a un an, le 17 février 1992,

Hervé RIVOALEN,  
nous quittait brutalement.

Une pensée ou une prière est demandée à tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

C'était un poète, ne l'oubliez jamais !

— Il y a trois ans,

Lucien ROMANI,  
nous quittait.

Seigneur, demande à tous ceux qui l'ont connu de se souvenir de ce savant exemplaire, de cet homme bon et généreux.

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, le CBI, 10, rue Saint-Clément, Paris-15, reçoit M. Yehouda Lancry, ambassadeur d'Israël en France. Tél. : 42-71-68-19.

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

— Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Mécène, 52, rue René-Boussier, Paris-10<sup>e</sup>, soirée-débat : « Richard Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »







## ÉCONOMIE

## BILLET

## La crise de l'argent cher

Le risque existe dès maintenant d'une remontée du taux de base bancaire (TBB), estime l'Association française des banques (AFB). Et pour bien enfoncer le clou, son délégué général, M. Patrice Cahart, a précisé la semaine dernière que le maintien du taux d'intérêt très élevés sur le marché devenait insupportable pour les banques, dont les pertes d'exploitation atteindraient 300 millions de francs par mois (le Monde du 13 février).

La Banque de France conteste cette analyse. Elle l'a fait dans un communiqué où son inattenduement sec, déclarant que ces évaluations n'ont aucun fondement. L'institut d'émission estime que, globalement, la masse des dépôts à vue non rémunérés et celle des dépôts d'épargne rémunérés à taux fixe est voisine, dans les bilans bancaires, de celle constituée par les crédits à taux fixes ou référencés sur le TBB. La Banque de France ne se fait pas faute de rappeler qu'elle fournit un système bancaire des liquidités à un taux moyen qui a régulièrement baissé depuis un mois, passant de 11 % le 15 janvier à 9,10 % ces derniers jours. Les banques maintiennent pourtant leurs chiffres de pertes d'exploitation, et persistent à dire qu'un nouveau relèvement de leur taux de base est inévitable après celui du 18 décembre 1992 qui l'avait vu passer de 9,45 % à 10 %. Reste qu'une telle mesure peut difficilement être décidée sans l'accord de deux des trois «grands», la BNP et le Crédit lyonnais, que leur actionnaire unique – l'Etat – invite fermement au civisme. Quoiqu'il en soit de cette querelle, le coût des crédits consentis aux entreprises est devenu exorbitant du fait de la tension qui règne sur le marché. La Banque de France, certes, refinancie plus largement les banques à taux privilégié, mais cela ne suffit pas. A 10 %, le TBB, qui concerne de 15 % à 25 % des crédits totaux, revient à plus de 12 % aux PME. Un record historique. De plus, les entreprises moyennes paient leur découvert au taux du marché interbancaire à un mois, actuellement de 12 %, majoré d'un demi-point : autre record historique. Enfin, les crédits aux promoteurs immobiliers, non admis au refinancement à taux privilégié, coûtent un minimum de 12 %, au taux moyen mensuel du marché monétaire. Ce qui ne fait qu'aggraver des situations souvent critiques.

FRANÇOIS RENARD

■ Déclaration d'utilité publique pour le métro VAL de Rennes. – Le préfet d'Ille-et-Vilaine a pris, lundi 15 février, un arrêté déclarant d'utilité publique la réalisation de la première ligne du métro VAL du district urbain de l'agglomération rennaise, qui doit être mise en service en 1998. Aussitôt, Yves Cochet, conseiller municipal (Verts) de Rennes, et Jean-Pierre Dagnon, président du Comité pour un référendum sur le VAL, ont fait savoir qu'ils allaient contester la légalité de cet arrêté devant la juridiction administrative. Le VAL, d'un coût annoncé de 2,7 milliards de francs, doit s'accompagner d'une subvention d'Etat de 500 millions de francs. – (Corresp.)

## La création d'une «caisse de garantie»

## Le gouvernement déposera un projet de loi sur les retraites

En recevant, lundi 15 février, le patronat et l'ensemble des syndicats pour leur exposer ses propositions de réforme des retraites, le gouvernement a sauvé les apparences. En raison des échéances électorales, les engagements du premier ministre ne peuvent avoir qu'une portée symbolique.

Recus à Matignon par M. Pierre Bérégovoy, entouré de MM. Michel Sapin, ministre de l'économie, et René Teulade, ministre des affaires sociales, les partenaires sociaux ont sans doute eu l'impression fugace d'assister à la lecture d'une sorte de testament politique d'un gouvernement en fin de parcours. Si l'exposé de ces dernières volontés ne les a guère surpris – en ce qui les concerne, les syndicats ont réaffirmé leur accueil favorable –, il ne fait aucun doute que la plupart d'entre elles seront difficiles à exécuter.

Ainsi, l'avenir de la «caisse de garantie» (dotée d'une existence juridique propre et permettant d'assurer, à partir de 2005, une partie du financement des retraites) dépendra du bon vouloir de la future majorité. Certes, le gouvernement actuel va rédiger un projet de loi qui sera examiné lors d'un prochain conseil des ministres, avant d'être déposé sur le bureau de l'Assemblée. Mais les syndicats pourront-ils obtenir du prochain premier ministre qu'il s'en saisisse? Le dispositif des socialistes

(alimenter la «caisse de garantie» à partir de la cession de participations minoritaires d'entreprises publiques d'une valeur de 100 milliards de francs) n'est pas du goût de l'UJFP (Union pour la France), qui préfère utiliser tout autrement le produit de futures privatisations.

En revanche, la pérennisation de la prise en charge par l'Etat des 20 milliards de cotisations d'assurance-vieillesse des chômeurs – que le gouvernement confirmera sous forme d'un amendement au projet de loi (adopté en première lecture) créant un fonds de solidarité des retraites – a de bonnes chances de survivre au départ de M. Bérégovoy. Il est vrai que ce transfert comble une partie du déficit de la Sécurité sociale, dont les comptes pour 1993 n'ont toujours pas été publiés.

## Les limites de l'exercice

An sortir de cette table ronde, les participants n'ont donc pas appris grand-chose de nouveau sur les projets que M. Bérégovoy avait, depuis la mi-janvier, exposés à plusieurs reprises. Conscient des limites de l'exercice auquel il se livre, le premier ministre n'a d'ailleurs pas invité ses interlocuteurs à s'engager formellement. Aucun relevé de conclusions n'a été élaboré et les sujets délicats – la répartition des pouvoirs de gestion entre les pouvoirs publics et les partenaires, notamment l'allongement pris par la durée de cotisation – ont été soigneusement évités. Néanmoins, les

partenaires sociaux recevront dans les prochains jours des précisions sur l'organisation de la «caisse de garantie».

M. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a résumé l'état d'esprit de la plupart des syndicats en estimant que les orientations du gouvernement étaient «bonnes», mais qu'elles n'avaient «qu'une limite, celle des échéances politiques». M. Marc Blondel, son homologue de l'Force ouvrière, a fait état de «propositions intéressantes», mais «fragilisées par la situation politique présente», alors que M. Paul Marchelli (CFE-CGC) a eu l'impression d'assister à «une réunion d'information consacrée aux propositions de la future opposition». Quant à M. François Perigot, président du CNPF, il a sèchement rappelé «l'opportunité de poser aujourd'hui un problème aussi grave que l'avenir des retraites».

Il est vrai que la cause était, depuis longtemps, entendue. Outre qu'il aura bien tardivement donné corps à ses ambitions réformatrices, M. Bérégovoy a écarté d'emblée l'organisation d'une session parlementaire extraordinaire et n'a pas souhaité exercer une pression trop forte sur le CNPF, alors qu'il disposait de l'appui de la plupart des syndicats. M. Teulade n'en a pas moins assuré que «plus personne ne pourra revenir sur les dispositions confirmées lundi et que le prochain gouvernement sera obligé de reprendre les travaux qui ont été engagés».

JEAN-MICHEL NORMAND

diates consistent en un «important programme de travaux d'infrastructures» ou en une «allocation destinée aux personnes âgées dépendantes».

Le coût total du programme, englobant les réductions de prélèvements (impôts et cotisations) et les dépenses nouvelles, est presque impossible à calculer. Les services du ministère de l'économie, M. Michel Sapin, ont cependant fait une évaluation : 650 milliards de francs étalés sur la législature (1993-1998), soit, compte tenu de la montée en puissance du plan, une charge supplémentaire annuelle de 160 milliards de francs pour le budget. M. Juppé a bien sûr récusé ces chiffres, annonçant seulement une charge de 110 milliards de francs sur trois ans qui serait plus que couverte par des économies de dépenses (une quinzaine de milliards), par le produit des privatisations (une cinquantaine de milliards de francs pour le seul budget), par une quarantaine de milliards apportés par la reprise économique et par les moindres éparges d'indemnisation du chômage qu'elle entraînera.

En régime de croisière, la droite assure qu'elle trouvera une partie des moyens financiers nécessaires à la réalisation de son programme dans un net ralentissement des dépenses publiques, qui, chaque année, ne devraient pas augmenter plus vite que la hausse des prix. Engagement significatif que les dépenses de l'Etat ne devront plus du tout progresser en francs constants. Par là, difficile à tenir sans une rigueur extrême sur les salaires de la fonction publique.

## L'espoir d'une baisse des taux

M. Philippe Auberger, député RPR de l'Yonne, spécialiste des problèmes budgétaires, a pour sa part, indiqué dans une interview au *Journal des finances* que les privatisations pourraient au total rapporter, à partir de 1994, 30 à 50 milliards de francs par an. La différence d'estimation avec M. Juppé s'explique, semble-t-il, par le fait que le secrétaire général du RPR ne prend en compte qu'une partie du produit des privatisations, celle qui ira au budget de l'Etat. Faut-il comprendre que l'an débudgétisera à nouveau certaines dépenses, une méthode étonnante quand il s'agit de faire apparaître un ralentissement dans la progression de la dépense publique?

Si la droite fonde bien des espoirs sur le produit des privatisations pour financer, dans un premier temps, des travaux d'infrastructures, de logements et des dotations aux collectivités publiques, c'est sur une forte baisse des taux d'intérêt à court terme qu'elle compte pour voir redémarrer la croissance.

Cet espoir n'est pas vain. Si l'Allemagne, qui doit maintenant encaisser la récession à l'intérieur de ses frontières, obtient dans les mois à venir de bons résultats en matière d'inflation (scus, en fait,

## Selon les chiffres provisoires de l'INSEE

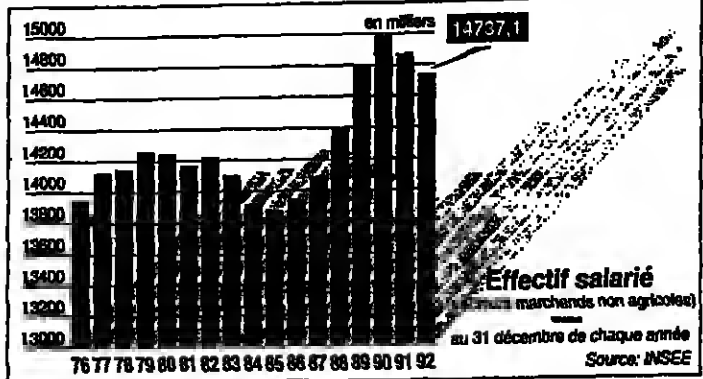
## 133 000 emplois salariés ont été perdus en 1992

En 1992, la France aurait perdu 132 900 emplois salariés, selon les statistiques provisoires rendues publiques par l'INSEE, lundi 15 février. Ils s'ajoutent aux 111 500 qui avaient déjà disparu en 1991, quand la persistance des difficultés économiques avait mis fin au mouvement de création d'emplois qui avait culminé en 1990.

Au total, dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, on comptait 14 737 100 emplois

et moins mauvais qu'il n'avait été dit à l'époque : -0,1 % ou 31 mars, -0,3 % au 30 juin, et même une légère croissance de 0,2 % au 30 septembre. A titre de comparaison, 1991 avait enregistré un recul de 0,7 % et 1990 s'était terminé par un gain de 1,1 %.

La dégradation de la situation de l'emploi dans l'industrie et le bâtiment-travaux publics est à l'origine de cette chute importante des effectifs, comme on n'en avait pas vu depuis les années de res-



au 31 décembre 1992, contre 14 870 000 au 31 décembre 1991 et 14 981 500 au 31 décembre 1990. La baisse, qui aura été de 0,9 % en un an, s'est brutalement accélérée au cours du dernier trimestre. Avec 97 000 emplois salariés perdus, elle aura été de 0,7 %, alors que, révisés, les résultats des trois premiers trimestres avaient

structurellement, en 1984 et 1985. L'ensemble des secteurs industriels a perdu 2,6 % de ses emplois salariés en un an, soit 119 200, et 0,9 % au cours du seul dernier trimestre. Mais, conséquence de la diminution du nombre des chantiers, le recul est proportionnellement plus fort dans le bâtiment, qui voit disparaître 59 300 salariés. En effet, la baisse a été de 4,5 % en un an et de 2,2 % au dernier trimestre.

D'ordinaire, le dynamisme du tertiaire marchand permettrait de compenser, en partie, la suppression des emplois qui interviennent dans les autres secteurs. Les données de l'INSEE amènent à penser que ce n'est ou ne sera plus le cas, désormais. Certes, 45 600 emplois ont été créés en 1992, soit 0,5 % de plus que l'an passé, mais, signe inquiétant, et pour la première fois depuis des lustres, cette tendance générale a été contrariée dans les trois derniers mois de l'année. Les effectifs ont alors baissé de 0,3 %, malgré les efforts consentis pour favoriser les embauches à coup d'exonérations de charges sociales.

ALAIN LEBEAUBE

■ Le taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 3,6 % en 1992. – Selon les statistiques publiées lundi 15 février par le ministère du travail, le taux de salaire horaire des ouvriers a progressé de 0,6 % au dernier trimestre et de 3,6 % sur l'ensemble de l'année 1992. Le ralentissement de la hausse des salaires est ainsi confirmé et il faut remonter à 1988 (+3,4 %) pour retrouver un rythme d'augmentation aussi faible. Dans le cas où la hausse des prix n'aurait été que de 1,8 % entre janvier 1992 et janvier 1993, le pouvoir d'achat se serait accru de 1,8 point au cours de l'année.

Commencée dans le 9<sup>e</sup> arrondissement

## La grève des postiers s'étend à Paris

Un préavis de grève ayant été déposé par cinq syndicats de postiers (CGT, SUD, FO, CFTC et CFDT), un mouvement de grève «illégal» risque de perturber la distribution sur l'ensemble de la ville de Paris à partir du mercredi 17 février.

Depuis le 3 février, à l'appel des mêmes syndicats, seul de la CFDT, des débrayages affectent le 9<sup>e</sup> arrondissement. Lundi 15 février, les 10<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> arrondissements ont été à leur tour touchés, les préposés ayant suivi le mot d'ordre à 50 %.

Les syndicats protestent contre les réorganisations programmées pour 1993, qui devraient se traduire par 3 000 suppressions d'emplois, dont 280 sur Paris. Ils s'opposent aussi à l'objectif de la direction de la Poste qui vise à uniformiser, à trois par jour, le nombre de distributions de courrier dans chaque arrondissement parisien.

ALAIN VERNHOLLES



## ÉCONOMIE

La première allocution télévisée du président Clinton

### Un appel au « patriotisme » pour réduire le déficit budgétaire

A quarante-huit heures de la présentation de son programme économique au Congrès, M. Bill Clinton a choisi de s'adresser directement au peuple américain, lundi 15 février, pour lui exposer les grandes lignes de l'action qu'il compte développer au cours de son mandat. Lors de la première allocution télévisée depuis son investiture, le président des États-Unis a mis l'accent sur la nécessité absolue d'un « changement » et appelé au « patriotisme » de ses concitoyens pour réduire le déficit budgétaire. Estimant que sa politique économique était « juste et équilibrée », M. Clinton a confirmé que, contrairement à ses promesses électorales, la classe moyenne devrait, elle aussi, faire des sacrifices.

NEW-YORK

de notre correspondant

M. Ronald Reagan avait certainement, aux yeux des démocrates, beaucoup d'idées mauvaises, mais il savait utiliser quelques bonnes recettes. Copiant le « Grand Compromis » qui, au début de son premier mandat, en 1981, avait expliqué dans un message télévisé le sens de la « révolution conservatrice » à laquelle il allait attacher son nom, avant de l'exposer plus en détail au Congrès, M. Bill Clinton a choisi un plan de communication identique en s'adressant à la nation le 15 février, deux jours avant son intervention officielle devant les parlementaires, qui doit être suivie, le soir même, par la traditionnelle allocution sur l'état de l'Union. Même méthode sur la forme, mais un virage à 180 degrés sur le fond, assure-t-on cependant à la Maison Blanche, où l'on renvoie aux propos télévisés du président et à sa volonté de « changer radicalement de direction » après douze années de « réaganisme ».

« Jusqu'à présent, nous n'avons pas réussi à résoudre les problèmes de nos concitoyens », nous faudrait cent ans pour parvenir au même résultat », a déclaré le président, en expliquant, graphiquement, l'importance de la dette publique, laquelle a été multipliée par quatre (pour atteindre environ 4 000 milliards de dollars) au cours des années Reagan-Bush, autant qu'au cours des deux cents années précédentes. « C'est trop long. C'est maintenant qu'il faut agir pour retrouver la nation du rêve américain », a-t-il ajouté en soulignant la gravité de la situation qu'il avait trouvée lors de son entrée à la Maison Blanche : neuf

millions de chômeurs (alors qu'une reprise « réelle » de l'activité aurait dû réduire ce chiffre du tiers) et un déficit budgétaire « hors de contrôle, très supérieur à mes propres prévisions mais aussi aux hypothèses les plus pessimistes » avancées par la précédente administration. Évoquant ensuite les contributions (le mot « sacrifices », prononcé pour la première fois lors du discours d'investiture, est désormais banni du langage présidentiel), qu'il compte demander aux citoyens – et aux contribuables – américains en échange d'une amélioration de l'emploi, des revenus, et de l'instauration de meilleurs systèmes éducatifs et de santé, le président a admis que chacun devrait verser son « cot », y compris la classe moyenne.

#### Des déplacements sur le terrain

Mais, a-t-il tenu à souligner, ce sont les Américains les plus aisés qui subiront l'essentiel de l'aggravation de la pression fiscale, les revenus supérieurs à 100 000 dollars par an (560 000 francs environ, soit près de 47 000 francs par mois), devant supporter à eux seuls 70 % de la future augmentation des impôts. La précision est importante : jusqu'à présent, les « fuites » savamment orchestrées par la Maison Blanche fixaient ce seuil à 200 000 dollars. C'est ce message « d'équité » sociale sous forme d'appel aux armes pour redresser l'économie que le président et son cabinet vont délivrer sur le terrain en entreprenant une série de déplacements dans le Midwest, sur la Côte Ouest, puis dans les autres régions des États-Unis, et qui vont se poursuivre durant plusieurs semaines.

Au cours de son allocution d'une dizaine de minutes, l'homme de la Maison Blanche n'a pas entretenu le détail des mesures qu'il compte présenter aux parlementaires le 17 février. Mais les indications des derniers jours permettent de dresser les grandes lignes des coupes à opérer et des nouvelles recettes fiscales. Pour parvenir à l'objectif fixé, qui est de réduire le déficit budgétaire de 50 % par rapport à son niveau actuel (327 milliards de dollars en 1993, près de 650 milliards dans dix ans si rien n'est fait d'ici là) et sur une durée de quatre ans, l'administration devra d'abord couper dans les dépenses gouvernementales. Environ 150 programmes seront fermés ou réduits de moitié, ce qui frappera en priorité les dépenses sociales, lesquelles représentent (système de retraite compris) 55 % du budget. L'une des mesures les plus attendues concerne la proposition visant à limiter l'explosion des dépenses de

santé et qui a déjà mobilisé contre elle le puissant lobby de l'industrie pharmaceutique. Un autre sujet de polémique est le budget de la défense, que M. Clinton voudrait réduire d'une dizaine de milliards de dollars supplémentaires par rapport au programme de réduction de dépenses arrêté à hauteur de 266 milliards de dollars par son prédécesseur pour l'exercice fiscal 1994, une perspective qui suscite une vive opposition de la part du Pentagone.

Côté nouvelles recettes, le taux maximum de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sera relevé de 31 % à 36 % et une surtaxe sera appliquée aux millionnaires en dollars (parmi lesquels figurent au moins six membres du nouveau cabinet). Dans le même temps, la fiscalité des sociétés sera alourdie et portée de 34 % à 36 %. Parmi les autres dispositions figure l'imposition à 85 % (au lieu de 50 % précédemment) du produit des redevances perçues par les Américains les plus fortunés au titre de la Social Security et une taxe sur l'énergie « élargie » (au lieu d'une simple taxe fédérale sur l'essence). Au total, la collecte d'impôts et de taxes nouvelles devrait faire rentrer 250 milliards de dollars dans les caisses de l'État.

Pour équilibrer ces mesures qui vont mettre l'Amérique au régime, M. Clinton a prévu un programme de minéralogie destiné à soutenir le redémarrage de l'activité confiné au dernier trimestre 1992. Longtemps tiraillé entre ceux qui, tel M. Robert Reich, nouveau secrétaire à l'emploi, étaient partisans d'un très important soutien à l'économie, évalué à une soixantaine de milliards de dollars dès la première année, quitte à laisser glisser le déficit budgétaire et ceux qui, au Trésor comme au bureau du budget, préconisaient la plus stricte orthodoxie budgétaire, le président a tranché en faveur de ces derniers. Limité à une trentaine de milliards de dollars (sous forme de dépenses publiques et d'aides au secteur privé, notamment de crédits d'impôts à l'investissement productif), au regard d'un produit intérieur brut (PIB) de près de 6 000 milliards, le plan de relance envisagé par l'administration aura surtout un effet psychologique auprès du grand public et permettra de créer rapidement une partie du demi-million d'emplois promis à court terme par le président.

SERGE MARTI

La réunion des ministres des finances des Douze

### Nervosité autour du projet d'Union économique et monétaire

BRUXELLES  
(Communauté européenne)

de notre correspondant

Les efforts qu'entendent faire les Douze au cours des années à venir pour satisfaire aux fameux critères de convergence qu'exige le traité de Maastricht pourraient reculer sous le poids de tensions que provoque une récession en même temps que de ralentissement de l'activité économique sont en effet peu propices pour améliorer les performances d'un pays.

De telles réflexions étaient sous-jacentes à l'invitation faite, lundi 15 février, aux États membres par les ministres des finances des Douze (sur proposition de la Commission européenne et du comité monétaire) de prolonger jusqu'à la fin 1996 les « programmes de convergence » qu'ils ont soumis à Bruxelles, lesquels, dans leur version initiale, se bornaient à couvrir la période 1993-1996.

Faut-il voir là un aveu d'échec, la confirmation implicite que le programme d'UEM bat de l'aile ? Faut-il penser que le calendrier établi par le traité de Maastricht (qui prévoit le passage à la troisième étape au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 1997, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1999) n'est pas réaliste ? Il serait évidemment fâcheux que telle soit l'interprétation des marchés. A voir la mine gourmande de certains journalistes britanniques essayant de se faire confirmer qu'il s'agit bien d'un indice révélateur de difficultés plus graves que prévu et présageant un ajournement inévitable de la troisième étape de l'UEM, on comprendrait que le danger n'était pas illusoire.

N'exagérons pas. Ministres et commissaires ont expliqué avec un bel ensemble que le programme devant conduire à l'UEM était maintenu, ainsi que son calendrier, que la détermination du conseil restait entière. « Je n'ai pas entendu un ministre dire qu'il ne pourrait pas, le moment venu, remplir les critères de convergence », a noté M. Hennings Christoffersen, vice-président de la Commission chargée des affaires monétaires.

Mais les Douze savent pertinemment que le meilleur moyen de convaincre l'opinion que l'Europe monétaire conserve toutes ses chances est encore de se préoccuper du court terme, de contribuer de manière concertée à la reprise.

MOUNA EL BANNA

Pour ne pas renouveler la déconfiture de DAF

### Les Pays-Bas acceptent les conditions de Deutsche Aerospace pour la reprise de Fokker

Le gouvernement néerlandais devait officialiser, mardi 16 février, la cession de la majorité du capital du constructeur aéronautique Fokker à Deutsche Aerospace (DASA), filiale du conglomérat allemand Daimler-Benz, non sans que celui-ci ait obtenu un substantiel rabais sur le prix convenu en 1992 (le Monde du 17 novembre).

AMSTERDAM

de notre correspondant

La transaction intervient au terme d'âpres négociations, qui avaient abouti à la signature d'un accord de principe à la fin juillet 1992, puis à celle d'un accord-cadre, le 29 octobre. Les partenaires n'ont plus qu'à attendre le feu vert de leurs conseils de surveillance respectifs pour signer une troisième fois le champagne.

Mais celui-ci aura un goût amer pour le ministre des affaires économiques, M. Koos Andriessen, qui a moins bien vendu qu'il ne l'espérait la participation de l'État (31,8 %) dans Fokker : ses actions ne coteront plus à DASA 1,18 milliard de francs, mais

954 millions de francs. De plus, l'équilibre général de l'accord a été révisé, puisque l'État néerlandais a été contraint de mettre la main au portefeuille pour éviter que le repreneur ne se désiste au dernier moment : une grosse partie du produit de la cession des titres Fokker sera reversée à la nouvelle entité sous forme de crédit-revolving. La Haye a dû accepter d'injecter 1,15 milliard de francs de capital-risque et de garantir à hauteur de 740 millions de francs un emprunt obligataire.

#### Des rationalisations inévitables

Le ministre n'est pas loin de penser que la direction de l'entreprise a laissé la situation se dégrader pour forcer un accord qu'elle appelait de ses vœux. Les 12 000 salariés de Fokker, au départ réticents, se sont convaincus que DASA était leur sauveur. Mais rien n'est moins sûr : comme tous les constructeurs aéronautiques, Fokker a des difficultés à vendre ses avions F-100 et F-50, et la suppression de 2 000 emplois d'ici à la fin 1994 a déjà été annoncée. Cette réduction d'effectifs pourrait être intensifiée avec l'arrivée de DASA, qui n'est plus aussi florissante que par le passé et qui considère que le néerlandais a « trop de graine ». D'ailleurs, c'est la demande allemande d'une prise en charge par l'État néerlandais de la restructuration qui a failli faire capoter les négociations.

Leur aboutissement permet à Fokker, selon les mots de son président, de « rallier l'industrie aéronautique européenne ». DASA, en effet, paraît bien être à la charnière de celle-ci, étant engagé dans des programmes concurrents : le F-70 que Fokker s'apprête à lancer est une menace pour le Reggiane qui doivent développer en commun DASA, Aerospaziale et Alenia, tandis que l'ATR-42 produit par le couple franco-italien et commercialisé par l'allemand est un adversaire direct du F-50 néerlandais. DASA pourrait être contraint de procéder à une rationalisation de ses participations.

CHRISTIAN CHARTIER

## COMMUNICATION

A la suite des remous provoqués par la candidature marocaine

### M. Filali juge compromise la participation de son groupe au capital de RMC

RABAT  
correspondance

Le président de l'Omnium nord-africain (ONA), M. Fouad Filali, gendre du roi Hassan II, a affirmé, lundi 15 février à Casablanca, au cours d'une conférence de presse, qu'il ne croyait plus guère à la possibilité de voir son groupe – qui constitue le premier groupe privé marocain – participer à une reconfiguration du capital de Radio Monte-Carlo bien que le gouvernement français se soit déclaré très favorable à une telle perspective.

« Comme les choses sont parties, je vois mal comment ceci pourrait se faire », a-t-il déclaré en évoquant les remous politiques provoqués en

France par l'annonce de cette éventualité ainsi que la réaction très hostile de la société des journalistes de RMC.

M. Filali a souligné que la prise de participation de l'ONA au capital de RMC impliquait, à ses yeux, deux conditions : « Un véritable projet d'entreprise », pour lequel il n'a pas caché son scepticisme, et « un environnement consensuel », très loin d'être acquis. Tout en estimant que « trente-six journalistes hostiles » à l'entrée de l'ONA dans le capital de RMC ont fait oublier les autres », M. Filali a en conclu que, désormais, « le dossier a très peu de chance d'évoluer ».

Cette affaire risque toutefois de laisser quelque amertume au Maroc. Bien que jouissant généra-

lement d'une image libérale, l'ONA a d'ailleurs refusé stichement l'accès de la conférence de presse de M. Filali à presque tous les représentants des médias étrangers, dont certains auraient, selon le groupe, « jeté de l'huile sur le feu ». M. Filali a voulu ultérieurement calmer les choses en parlant de « malentendu » mais, déjà, dimanche, l'éditorialiste du quotidien communiste *Al Bayane*, venant curieusement au secours de l'ONA, jugeait que l'attitude du personnel de RMC, opposé à cette participation marocaine au tour de table, « exhalait un relent de racisme incontestable ».

MOUNA EL BANNA

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements :  
46-62-72-67

La reine Elizabeth II accepte les excuses et le don du Sun pour solde de tout compte. – La reine Elizabeth II a accepté les excuses du Sun et le don de 200 000 livres (environ 1,6 million de francs) du journal à des associations caritatives, en règlement de son différend avec le quotidien populaire, a annoncé lundi 15 février le palais de Buckingham (le Monde du 16 février). Le Sun était poursuivi en justice par la souveraine pour avoir violé l'embargo qui s'appliquait à la publication de son tradi-

tionnel discours de Noël. « Sa Majesté est heureuse de considérer la question réglée, dans la mesure où le paiement effectué par le journal doit être vu comme ouestant du bien-fondé de la plainte », a précisé un porte-parole du palais. A la demande de la reine, la moitié de la somme ira à la Fondation Leonard Cheshire, qui procure des logements aux personnes handicapées, et que la reine avait mentionnée en exemple dans son message. (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CNA  
CAISSE NATIONALE  
DES AUTOROUTES  
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### Emprunt Février 1993

2,5 milliards de Francs

Obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4 910,50 F

Taux nominal : 8 %

Taux de rendement actuariel brut : 8,21 %

1<sup>er</sup> coupon payable le 1<sup>er</sup> Mars 1994 pour un montant de 400 F

Durée : 15 ans

Amortissement en totalité le 1<sup>er</sup> Mars 2008

Jouissance, règlement : 1<sup>er</sup> Mars 1993

Souscription auprès des Banques, de la Poste, de la Caisse d'Épargne, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor. Une fiche d'information (visu C.O.B. N° 93-053 du 09/02/1993) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 11 rue Saint-Dominique - 75356 PARIS 07 SP et des établissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 16 FÉVRIER

[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS		
% du nom.	% du coupon		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours	
Obligations								
C.I.T.A.A.M. 1000			303	a	Procedia (P.)	415	....	
Emp. Etat 9,5% 78...			98 80		Publicis	611	628	
Emp. 10,75% 79/84			100 50		Recherches	130	....	
Emp. 15,4% 83/85			102 80		Rovato	145	141 50	
10,25% mars 98			99 60		Roquet	180	....	
OAT 10% 5/2000...			112 10	7 28	S.A.C.E.R.	800	....	
OAT 9,5% 12/1997			101 50	1 78	S.A.F.A.A.	201	....	
OAT 9,5% 1/1996			104 15	0 46	S.A.F.L.C. Mon.	180	....	
PTT 11,2% 85...			126 80	2 29	Saga	346	....	
CFP 10,25% nov 90			....	9 40	Saint Dominique P.A.	123	120	
CAF 10 % 1979			99 20	1 08	Selles du Méd.	538	544	
CRB Bpays 5000F			98 10	0 98	Société M.	468	582	
CRB Peches 5000F			98 10	1 08	S.L.F.H.	90	....	
CRB Suez 5000F			98 20	1 08	S.M.C.I.	90	....	
CR 1/8% 80/80F			98 70	1 05	Sofel	470	....	
CR S 5 % 86			100 20	0 68	Sofin	182 90	....	
CR 10,50% déc. 85			110 35	1 28	Sollam Int. Secur.	82	....	
CHNB PCE 3% 100			180	....	Souflog	2240	....	
CHB C.A.			1090	....	Soudan Autogaz.	678	678	
Canal			....	....	Soudan	272	....	
Alcatel 0 % juv. 80			....	....	Swed.	725	....	
U. Brest et S.F.P.			774	....	Taloring	2080	2080	
Thom. et G. 8,25 %			....	....	Tout-Anglais	100	....	
			....	....	Tour Eiffel	230	....	
			....	....	Ufrax	1101	....	
			....	....	Unic	370	378	
			....	....	Viaipa	100	....	
			....	....	Vincent	185	....	
			....	....	Mercat Sol. Investis.	201	....	
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				
			....	....				

**SICAV** (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	Cours prix.	Dernier cours		Emission Fraie incl.	Rachet net.		Emission Fraie incl.	Rachet net.		Emission Fraie incl.	Rachet net.
Etrangères											
A.E.S.	545	.....	Actiob.	207 97	202 40	Forehav.	15 489 80	15 489 80	Fininvest	552 17	590 58
Alcan H.S.G.	428 50	.....	Admopromex C.	30482 77	30452 77	France gas	10554 48	10519 10	Flanover A.	1488 32	1460 12
Alcan Aluminium	85	.....	Admopromex D.	30482 77	30452 77	France Generale	281 09	280 53	Flanover J.	7726 87	7721 23
American Brands	212	.....	Aedipac	801 54	7092 42	France Generale	507 74	502 71	Flanover M.	7150 48	7159 06
Arbel	249	.....	Aedipac	807 10	847 67	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Aeroflot Mines	32 80	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Banco Popular Espan.	606	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
B.P. Finance Int.	15229	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Can Pacific	75 50	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Can Pac	228	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
C.I.R.	2 30	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Cosmochem	9 80	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Dow Chemical	327 327	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Fiel	16 10	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Gen. (Bm Lamb.)	490	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Gen.	1100	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Glaxo Wellcome Ltd.	58 50	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Goodridge Inc.	400	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Globe and S. (W.H.)	155 70	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Harvey International Inc.	155 70	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Johnson	67 80	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Koninklijke Pabst	86 50	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Kubota	23	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Monsieur Mines	82 10	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Orville ppi	4 25	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Pillar	359 357 80	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Philips	71 50	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Robinson	307 50	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Rodanco Ind.	140 10	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Valcor	288 30	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Selam	3 95	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Sono Group	50 80	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
SKF Aalborg	61	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Tamson Inc.	238	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Tony Inc.	26	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Wien Real Estate	5 90	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Hors-cours											
Sole Hydro Energie	330	.....	Actiob.	207 97	202 40	Forehav.	15 489 80	15 489 80	Fininvest	552 17	590 58
Cabotage	58	.....	Admopromex C.	30482 77	30452 77	France gas	10554 48	10519 10	Flanover A.	1488 32	1460 12
C.N. Cogener	9	.....	Admopromex D.	30482 77	30452 77	France Generale	281 09	280 53	Flanover J.	7726 87	7721 23
Copex	582	.....	Aedipac	801 54	7092 42	France Generale	507 74	502 71	Flanover M.	7150 48	7159 06
Corpus	90	.....	Aedipac	807 10	847 67	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Energy Assets	90	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Grey Douglas Ind.	8 10	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Grey Systems Inc.	291	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Industrie de Machines	250	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Industrie de Machines	1650	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Officiu Casa. Pharm.	680	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Parvula. Parvula	190 10	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Parvula N.V.	249 30	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
S. G. G. G. G. G. G.	1720	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Schneider Electric	496	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
S.E.P.R.	1385	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
S.I.P.I. G. G. G.	0 81	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
S.P.A. et B.	300	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15
Wolfsberg	1100	.....	Antipol	10740 00	10740 00	France	408 21	454 67	Flanover Nord.	508 51	518 15

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu





En raison du rôle joué par les banques publiques

## De vives polémiques accompagnent la cession d'Adidas par M. Bernard Tapie

Deux informations judiciaires lancées à l'encontre du syndicat des inspecteurs de la FASP

Le Syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNUIP, 11 1/2 des voix aux élections dans ce corps, affilié à la FASP) est visé par deux informations judiciaires distinctes confiées, à Paris, au juge d'instruction Guy Ripoll, et, à Montauban (Tarn-et-Garonne), à son collègue, M<sup>re</sup> Corinne Chassagne.

Le dossier parisien concerne une affaire de démarchage publicitaire abusive, qui avait récemment donné lieu à une perquisition au siège du SNUIP (le Monde du 9 février). Il s'agit notamment des brochures éditées lors d'un Gala de l'inspecteur organisé par le syndicat en décembre 1991 au Bataclan, une salle de spectacles parisienne. Des commerçants s'étaient plaints d'avoir été sollicités de façon abusive par des démarcheurs publicitaires se réclamant du SNUIP.

A Montauban, le juge Chassagne a souhaité entendre le secrétaire général du SNUIP, M. Jean-Louis Liorca, dans le cadre d'une affaire de détournement de fonds mettant en cause une entreprise locale, la Sotref Interlocal. Les enquêteurs cherchent notamment à comprendre pourquoi un chèque de 530 000 francs a été versé au SNUIP par cette société.

○ Trois policiers marseillais écroués pour viol. — Trois gardiens de la paix marseillais ont été inculpés de « viol en réunion » par M<sup>re</sup> Chantal Caudino, juge d'instruction à Marseille (Bouches-du-Rhône), et écroués jeudi 11 et samedi 13 février. Une amie de l'un d'eux avait déposé plainte et affirmé avoir été victime. L'un d'eux avait été victime d'un viol collectif organisé par cet ami policier. Chargé de l'enquête judiciaire, le gendarme avait placé le suspect sur écoute téléphonique, enregistrant ses conversations avec deux autres responsables présumés du viol. Agés de trente et un à trente-cinq ans, les policiers, dont les identités n'ont pas été révélées, ont été entendus par le juge. Ils ont reconnu que la victime était consentante.

### Les éditions Robert Laffont fusionnent avec Fixot

Les éditions Robert Laffont s'approprient à fusionner avec les éditions Fixot. La nouvelle société, qui pourrait être constituée dès le mois d'avril, sera dirigée par M. Bernard Fixot, actuel propriétaire de la maison qui porte son nom. M. Fixot détient environ 15 % du capital du futur ensemble, où cohabiteront les marques Laffont et Fixot. Cette opération se solde notamment par l'acquisition de M. Bertrand Favreuil, qui quittera les éditions Robert Laffont, dont il est aujourd'hui le PDG.

Agé de quarante-neuf ans, M. Fixot a été successivement directeur commercial de Gallimard et de Hachette Livre, puis gérant d'Éditions n° 1, avant de créer sa propre maison en 1987. Il s'est distingué par la publication de documents « vécus » à fort tirage et,

récentement, par la création d'une collection présentant des textes classiques dans une version réduite. Les éditions Fixot affirment on bulletin de santé qui franchit sur la morosité de la conjoncture éditoriale. Avec trente titres par an, des ventes moyennes relativement élevées, la maison a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 100 millions de francs et des bénéfices de 15 à 16 millions de francs.

C'est sans doute cette prospérité commerciale qui a séduit les responsables du Groupe de la Cité, propriétaire des éditions Robert Laffont depuis 1990. Fondée par Robert Laffont en 1941, la maison avait été cédée à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et à une filiale du groupe Havas, avant d'être reprise par le Groupe de la Cité. Fortes de deux cent soixante publications annuelles, les éditions Robert Laffont sont présentes dans plusieurs domaines, de la littérature aux bandes dessinées et aux livres pratiques, en passant par les dictionnaires et le célèbre *Quid*.

RAPHAËLE RÉROLLE

#### EXCEPTIONNEL PRIX BASSE SAISON

avec la garantie d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2 890 F  
PANTALONS 385 F VESTONS 1 325 F  
3 000 pièces  
Luxueuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX ET PARDESSUS  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-51  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Rendus publics lundi 15 février, les modalités de cession d'Adidas par M. Bernard Tapie, ministre de la ville, suscitent une controverse politique. Ce week-end, M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, et M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, ont réclamé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire. Réagissant à cette requête, M. Tapie a annoncé son intention de « porter plainte contre tous ceux qui ont tenté de faire croire que les institutions nationalisées habituellement partenaires de Bernard Tapie Finances avaient majoritairement acquis les actions d'Adidas ».

Surpris? Pas vraiment. C'était il y a deux semaines. Le ministre de la ville, indigné, a écrit, en privé, au « scandale ». Le sujet ne concernait pas Toshiba. Pas encore Adidas. Mais « l'affaire Bergé ». Il prenait avec vigueur la défense du PDG d'Yves Saint Laurent et ne « correspondait » pas les interrogations qui avaient accueilli la reprise par une filiale d'Elf, Saofit, de la célèbre maison de haute couture. Non qu'il y ait de quelconques affinités entre le patron de l'OM et celui de l'Opéra Bastille.

Au contraire! Membre du gouvernement, candidat de la majorité présidentielle dans la 10<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, M. Tapie ne pouvait ignorer que la cession d'Adidas — annoncée et programmée pour la mi-février, soit un mois avant le premier tour des législatives — allait plus encore susciter remous et tempêtes.

Le retrait de M. Tapie des affaires se voulait œuvre d'apaisement. On est évidemment loin du compte.

Déclenchée ce week-end par un certain nombre de témoins de l'opposition, la polémique a repris, de

plus belle, lundi 15 février, une fois confirmé le schéma de reprise d'Adidas. Ce ne sont pas les conditions financières, cette fois, qui font problème. Le prix total exigé des repreneurs (615 millions de deutschmarks, soit 208 millions de francs pour 78 % du capital de BTG GmbH, la holding qui contrôlait 95 % d'Adidas) est, à peu de choses près, le même que celui fixé, en juillet dernier, avec le groupe britannique Pentland, avant que celui-ci ne décide de jeter l'éponge.

Le groupe Bernard Tapie Finances (BTG) devrait, selon son président M. Elie Fellous, récupérer ainsi 500 millions de francs de cash, une fois remboursée la tranche de 1 milliard de francs d'emprunts contractés lors du rachat d'Adidas ainsi que le crédit relais de 147 millions de francs obtenu à la fin de l'année dernière pour « porter » la participation de 20 % qu'avait jusqu'alors conservé Pentland dans BTG GmbH. La plus-value retirée de l'opération est plus difficile à apprécier. Lors de la transaction, finalement avortée, avec Pentland (2,1 milliards de francs pour 79,95 % du capital), M. Tapie

l'avait, pour son groupe, estimée à 600, voire 700 millions de francs, à la grande stupeur des analystes financiers. D'après leurs calculs (le Monde du 10 juillet 1992), elle ne devait pas excéder 85 millions de francs, un ordre de grandeur auquel se conformeront d'ailleurs les nouvelles déclarations du ministre de la ville, qui compte, désormais, décaler un profit net d'une cinquantaine de millions de francs sur sa cession.

Le rôle central du Crédit lyonnais. Moins que sur le prix, c'est sur l'identité des repreneurs que se portent les critiques. Le schéma rendu public lundi confirme la présence importante de trois établissements financiers publics — le Crédit lyonnais, les AGF et l'UAP — dans Adidas International, la nouvelle société holding qui se substitue à BTG GmbH. A eux trois, et via leurs filiales Clinvest (pour le Crédit lyonnais), Metropole SA et Banque générale du Phénix (pour les AGF), Matinvest (une « coquille » d'Accor, fonds d'investissement de la banque Worms, elle-même contrôlée par

Bouche de Bonifacio, entre la Corse et la Sardaigne, vient d'annoncer un communiqué conjoint du ministère français de l'environnement et du secrétariat d'Etat à la mer. Un dispositif de surveillance est mis en place et les navires en infraction sont passibles d'amendes, voire de peines d'emprisonnement pour le capitaine du navire. Les deux ministres rappellent qu'ils tiennent ainsi les engagements pris par le gouvernement français et qu'ils attendent « des mesures similaires de la part des autorités italiennes ».

○ ARABIE SAOUDITE : trente-huit Pakistannais ont été décapités. — Pour avoir tenté d'introduire de la drogue en Arabie saoudite, trente-huit Pakistannais ont été décapités dans ce pays, a indiqué au Parlement, lundi 15 février, à Islamabad le ministre pakistannais du contrôle des stupéfiants. Il n'a pas précisé les dates de ces exécutions. Selon lui, les autorités saoudiennes ont fourni une liste de 108 autres Pakistannais arrêtés dans des affaires de drogue depuis janvier 1992. — (AFP)

○ ETATS-UNIS : le docteur Kevorkian aide un trizème patient à se suicider. — Le docteur Jack Kevorkian, farouche défenseur de l'euthanasie, a aidé, lundi 15 février, un trizème patient à mettre fin à ses jours à Roseville, dans la banlieue de Detroit. L'homme, un ancien agent de sécurité âgé de soixante-dix ans qui souffrait d'emphysème et d'une maladie cardiaque, s'est administré une dose mortelle d'oxyde de carbone. C'est la quatrième fois en quinze jours que le docteur Kevorkian aide un malade à se suicider. Le mois prochain, une loi interdisant ce genre de pratique entrera en vigueur dans l'Etat du Michigan. Le médecin a déjà annoncé qu'il l'enfermerait. — (AP)

○ SYRIE : onze pendaisons depuis le début de l'année. — Deux condamnés à mort pour meurtre ont été pendus, samedi 13 et lundi 15 février en Syrie, a rapporté la presse syrienne. Ces deux exécutions portaient à onze le nombre de pendaisons publiques depuis le début de l'année dans ce pays, selon un décompte établi par l'AFP. La pendaison est appliquée systématiquement pour les personnes reconnues coupables de meurtre avec préméditation, de haute trahison et de crime contre la sûreté de l'Etat.

Au conseil régional de Lorraine

### Les écologistes votent le budget présenté par M. Longuet (UDF-PR)

METZ

de notre correspondant

Au terme de huit heures de débat, le budget primitif 1993 de la région (1,71 milliard de francs) a été adopté, lundi 15 février, grâce au soutien des écologistes, par 41 voix, contre 23 et 9 abstentions. Si l'issue du vote n'a jamais été incertaine, dans la mesure où une majorité d'est très vite ralliée en faveur du projet présenté par le président du conseil régional, M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, les contours exacts de cette majorité autour de l'UDF et du RPR ont, en revanche, été plus longs à se dessiner. Les cinq élus Verts ont approuvé, estimant, comme le remarquait l'un d'eux, M. Daniel Begun, que le budget porte « des signes de contamination écologiste ».

L'enveloppe consacrée à l'environnement passe en effet, de 1992 à 1993, de 13 à 35 millions de francs. Elle prévoit notamment la création d'une agence régionale de l'environnement, qui aura pour mission de conduire des « éco-audits » pour des industries sollicitant une aide économique régionale, ainsi que des « éco-bilans », soit, autres de « bons points » qui auront bien de l'avenir pour les Verts.

Génération Ecologie a, de son côté, qualifié le budget de « flateur pour les écologistes » mais regretté qu'il manque « de corps sur certains sujets importants, à savoir la formation, l'aménagement du territoire et le développement économique des zones rurales ». En conséquence, quatre des six élus du mouvement de Brice Lalonde ont voté pour, les deux autres se sont abstenus, jugeant « les insuffisances trop importantes ».

Le budget 1993 de la Lorraine s'articule autour de trois axes : l'économie (411 millions de francs), la formation initiale et continue (707 millions de francs) et l'aménagement du territoire (322 millions de francs). La fiscalité directe est en hausse de 5,4 %, une augmentation qualifiée de modérée par M. Longuet, qui affirme le souci de ne pas appauvrir la région, mais de lui conserver sa capacité d'action.

JEAN-LOUIS THIS

### SOMMAIRE

DEBATS	CULTURE
Ex-Yugoslavie : « Intelligneurs » et « va-t-en-guerre », politiques pacifistes, par François Fejtó ; Réponses à Edgar Morin : « Le temps du mal et du pire », par Dobrica Cosic..... 2	Musiques : Défiens et tourments sur le mode mineur à la Pépinière Opéra/Adélaïde..... 15 Cinéma : Un entretien avec Daniel Schneider : Le quinquième Festival du court-métrage à Clermont-Ferrand..... 15
ETRANGER	ECONOMIE
Russie : M. Elatina part en vacances..... 3 Le conflit dans l'ex-Yugoslavie. La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient..... 4 Rwanda : les rebelles bénéficient du soutien de l'armée ougandaise..... 5 Maroc : l'opposition dénonce les faux-semblants du processus démocratique..... 6 La Corée du Nord est-elle soumise à l'inspection de ses centrales nucléaires..... 7	Le gouvernement déposera un projet de loi sur les retraites..... 18 La grève des postiers s'étend à Paris..... 18 La première allocution télévisée du président Clinton..... 19
POLITIQUE	COMMUNICATION
Les propositions du Comité consultatif pour la révision de la Constitution..... 8 et 10 Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis (refrain) »..... 10	M. Fillioli juge compromise la participation de son groupe au capital de RMC..... 19
SOCIÉTÉ	INITIATIVES
Un rapport du XI <sup>e</sup> Plan : la protection de l'environnement ne créera pas beaucoup d'emplois..... 11 Le ministère de l'éducation renonce à nommer des professeurs de droit et d'économie..... 11	Professions au féminin : les pionnières, la souplesse des professions libérales, l'administration, un nouveau visage à Management, survivre aux crises..... 25 à 38
SCIENCES • MÉDECINE	SERVICES
La psychologie en quête d'une loi : Des sentinelles contre les épidémies • Les maîtres de Gargas • Les chemins détournés de la science..... 13 et 14	Abonnements..... 2 Annonces classées..... 20 Carnet..... 16 Marchés financiers..... 20 et 21 Météorologie..... 22 Mots croisés..... 16 Radio-télévision..... 22 Spectacles..... 17 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté de 25 à 38 Le numéro de « Monde » daté 16 février 1993 a été tiré à 489 077 exemplaires.

### Demain dans « le Monde »


« Education-Campus » : le credo des présidents d'université  
Autonomie, contractualisation et diversification des ressources : la Conférence des présidents d'université souhaite accélérer les mutations de l'enseignement supérieur et prend le risque de relancer le débat sur les droits d'inscription des étudiants. Ensemble dans ce supplément : le chantier universitaire de l'enseignement des langues, les dix ans du lycée autogéré de Paris, et le grégné des acteurs scolaires.

LE MONDE diplomatique  
FÉVRIER 1993  
CUBA, FORTERESSE ASSIÉGÉE  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

# IC vous présente les meilleures "affaires" de ces élections.

Les nouveaux candidats Apple...

**1**



**2**




**3**




**4**



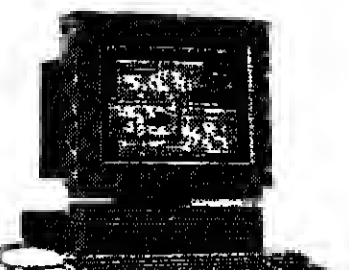
**5**




...aux meilleurs prix IC.



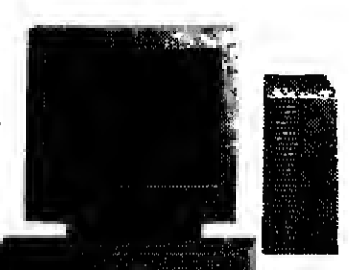
**5 894 F ht**  
Macintosh Classic II.  
4/40 Mo. 6 990 F ttc.  
Option StyleWriter II.  
2 290 F ht. 2 716 F ttc.




**12 350 F ht**  
Macintosh Ix III. 4/40 Mo.  
Avec clavier et moniteur  
couleur 12". 14 647 F ttc.



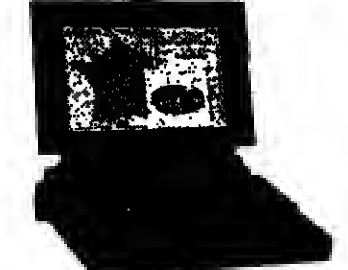
**17 900 F ht**  
Centris 610. 4/80 Mo.  
Moniteur couleur 14" et  
clavier ADB. 21 229 F ttc.



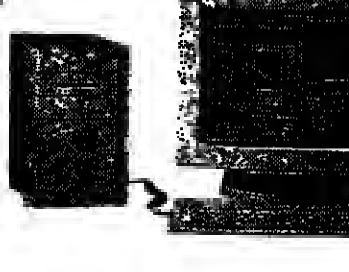
**31 900 F ht**  
Quadra 700. 4/80 Mo.  
Moniteur couleur 16" et  
clavier étendu. 37 833 F ttc.



**26 900 F ht**  
Macintosh DuoDock.  
DuoDock avec moniteur  
couleur 14" et clavier ADB.  
Macintosh Duo 230,  
4/80 Mo. 31 903 F ttc.




**21 900 F ht**  
PowerBook 165 couleur.  
4/80 Mo. 25 973 F ttc.  
PowerBook 145. 4/40 Mo.  
11 900 F ht. 14 113 F ttc.  
Option LaserWriter IIg.  
9 890 F ht. 11 729 F ttc.



**44 900 F ht**  
Quadra 800. 4/500 Mo.  
Moniteur couleur 16" et  
clavier étendu. 53 251 F ttc.  
Option LaserWriter Pro  
630. 14 990 F ht. 17 778 F ttc.  
Option Personal LaserWriter  
LS. 4 990 F ht. 5 918 F ttc.

**OFFRE DE REPRISE**



*Nouvelle gamme Macintosh Performa: nous consulter.*

**IC**  
INTERNATIONAL  
COMPUTER

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26 • APPLE CENTER IC VENDÔME 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS (1) 42 86 90 90 • APPLE CENTER IC-MICRO VALLEY 7-11 RUE SAINTE LUCIE 75015 PARIS (1) 40 58 00 00 • APPLE CENTER IC MARSEILLE 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE 91 37 25 03 • IC AIX EN PROVENCE 33 BD DE LA RÉPUBLIQUE 13100 AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • APPLE CENTER IC TOULOUSE 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE 61 25 62 32 • APPLE CENTER IC NANTES 3 ALLÉE DES TANNIÈRES COURS DES 50 CÉLÈRES 44000 NANTES 40 47 08 62 • APPLE CENTER IC LYON 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON 78 62 38 38

هكنا من الأعمال



# Le Monde

## INITIATIVES

### Professions au féminin

Les femmes ont conquis tous les secteurs de l'emploi, mais restent la phobie des métiers du pouvoir

L'ANECDOTE se réduirait à un cliché si elle ne révélait une crainte symbolique. Il y a de cela quelques semaines, réunis au quai de Bercy pour une séance d'inspection, les inspecteurs des finances se sont lamentés. A la suite d'une évasion des effectifs masculins due au « pantouflage », dont la rumeur avait amplifié l'importance réelle, voilà que ce corps, prestigieux s'il en est, se croyait sérieusement menacé par la féminisation. Autrement dit, traduit en bonne vieille phobie, s'imaginait déjà dévalorisé.

Qu'on se rassure, il n'en était rien. Avec 10 femmes pour 225 inspecteurs des finances, le risque restera longtemps imaginaire. Le corps, à supposer que sa suprématie tienne à la présence massive des hommes, pourra continuer d'écraser de sa superbe l'ensemble de la haute administration française. Mais on voit bien en même temps ce qui était en jeu derrière cette inquiétude : tout simplement l'exercice du pouvoir réel. De fait, nombre de professions se déclarent sur le déclin ou menacées de banalisation sous le prétexte que de plus en plus de femmes les pratiquent. L'exemple des institutrices, puis celui du monde enseignant à l'appui, on ne compte plus les métiers qui se déclarent touchés, et qui citent alors le sort des infirmières. A ce qu'il paraît, les journalistes éconómiques, mais aussi les professions du judiciaire, de la santé, etc. Depuis peu, les vétérinaires seraient atteints à leur tour, qui, il est vrai, s'agitent davantage d'animaux domestiques en ville et moins de vaches à la campagne.

C'est le contraire qui serait pourtant anormal et inquiétant. Depuis l'après-guerre, le taux d'activité de la population active féminine n'a cessé de se rapprocher de celui des hommes, 45 % contre 65 %. Et le mouvement, qui a de profondes racines sociologiques, ne s'arrêtera pas de sitôt. D'autant que la pression du chômage conduit à rechercher un emploi pour se prémunir des aléas de la vie.

Tout aussi logiquement, les femmes ne veulent pas limiter leur activité professionnelle à l'exercice de métiers jugés féminins, mal payés et souvent peu qualifiés : ouvrières (du textile), vendeuses ou secrétaires-dactylos. Non seulement ces emplois sont dévalorisés, mais l'évolution du marché du travail crée de nouveaux besoins. Des mutations ont lieu.

Au plus fort de ce qu'il était convenu d'appeler « la pénurie de main-d'œuvre qualifiée », à la fin des années 80, en outre, et en raison d'une tendance qui reprendra nécessairement son cours la crise passée, l'OCDE ne cessait d'alerter, dans ses rapports, sur la nécessité de faire appel au « gisement féminin », le seul qui soit encore disponible. A l'adresse de certains pays, dont la Grande-Bretagne et l'Allemagne, il recommandait de développer les équipements collectifs pour venir en aide aux mères de famille afin qu'elles puissent travailler.

Si toutes ces raisons ne suffisaient pas, il faudrait encore ajouter que la formation et les diplômes, chez les femmes, font partie des moyens, avec l'égalité professionnelle pour objectif, pour lutter contre des handicaps discriminants. Elles réussissent proportionnellement mieux leurs études et, en comparaison, obtiennent des distinctions plus élevées. Mais malheureusement, à niveau équivalent, elles n'obtiennent que rarement les mêmes postes et encore moins souvent les mêmes salaires. A quelques brillantes exceptions près, leurs carrières n'atteignent pas les sommets réservés aux hommes.

AU-DELA d'un mouvement irréversible, les difficultés surviennent là. Dans le choix des filières qui ne débouchent pas toujours sur un métier défini, faute d'orientation. Dans une surqualification qui engendre des frustrations et, pour les mêmes raisons, dans une concentration qui, par excellence, se retrouve dans la fonction publique (52,3 % des agents). Cela se voit encore avec la faible représentation féminine dans les carrières scientifiques et plus encore dans les domaines réservés de la technique. Surtout, et cela ne fait que confirmer la puissance des lieux d'autorité professionnelle et donc de pouvoir, on constate qu'elles sont peu représentées dans les grandes écoles d'ingénieurs. Significatif.

Pourtant les choses changent insensiblement. Que le tiers des élèves de l'ENA soient aujourd'hui des femmes en est le symbole, comme le sont toutes ces places progressivement gagnées dans les bastions autrefois masculins. Rien ne résiste vraiment à cette poussée, et des « pionnières » s'imposent pratiquement partout, y compris parce que les métiers très physiques ont,

eux aussi, évolué. A quel prix ? diront les femmes. Leur progression dans les professions libérales, jugées d'abord plus souples, montre que la liberté d'exercice s'accompagne de contraintes nouvelles. Pour s'accommoder professionnellement, il faut malgré tout sacrifier sa vie familiale. Signe des temps, l'alibi de la vocation ne fonctionne plus, et surtout ne justifie plus de mauvaises conditions de travail. La colère des infirmières et celle des assistantes sociales en témoignent. Désormais, la revendication des femmes est bien celle d'un emploi normal, sans faux-semblant ni excuse, pas même celle du deuxième salaire, trop longtemps regardé avec condescendance.

Après ? Celles qui ont atteint l'égalité et qui ne sont pas contestées le savent. Etre une femme, à un poste donné, permet aussi d'avoir des comportements professionnels différents. Certains employeurs l'ont bien compris qui savent utiliser ces compétences pour modifier les styles de management. Dans une verrerie où la situation était bloquée par des maîtres souffleurs, l'arrivée d'une femme ingénieur a facilité une réorganisation du travail. Parce que ces « machos » ne pouvaient plus, comme avant, jouer les gros bras.

Alain Lebaube



#### ■ Les pionnières

Gardien de la paix, pilote de ligne, souffleur de verre...  
par Jean Menanteau

#### ■ L'égalité à pas comptés

Beaucoup de progrès restent à faire  
par Marie-Béatrice Baudet

#### ■ La souplesse des professions libérales

Pouvoir exercer aux moments favorables  
par Marie-Claude Bettendor

#### ■ L'alibi de la vocation

Le facteur temps libre est souvent déterminant  
par Francine Alzicovici

page 26

#### ■ L'administration, un nouveau vivier

Majoritaires dans la fonction publique  
par Valérie Devillechabrolle

#### ■ Les sciences délaissées

Mener une politique volontariste  
par Catherine Leroy

#### ■ Vétérinaire salariée ou fonctionnaire

Soigner les animaux domestiques  
par Liliane Delwasse

page 27

#### MANAGEMENT

- Survivre aux crises
- Matra-Hachette au cœur du débat

page 28

#### TRIBUNE

- Harmoniser la formation des salariés en Europe

par Richard Walther

page 29

Gestionnaires, financiers, responsables de la communication, statisticiens...

### Des Organisations publiques ou Associatives

vous offrent des opportunités de carrières chaque semaine dans :

Le Monde  
INITIATIVES

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA  
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.  
IUA  
SAN FRANCISCO 220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

**Ph.D.** Doctorate of Business Administration for International Management

- Filière d'admission : Diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...
- Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation de 2 ans hors résidence.

**MBA** Master of Business Administration for International Management

- Filière d'admission 3<sup>e</sup> cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.
- Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :  
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris  
Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme associé en Asie : IUA HONG KONG

IUA  
SAN FRANCISCO

## Les pionnières

L'entrée dans les métiers masculins reste marginale

ON connaît les femmes gardiennes de la paix. Depuis peu, elles ont fait leur entrée dans les CRS. Connues aussi, les femmes pilotes de ligne ou capitaines au long cours, fiels masculins... et qui le demeurent. Il reste que ces fonctions, si elles sont exemplaires de l'entrée des femmes dans des métiers réputés difficiles ou masculins, demeurent marginales quant aux effectifs : « Les efforts des pionnières ne sont pas récompensés par leur insertion à l'emploi », note-t-on au secrétariat d'Etat aux droits de la femme.

Neuf femmes pilotes et mécaniciens naviguent à Air Inter sur un total de 890 personnes. Deux femmes sur un total de 220 travaillent dans les ateliers de mécanique ou de maintenance de la campagne. Une est instructeur. « Nombre d'entre elles m'ont confié que ces métiers techniques non seulement étaient parfaitement accessibles aux femmes, mais qu'ils n'étaient pas plus difficiles à exercer que d'autres », commente Jane Burton, directeur de la communication... et seule femme directrice de la compagnie. « Si elles n'ont réussi, c'est parce que nous n'avions une véritable passion à l'aviation, souvent dès l'enfance, comme le souligne encore Jane Burton; bien qu'aucun frein ne soit mis à l'embauche, les femmes ne pénètrent pas davantage ces métiers parce qu'elles n'y pensent pas nu départ ».

Ce qui signifie qu'à l'origine le blocage est bien culturel, psychologique, sociologique et éducatif. Les filles n'ont-elles pas accès à l'enseignement technique qu'au début des années 60? Une évolution notable se dessine cependant. Les « difficultés » des employeurs à recruter dans des métiers réputés peu attractifs – le bâtiment ou les travaux publics par exemple – y sont pour beaucoup.

De même qu'ils découvrent, pour les fontaines d'encadrement, que les jeunes filles sont en moyenne davantage diplômées que les garçons et qu'elles s'affirment, quoique timidement, dans les filières scientifiques et technologiques : en quatre ans les filières technologiques industrielles ont « gagné » quelque 500 filles supplémentaires. C'est ainsi

que selon une étude de l'ONISEP (1), et pour ne prendre que ces exemples, 1,3 % des emplois ouvriers dans le bâtiment sont des emplois féminins. En revanche près de 9 % des cadres sont des femmes. Dans les transports, environ 30 % des effectifs des instituts de formation de techniciens sont féminins contre 40 % dans les écoles de direction. Dans le secteur de l'aéronautique, les effectifs ingénieurs, cadres, techniciens, comprennent environ 15 % de femmes. Un pourcentage identique dans les écoles d'ingénieurs. En revanche dans la catégorie ouvriers, elles sont presque inexistantes.

### Sapeur-pompier

On peut encore découvrir une femme sapeur-pompier à Ajaccio, une conductrice de train en Indre-et-Loire, une conductrice de grue dans l'Essonne, une femme cariste dans l'Orne, formée par son mari qui n'a pas trouvé d'apprenti, une responsable d'atelier-tôle dans le Loiret, un agent technique forestier dans la Meuse, une prototypiste en emballage acier en Moselle... et une souffeuse de verre à Amiens (2).

Ces pionnières tendent à prouver que le secrétariat d'Etat se bat sur des exemples concrets. De fait ces métiers ouvriers et techniques – s'ils sont devenus effectivement ouverts depuis que la mécanisation a considérablement diminué la pénibilité des tâches – restent très marginaux.

Un des éléments généraux de réponse tient-il au fait que les espoirs mis dans une réelle mixité dans la formation technique n'ont pas été tenus, comme le laisse entendre une étude du secrétariat d'Etat aux droits de la femme? En effet, alors que le pourcentage de filles dépassait 10 % dans les bacs professionnels à leur création en 1987, il tombait à 8 % quatre ans plus tard.

Jean Menanteau

(1) Comment recrutent les entreprises : les dossiers de l'ONISEP.  
(2) Exemples extraits de 100 métiers pour les filles : dossier spécial de l'ONISEP, janvier 1993.

## La souplesse des professions libérales

Plus de possibilités de concilier travail et vie de famille



son activité à temps partiel, Maureen Montgomery doit se résigner à ne rentrer chez elle qu'à 20 h 30 trois soirs par semaine et à travailler plusieurs heures chaque samedi. « Et les clients deviennent de plus en plus exigeants, renchérit Hélène Buquet, ils nous voudraient disponibles à tout moment ».

Le métier d'avocat connaît un véritable rush parmi les étudiantes, mais l'équilibre entre les sexes tend à

se rétablir un peu plus tard, notamment parce que certaines quittent un temps la profession pour une période de disponibilité ou un congé de maternité. Parmi celles qui exercent, certaines le font à temps partiel, d'autres travaillent chez elles, d'autres encore étudient leurs dossiers et préparent leurs plaidoiries à l'heure où leurs enfants dorment... Membre associé d'un cabinet, Pascale Vitoux-Lepoutre, mère de deux jeunes

enfants, vient de réussir à se libérer le mercredi : « Volapueux ! », s'enchantait-elle.

### Une forte pugnacité

La situation n'est pas simple pour autant. Une récente enquête de la COFREMA sur le barreau de Paris montre que la charge de travail d'un avocat est très élevée : un sur deux fait plus de cinquante heures. Si c'est principalement le cas des hommes, un bon tiers des avocats ont le même horaire. Pascale Vitoux-Lepoutre, raconte ses amis, sortait de la maternité « le dimanche d'une main, le téléphone de l'autre ». Mère de grands enfants, Marie-Anne Gallot-Le Lorient, aujourd'hui membre du conseil de l'ordre, a vécu deux années d'enfance comme « un marathon ». Avec « le client qui vous appelle, les rendez-vous, la nécessité d'agir ou de se déplacer vite », le barreau est, dit-elle, « un métier dur où il faut se battre tout le temps ».

Chaque profession libérale présente, à des degrés divers, ce cocktail de contraintes et de souplesse. Si cette dernière constitue un atout indiscutable pour les femmes, ce serait une erreur de penser qu'elle est seule à les attirer : beaucoup apprécient simultanément ces métiers pour la possibilité qu'ils leur laissent de s'y consacrer avec passion aux périodes favorables. Au centre de formation du barreau de Paris, on souligne leur mordant de « fonceuses ». Beaucoup s'attachent à acquérir des spécialités ; et l'enquête de la COFREMA souligne leur « forte pugnacité au travail ». C'est la même pugnacité qui a fait de Marie-Josée Caumon la présidente du Syndicat des pharmaciens, d'Hélène Bonafant de l'Institut français des experts-comptables et commissaires aux comptes, pour ne parler que de quelques-unes des plus en vue. S'être mise « en réserve » un temps constitue certes un handicap difficile à remonter, mais, souligne Marie-Anne Gallot-Le Lorient, « avec de l'énergie on y arrive ». Et en tout état de cause on peut garder une vie professionnelle intéressante.

Marie-Claude Betheder

(1) Selon les recensements effectués à ces deux dates.

### La place des femmes

(en pourcentages des effectifs globaux)

PROFESSION	1982	1990
Médecins spécialistes.....	22	31,5
Médecins généralistes.....	13	27
Chirurgiens-dentistes.....	26	31
Psychologues et psychothérapeutes.....	71	73,5
Vétérinaires.....	12	27
Pharmaciens.....	49	52
Avocats.....	33	40
Notaires.....	4	12
Conseils juridiques et fiscaux.....	28	24
Experts-comptables et comptables agréés.....	11,5	16
Architectes.....	5	15
Huissiers de justice et divers.....	15,5	25

Source : INSEE

## L'égalité à pas comptés

La discontinuité des carrières constitue un handicap

SURTOUT pas de triomphe. L'égalité professionnelle hommes-femmes n'est pas pour aujourd'hui. Le débat, d'ailleurs, intéresse-t-il vraiment? De temps en temps, certains parlementaires s'en inquiètent et interrogent officiellement les gouvernements successifs sur l'état des lieux. Si, certes, quelques progrès ont été réalisés, globalement le bilan reste critique. Quelques chiffres, utiles à garder en mémoire : en 1991, le salaire des femmes est resté en moyenne inférieur de 24,10 % à celui des hommes dans le secteur privé. Qui plus est, il y a 2,5 fois plus de smicardes que de smicards.

Les causes de « la » différence sont répertoriées. Les femmes occupent en plus grande proportion des postes moins qualifiés que les hommes. Elles sont aussi davantage présentes dans les petites entreprises et dans des secteurs (textile-habillement, cuir-chaussures, commerce de détail...) où les salaires sont plus faibles. Les modes de rémunération sont différents : individualisation, compléments salariaux, système d'intéressement sont plus répandus pour les hommes que pour les femmes. Enfin, la discontinuité des carrières professionnelles concerne avant tout les femmes, ce qui a pour conséquence de freiner la promotion et les avantages financiers liés à l'ancienneté. « Vous avez la persistance d'une image négative, analyse Fabienne Grizeau, chargée de missions au

secrétariat d'Etat chargé des droits de la femme. Prenez des professions fortement féminisées comme les infirmières ou les secrétaires, vous constaterez une dévalorisation de l'emploi. En revanche, si vous vous intéressez à des métiers essentiellement masculins, la situation des rares femmes qui les exercent est plus avantageuse car elle tend à s'aligner sur celle des hommes ».

### La méthode douce

Comment sortir de cette boucle infernale? Le vote de la loi de 1983 sur l'égalité professionnelle a posé des principes sains mais dont l'application reste limitée. Ainsi, seulement un tiers des entreprises de plus de cinquante salariés établit, comme la loi le lui oblige, un rapport annuel de situations professionnelles comparées hommes-femmes. Quant à la mise en place des plans d'égalité professionnelle, elle reste timide ; jusqu'à aujourd'hui trente plans ont été signés.

Les contrats de mixité, qui s'adressent aux entreprises de moins de deux cents salariés et qui leur permettent d'obtenir des aides quand elles recrutent une femme ou lui accordent une promotion dans une profession où il y a 80 % d'hommes, semblent mieux accueillis : cinq cents contrats ont été conclus depuis 1988. Voilà pour la méthode douce.

C'est, en définitive, la seule quasiment employée car l'intervention des inspecteurs du travail n'arrive pas à couvrir l'ensemble du chantier. En 1986, mille sept cents observations écrites ont été notifiées à des entreprises qui n'avaient pas respecté l'article L.123-1 du code du travail, qui interdit de manière générale toute discrimination entre les femmes et les hommes, mais les procès-verbaux restent limités.

Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir et particulièrement dans un domaine : celui qui touche à la coexistence de la vie professionnelle et de la vie familiale. Les entreprises hésitent à recruter des femmes qui sont des mères en puissance et beaucoup se plaignent encore de ce fameux taux d'absentéisme féminin. « Une étude de l'INSEE a justement montré, explique Fabienne Grizeau, que les femmes, exception faite des congés pris en raison d'enfants malades, ne sont pas plus absentes que les hommes ». Un point-clé. Le secrétariat d'Etat avait en projet de faire voter une loi, parce qu'aucune disposition n'existe à ce sujet dans le code du travail, afin de fixer annuellement le nombre de jours accordé par l'employeur à chacun des deux parents en cas de maladie d'un enfant. Des jours non transférables d'un conjoint à l'autre. Histoire de les mettre chacun sur le même pied d'égalité.

Marie-Béatrice Baudet

## L'alibi de la vocation

Le temps libre l'emporte parfois sur le salaire

« C'EST parce qu'un n trop longtemps joué sur une supposée vocation des femmes à être infirmières ou enseignantes que ces professions sont mal payées », déplore Jacqueline Laufer, sociologue de formation et professeur au groupe HEC. En témoigne le mouvement de 1988 mené par les infirmières qui voulaient en finir avec l'image stéréotypée qu'ont certains médecins à leur égard. « Ni bonnes, ni honnêtes, ni connes », clamaient-elles dans les rues, note le rapport « Mission dialogue dans les hôpitaux » de Michèle André, à l'époque secrétaire d'Etat, chargée des droits de la femme. Les plus jeunes infirmières, qui ont lancé la grève, exprimaient ainsi leur besoin de considération et de reconnaissance de leurs compétences techniques et relationnelles face à un corps médical privilégiant leurs qualités de dévouement et de patience. Elles ont montré « qu'elles avaient les mêmes attitudes que les hommes à l'égard de leur emploi (...) qu'elles ne travaillaient pas pour recevoir un salaire complémentaire à celui de leur mari mais pour tenir leur place dans la société à côté des hommes et avec eux », ajoute ce rapport.

Les écoles d'infirmières rencontrent de plus en plus de difficultés pour recruter des candidates. « Ça ne se serait pas passé comme ça depuis si longtemps si on avait été des hommes »,

concluait une infirmière. A l'inverse, la profession d'instituteur était autrefois majoritairement exercée par des hommes. Leurs salaires n'étaient pas très élevés mais leur métier bénéficiait d'une image sociale forte et l'on ne se demandait pas s'ils avaient la vocation.

Avec l'évolution de la société, cette image s'est dégradée, conduisant les hommes à s'orienter vers des activités plus valorisantes et plus lucratives, tandis que les femmes ont pris leur place dans les écoles, pas forcément par vocation, mais parce que ce secteur leur offrait des emplois.

### L'autoélimination

Sans doute aussi parce qu'il leur laisse du temps libre pour s'occuper des enfants et de la maison, un rôle qui leur incombe toujours. Jacqueline Laufer préfère donc analyser les choix professionnels des femmes en termes de « déterminants psychoculturels » résultant de l'image que la société leur renvoie d'elles-mêmes. Dès le lycée commencent ce processus d'« autoélimination ».

Une enquête, réalisée auprès d'étèves de seconde, montre, en effet, que, parmi plusieurs critères de sélection de leurs futurs métiers, les garçons accordent une place prépondérante à l'ar-

gent, alors que les filles, qui réussissent pourtant aussi bien qu'eux dans les études, privilégient le temps libre. Ce qui, bien sûr, aura une incidence sur leurs salaires. Mais ont-elles vraiment le choix?

De même que les femmes parviennent à exercer des métiers traditionnellement masculins, dans l'industrie par exemple, elles acceptent des salaires d'embauche souvent inférieurs à ceux que l'on offre aux hommes. « Ce n'est pas que les femmes seraient moins exigeantes, mais elles savent mieux bien se vendre par manque de confiance en elles », estime Fabienne Grizeau, du secrétariat d'Etat aux droits de la femme. Et aussi parce que, aux yeux des employeurs, « elles ont un handicap, celui d'être femmes, ce qui, pour eux, signifie d'emblée qu'elles seront plus souvent absentes que les hommes ».

L'apparente acceptation des femmes de telles conditions ne signifie pas pour autant qu'elles considèrent leur paie comme un salaire complémentaire dans le couple. Dans une société où l'on compte un divorce sur trois mariages, un salaire complet est indispensable aux femmes, souligne Béatrice Ouin. Indispensable aux couples d'ailleurs, tant l'emploi s'est fragilisé pour tous, hommes et femmes.

Francine Alzicovici

مكتبة الأمل



INITIATIVES

DOSSIER • Professions au féminin

# L'administration, un nouveau vivier

De plus en plus nombreuses à servir l'Etat même si leur rémunération reste minorée

MAJORITAIRES dans la fonction publique en 1981, progressivement, les femmes ont été de plus en plus nombreuses dans l'administration civile de l'Etat. Ainsi en 1990, représentaient-elles 52,3 % des agents contre 50,4 % en 1982 selon les statistiques - encore provisoires ! - citées dans un rapport que le ministère de la fonction publique s'appuie à remettre au Parlement (1). Cette étude observe en particulier une percée des femmes dans les postes d'encadrement, même si le nombre d'élus reste encore symbolique.

Le plus grand classicisme caractérise la fonction publique du point de vue de la répartition des tâches entre les hommes et les femmes. Minoritaires dans les filières techniques et répressives (police et prisons), elles apparaissent en effet surreprésentées dans les professions intermédiaires de l'enseignement et du social ainsi que dans la catégorie des employés. Institutrices, femmes de service et employées administratives, tels sont les trois métiers de l'administration où le taux de féminisation frise, voire dépasse, les 70 %.

Cette répartition socio-professionnelle se reflète dans la composition des ministères. Les

femmes occupent les trois quarts des emplois de l'administration des affaires sociales tandis qu'elles pourvoient près des deux tiers des postes des ministères de l'éducation et de l'économie et des finances. A l'inverse, les hommes ont leur part dans les emplois de l'agriculture, de la pêche et de l'équipement et de l'intérieur. Et ce qui concerne cette dernière, la proportion de femmes devrait toutefois s'améliorer d'ici peu, compte tenu de la nouvelle mixité de certains concours de recrutement (commissaires de police, inspecteurs, gardiens de la paix...).

## Plutôt énarques que polytechniciennes

« Les progressions les plus spectaculaires de la féminisation de la fonction publique s'observent chez les cadres », souligne-t-on les auteurs du rapport. L'augmentation est notamment sensible dans la magistrature où la proportion de femmes s'est élevée à 40,5 % en 1990 contre 34,4 % en 1982. La gente féminine occupait aussi en 1991 un emploi de direction sur sept, soit deux fois plus qu'en 1982. Certaines administrations se montrent toutefois encore

timides en la matière. Le ministère des affaires étrangères ne compte jamais, par exemple, qu'une directrice sur... quarante-trois emplois à responsabilité. Dans les grands corps de l'Etat, les femmes occupaient en 1991 9,4 % des emplois contre 8 % en 1988. Mais la faiblesse du nombre de personnes concernées conduit toutefois à se garder de tout satisfecit.

L'inspection générale des finances d'ailleurs fait l'objet d'une nomination en conseil des ministres : trois postes d'ambassadeurs (sur 145), deux de préfets (sur 120) et 8 de direction d'administration centrale (sur 158). Treize élus au total auxquelles il convient d'ajouter l'unique représentant des trésoriers-payeurs généraux (sur 110 hommes) et une seule présidente de chambre régionale des comptes (sur 24).

Ces écarts devraient toutefois se réduire avec l'arrivée à des postes de responsabilités de promotions de jeunes diplômés de

plus en plus féminisés. Témoin de cette percée, les femmes sont déjà majoritaires dans la catégorie des cadres A (niveau licence) de moins de trente ans. Elles représentaient en outre près d'un tiers de la promotion sortie de l'Ecole nationale d'administration en 1990 contre moins d'un cinquième en 1979. Cette féminisation est, il est vrai, beaucoup moins sensible à l'Ecole polytechnique, où l'on compte toujours moins de 10 % de femmes par promotion.

## Le décalage de la pyramide des âges

Toutefois, si ces dames sont globalement plus nombreuses à servir l'Etat, leur rémunération reste sensiblement inférieure à celle des hommes à qualification égale (de plus de 17 %). Ces écarts proviennent essentiellement de la nature des emplois qu'elles occupent et d'une ancienneté souvent moindre. « Les femmes occupent des postes dont le taux de rémunérations annexes est plus faible que celui des emplois occupés par leurs homologues masculins », affirment les auteurs du rapport. Ainsi, dans la police ou dans certaines professions techniques, ont-elles moins tendance que les hommes à occuper les emplois soumis à sujétions spéciales.

A emploi égal, la pyramide des âges peut être différente en raison d'une féminisation plus tardive de la filière. C'est notamment le cas des professeurs de l'enseignement supérieur où la moyenne annuelle des rémunérations des hommes excède de près de 25 % celle des femmes, plus jeunes que leurs collègues masculins. « Enfin à âge égal, l'ancienneté des femmes est souvent inférieure à celle des hommes du fait des interruptions de carrière liées aux congés parentaux », précisent les rapporteurs.

Valérie Devillechabrolle

(1) En vertu de la loi du 7 mai 1982 relative à l'égalité d'accès aux emplois publics, le gouvernement est tenu de rédiger, tous les deux ans, un rapport à l'intention du Parlement sur la mise en œuvre de ce principe dans l'administration.



# Les sciences délaissées

Changer d'abord les comportements traditionnels

« DANS le domaine scolaire, où les progressions sont spectaculaires et incontestables, on est loin d'être parvenu à une véritable égalité. Trente années de mixité n'ont pas réussi à égaliser les destins scolaires des garçons et des filles. » C'est une véritable douche froide que déverse Christian Baudelot et Roger Establiet dans leur livre *Allez les filles* (Seuil). Surtout pour ceux qui, candides, croyaient au vu des statistiques que les filles avaient réussi à faire leur trou dans les milieux scolaire et universitaire.

Certes, les filles représentent la majorité des bacheliers (56,05 %) et des étudiants (53 %). Seulement, elles se cantonnent majoritairement dans les filières littéraires, tandis que les garçons se dirigent massivement vers les filières scientifiques et techniques. Ainsi, les sections A, G et B regroupent les deux tiers des bacheliers, tandis que les sections C, F industrielle et D rassemblent les deux tiers des bacheliers, selon les chiffres fournis par le secrétariat d'Etat chargé des droits de la femme.

## Le palier du troisième cycle

Dans l'enseignement supérieur, cette tendance ne fait que s'affirmer. Dans les universités, où le poids de la population étudiante a doublé en vingt ans, leur présence est particulièrement forte en lettres, langues et sciences économiques. On relevait toutefois une certaine percée des filles en droit (elles étaient 58 % de bac + 4 en 1990, contre 53,6 % en 1982) et en sciences économiques (51,9 % contre 40,5 %), mais aussi en médecine et en pharmacie.

En sciences, elles semblent avoir atteint un palier depuis quinze ans (un tiers des effectifs). Autre phénomène, même dans les disciplines très féminisées, les jeunes filles privilégient les diplômes de niveau bac + 4, et le taux des poursuites d'études au troisième cycle chute. Le secrétariat d'Etat aux droits de la femme perçoit cependant quelques signes encourageants pour l'avenir : « Depuis dix ans, dans tous les cycles, la féminisation progresse, sauf en sciences, mais les récentes progressions des étu-

diantes en DEUG sciences laissent entrevoir une légère percée en maîtrise et en troisième cycle. »

## Les écoles d'ingénieur, bastions masculins

Dans les classes préparatoires aux grandes écoles, on relève la même concentration de filles dans les prépas littéraires. Mais leur nombre reste stable : 66,2 % des filles en 1980-1981 et 68 % en 1991-1992. En revanche, dans les prépas économiques, elles progressent de dix points (42,9 % à 53 %) et dans les prépas scientifiques, bien qu'elles restent largement minoritaires, les filles s'en progressent pas moins de cinq points (17,5 % en 1980-1981, 22 % en 1991-1992).

La grande inégalité, on le retrouve dans les écoles d'ingénieurs, qui restent des bastions masculins, avec une petite évolution au fil du temps : 8 % d'étudiantes il y a vingt ans, 15 % en 1981-1982 et 20 % aujourd'hui.

Christian Baudelot et Roger Establiet résumant fort bien la situation lorsqu'ils écrivent : « Aux garçons les filières « promotionnelles » qui conduisent au pouvoir, à la maîtrise de la nature et aux affaires ; aux filles les filières « relationnelles » de la « loi non écrite » qui débouchent sur l'éducation, les carrières sociales et la santé. »

Reste à savoir pourquoi les filles se détournent des filières scientifiques et techniques. Pour Christian Baudelot et Roger Establiet, il est clair que ce phénomène a à voir avec les compétences des filles dans ces domaines. Ils l'expliquent plutôt par « l'internalisation même partielle des modèles des comportements traditionnels associés au statut des femmes ».

Reste à mener une politique volontariste d'ouverture des filières scientifiques et techniques, afin de secouer ce poids des pratiques sociales, scolaires et professionnelles. La campagne « C'est technique, c'est pour elle », lancée pour la deuxième année consécutive à l'initiative de Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée des droits de la femme, devrait contribuer à faire bouger les mentalités.

Catherine Leroy

# Vétérinaire salariée ou fonctionnaire

La majorité des diplômées se tournent vers une pratique au rabais

SUR la traditionnelle photo de classe, des étudiantes sages sourient. A bien y regarder, on discerne aussi des visages masculins. Cette classe préparatoire à l'école vétérinaire, familièrement appelée « véto » par les élèves, est l'une des trois du lycée Marcel-Berthelot à Saint-Maur. Sur 47 élèves, on compte 37 filles et 10 garçons. Un professeur se souvient : « Il y a encore quinze ans, la proportion était inversée. »

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1966, 5 % de filles entraient dans l'une des quatre écoles vétérinaires françaises, Maisons-Alfort, Lyon, Toulouse et Nantes. En 1969, 10 % ; en 1989, 30 % ; en 1991, la proportion est de 52 %. Une progression spectaculaire, à l'instar de ce que l'on voit dans d'autres pays à développement comparable : 60 % de filles poursuivent des études vétérinaires en Allemagne, au Canada et aux Etats-Unis. Les raisons de cette féminisation sont classiques de la féminisation de toutes les professions : les jeunes filles ont investi les études scientifiques, jusque-là réservées aux jeunes garçons, et y réussissent aussi bien.

Mais cette entrée en masse n'a pas été sans conséquences et a contribué à transformer le métier. Et, ce qui est plus surprenant, l'exercice de celui-ci n'a pas suivi le mouvement de féminisa-

tion des études, loin de là. Certaines spécificités expliquent ce phénomène. Le chiffre global des vétérinaires a doublé en dix ans. Il est actuellement d'environ dix mille. Les neuf dixièmes d'entre eux sont inscrits à l'ordre : ceux qui exercent en profession libérale dans leur propre cabinet, ou bien ceux qui sont salariés. Ils peuvent l'être soit d'un confrère (une situation interdite aux médecins, soit dit en passant), soit d'une entreprise. L'industrie agroalimentaire fait, si l'on ose dire, une grande consommation de vétérinaires.

Ni les vétérinaires aux armées ni les vétérinaires du service public, travaillant à la direction générale de l'alimentation (DGA) ou dans les institutions d'Etat, ne sont inscrits à l'ordre. Or, la grosse majorité des non-inscrits sont justement des femmes : elles choisissent d'être fonctionnaires.

## Pas les vaches

Elles s'orientent aussi massivement vers le salariat. On évalue à 18 % de l'ensemble les vétérinaires salariées. Mais cette situation concerne 35 % de la population féminine.

Un autre changement de taille : est-ce la nécessité d'une certaine force physique ? Le poids des habitudes ? Ou bien la miso-

gynie encore vivace de l'environnement ? Sans doute les trois à la fois : toujours est-il qu'elles ne sont pas encouragées à travailler en milieu rural et, selon l'expression consacrée, « ne font pas les vaches ». Elles produisent généralement leurs soins aux animaux de compagnie, chiens et chats. Beaucoup d'entre elles expliquent que soigner les petits animaux exige à peu près les mêmes motivations que pour être pédagogue.

Avant de s'installer, les vétérinaires commencent par se « faire la main » chez des confrères. Il s'écoule, en moyenne, neuf ans entre l'entrée à l'école et l'ouverture de son propre cabinet. Dans la promotion 1982, 35 % des diplômées ont été décernées à des femmes. Or, neuf ans après, en 1991, on n'en trouve plus que 23 % qui exercent la profession. Que sont devenues les autres ? Tout porte à croire, même si le nombre exact en est malaisé à évaluer, et pour cause, qu'elles exercent leur profession « au noir » sans être officiellement déclarées, comme assistantes d'un confrère, en général de leur propre mari.

Si elles sont mères de familles, elles trouvent l'avantage d'une souplesse horaire, ou même la possibilité d'un temps partiel. Mais la vue est à court terme : en cas de divorce, l'épouse n'existe pas en tant qu'associée,

et n'a aucun droit à un quelconque dédommagement financier. Même discrétion des femmes dans les instances dirigeantes. Sur les douze membres du conseil supérieur de l'ordre, on ne compte qu'une femme, Véronique Bianchetti. Dans les conseils régionaux, la proportion est encore plus affligeante : trois ou quatre membres sur cent cinquante représentent le sexe féminin.

Véronique Bianchetti coostate avec regret : « Elles restent encore très en retrait et ne s'investissent pas dans l'exercice de la profession comme les collègues masculins. » C'est sans doute l'un des rares métiers où les aménagements horaires, qui en rendent l'exercice compatible avec la présence d'enfants et la vie de famille, sont faciles. Mais le résultat est plutôt décevant : c'est l'émergence d'une pratique au rabais.

Une perspective, pourtant, que les jeunes filles qui peuplent aujourd'hui les prépas refusent même d'envisager : « Dans dix ans, affirme l'une d'elles, les habitudes mentales des femmes auront changé. Et par conséquent la pratique du métier. » Un métier, de toute façon, menacé par l'inflation galopante de sa démographie.

Liliane Delwasse

**ipse** L'Institut Polytechnique de Sevenans

90010 Belfort Cedex, propose à des jeunes ingénieurs mécatroniciens titulaires d'un DEA, désireux de valoriser leur formation, d'entreprendre une thèse dans le domaine des nouveaux procédés de mise en forme par déformation plastique en collaboration avec un important groupe industriel français (Bourse CIFRE, soit 108 000 F net annuel ; durée : 3 ans).

CONTACT : IPSE, division thermomécanique. Tél. : 84-58-30-00, poste 3040 ou 3102

**UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD**

**FACULTÉ JEAN MONNET**

Département de la Formation Permanente  
54 boulevard Desgranges 92331 SCEAUX Cedex

**EDITION ASSISTEE PAR ORDINATEUR**  
(5 avril 1993 - 9 juillet 1993)  
Cours à temps complet

**CONTENU DE LA FORMATION**

- 1 - Maquette - Mise en page - Typographie
- 2 - L'édition sur Macintosh  
La publication assistée par ordinateur (PageMaker, XPress)  
La numérisation  
La reconnaissance Optique des Caractères
- 3 - Le Dessin Assisté par Ordinateur  
Maîtrise d'Adobe Illustrator et Freehand  
Apprentissage de la couleur : initiation à PhotoShop

Pour tout renseignement et inscription, adresse ci-dessus.  
Tél. : (1) 40.91.18.20.

PRESSE

## « Rebondir », le mensuel des chômeurs

Donner à chaque demandeur d'emploi les moyens de s'en sortir

« **REBONDIR** n'a pas la prétention de faire baisser le chômage, mais l'espoir d'aider ses lecteurs ». Au chômage ou inquiet face à leur avenir professionnel, ils ont été 340 000 à acheter ce nouveau mensuel tout en couleurs, paru pour la première fois en janvier (le Monde du 6 janvier). « A ma connaissance, le seul magazine au monde destiné aux chômeurs », souligne sans déplaisir le directeur-fondateur Bertrand Lobry. Le mois dernier, après une première impression à 300 000 exemplaires, il a fallu réimprimer 40 000 exemplaires pour satisfaire la demande.

« L'idée d'un magazine pour les chômeurs tient la route à partir du moment où les chômeurs sont des « Messieurs-Tout-le-monde », pas des marginaux », remarque le fondateur.

Pour lancer *Rebondir*, celui-ci a réuni avec neuf autres actionnaires un capital de 1,5 million de francs, dont il détient 66 %. Ancien d'HEC, ancien chef de publicité à l'Expansion, puis administrateur d'un petit groupe de presse, il a réinvesti dans *Rebondir* le bénéfice tiré de la vente de *Défilé*, un magazine pour les créateurs d'entreprises qu'il avait lancé avec ses économies en 1983, puis revendu fructueusement en 1990, en pleine vogue de la création d'entreprises. *Rebondir* ne bénéficie d'aucune subvention publique, « comme tout vrai journal indépendant ».

4 000 lettres de lecteurs

Qu'est-ce qui poussera un chômeur à sacrifier 15 francs de ses allocations chômage pour l'achat de ce nouveau magazine ? « Nous donnons de façon claire des informations qu'il est toujours possible de trouver ailleurs, mais dispersées et mal exprimées. Les brochures des Assédic ou de l'ANPE sont peu lues car elles semblent trop compliquées », *Rebondir* donne des pistes, des trucs, des informations concrètes « pour que le chômeur trouve de lui-même les moyens de s'en sortir » : techniques de recherche d'emplois (passer le barrage de la secrétaire, rédiger un CV...), viviers d'emplois débusqués avec l'aide d'un réseau d'agences de presse régionales (EPI), d'une grosse société spécialisée dans le reclassement (ARCODEV), et de l'ANPE bien sûr. En janvier, l'équipe de *Rebondir* conseillait au lecteur d'aller prospecter du côté de l'Alsace, ou même du Canada. Ce mois-ci, c'est le Nord qui est à l'honneur, avec ses nouveaux emplois. Jean-François Collet, le directeur de l'ANPE, se réjouit de la naissance de *Rebondir* : « Tout renfort est le bienvenu. Les journalistes présentent de façon claire ce que nous faisons, et qui reste parfois dans l'ombre, comme les cercles de recherche d'emplois. Ils ont aussi des contacts avec certaines entreprises qui ne travaillent pas encore avec nous. Bref, nos activités sont complémentaires. »

« J'aurais je n'aurais reçu un tel

Pascal Kremer

Le Monde  
EDITIONS

**NIPPON**  
LE JAPON DEPUIS 1945  
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

MANAGEMENT

## Survivre aux crises

Les entreprises vont puiser leurs plans de riposte dans la stratégie militaire



ACCIDENT technologique, OPA, dépôt de bilan, restructuration sociale, ces événements

apparemment bétéroclites, ont pourtant un dénominateur commun : ils dégentent souvent en crise dans l'entreprise selon des mécanismes psychologiques et organisationnels réglés comme du papier à musique comme le montre aujourd'hui certains spécialistes tel Patrick Lagarde (1).

Ils vont licencier, un concurrent fait main basse sur l'entreprise, une explosion d'origine chimique a eu lieu dans l'usine, la faillite est déclarée, un événement soudain, exceptionnel et inattendu, assaille l'entreprise, venant rompre la quiétude quotidienne. Dès l'annonce officielle ou officieuse de l'événement, les cliquetis d'alarme s'allument dans toutes les têtes, chacun se sentant plus ou moins piégé par une mécanique que lui ne dépasse. Cette restructuration ne va-t-elle pas me conduire directement au chômage ? s'interroge tel ou tel cadre. Avec cette OPA inamicalle, ne vais-je pas perdre le contrôle de mon affaire ? s'inquiète ce patron. Tel chimiste de renom ne va-t-il pas devoir rendre des comptes sur la place publique de l'étendue de la pollution ?

Des séries B à épisodes

Un insupportable vent d'incertitude alourdit le climat de l'entreprise, justifiant les réactions d'effroi et les tentatives les plus irrationnelles pour sauver sa peau ou diminuer l'impact de l'affaire. Chacun s'organise fébrilement pour faire face à l'adversaire présumé désigné à la vindicte populaire : le « raider-carnassier », le « patron-boucheur », le chimiste, « suppôt de Satan ».

Appelé pour redresser l'entreprise, Georges Besse, ancien patron de la régie Renault, par exemple, s'était taillé une réputation de manager impitoyable avant même d'avoir mis en place son drastique plan de sauvetage. Mal averti, beaucoup de responsables méconnaissent l'impact psychologique de ces événements fortement chargés d'émotion. Propos de M. Gabetti, homme de confiance du camp des Agnelli lors de l'OPA sur Perrier qui a défrayé la chronique au printemps dernier : « Nous nous sommes trompés pour cette bataille devant si passionnée et pourquoi nous étions considérés comme des envahisseurs maladroits. »

Voici venu le temps des réu-

nions à outrance, des débats parlementaires de couloirs, des meetings secrets, le tout improvisé dans une cacophonie généralisée. Très vite, toute l'entreprise se met à vivre au rythme de la crise, chacun cessant plus ou moins toute activité.

En face, les états-majors, qui n'ont prévu ni plan d'urgence, ni communication de crise, se contentent de mesures improvisées et de déclarations intempestives ou s'enferment dans un mutisme fétide. Des faits particulièrement pénibles à annoncer occasionnent même des comportements de fuite. « Certains responsables sont paniqués, car ils doivent prendre la parole dans une situation difficile et troublée, et ont peur d'être accusés par leurs salariés », souligne Christophe Giniy, responsable du cabinet Rumeur Publique. Ils préfèrent donc donner l'information à la presse au risque de jeter une ambiance déplorable dans l'entreprise.

Panique, décisions déficientes, vide d'information relayé par les rumeurs déformantes, dès lors tous les éléments de la dynamique de crise sont réunis. Un vent de folie gagne rapidement toute l'entreprise, ses fournisseurs, ses clients et l'opinion publique, rendant la crise ingérable.

Projetées, volontairement ou non, dans l'arène médiatique, ces

affaires deviennent des séries B à épisodes. « Le choc des titons, La bataille rangée rebondit de plus belle. Portée de poker menteur autour de Perrier, Un armistice pour trois combattants... », voici quelques titres dignes de « Dailies » sélectionnés dans la presse économique au gré de la crise Perrier. Des dizaines d'acteurs entrent dans l'arène comme lors de la catastrophe de Furiani qui a mis pêle-mêle, sous les projecteurs, victimes, élus, administrations, experts, instances judiciaires, hôpitaux, assurances, etc.

Désamorçage de la poudrière

Bilan : la crise ébranle tout le corps social et laisse des séquelles économiques et humaines pouvant mettre en cause la survie même de l'entreprise. Au-delà du coût des pollutions et des restructurations, c'est le déficit d'image et la perte de confiance associée qui sera le plus lourd à porter. Les chimistes tels Union Carbide (Bhopal), Hoffmann-La Roche (Seveso) ou Sandoz (Bâle) sont passés par là. Dans le domaine financier, les conséquences ne sont pas moins lourdes. Le dépôt de bilan de La 5 et sa crise n'ont pas manqué d'entraîner Hachette dans la tourmente (voir encadré).

Catherine Lévy

(1) *La Gestion des crises*, de Patrick Lagarde, Me Graw-Hill, avril 1991, 326 pages.

## Matra-Hachette au cœur du débat

L'AN dernier, le dépôt de bilan puis la liquidation judiciaire de la Cinq avaient défrayé en crise sociale et médiatique. A l'annonce du plan social, la direction n'avait pas échappé aux insultes. Ni à la mobilisation générale de la rédaction contre l'adversaire : non seulement le plan était rejeté en bloc, mais tout dialogue avait été rompu. Tours de table et assemblées générales s'enchâssaient au milieu de la rumeur des huissiers et des fourneaux. « Un vrai méli-mélo, il y avait des banderoles et des callots sur tous les murs », raconte un journaliste.

Les répercussions de cette affaire risquent d'entraîner le groupe Hachette tout entier dans une crise encore plus grave, menaçant directement sa survie. Détérioration d'image, rumeur financière, situation d'échec à assumer, les dangers étaient grands.

Le premier choc digéré, l'entreprise, réalisant ses points de

vulnérabilité, adopte un management de crise pour se sortir rapidement de ce guépier, voire rebondir sur des bases plus solides. Sous la houlette de Jean-Luc Lagardère, une cellule restreinte élabore la stratégie de redéploiement. « Nos objectifs étaient triples : rassurer les milieux financiers, hostiles et furieux, détourner les concurrents intéressés au dépeçage, rassurer le personnel atteint par la perte d'image », souligne Thierry Funck-Brentano, responsable de la communication de crise.

Pendant plusieurs mois, une sous-cellule juridique-fiscale associant les partenaires financiers a notamment planché sur la solution économique (comblement du passif de la Cinq, recapitalisation du groupe, etc.). De son côté, la sous-cellule communication, qui, suite à une enquête rapide, avait mesuré l'ampleur des dégâts, se lançait tous azimuts dans une offensive de reconquête

d'image. Au cours des différents points presse et des réunions d'analyses financières, la disposition prévue est expliquée dans un langage clair et direct. « Perrier a perdu, nous avons obtenu le bénéfice du doute », précise Thierry Funck-Brentano.

Après de multiples épisodes, dont une tentative de rachat en octobre dernier, les actionnaires des trois sociétés du groupe (MMB - Multi Média Beaufort, la holding, Matra et Hachette) accordaient leur confiance à l'équipe de direction en votant à plus de 95 % l'intégrité du dispositif, ce qui se traduisait en particulier par la fusion de Matra et d'Hachette et le renforcement du contrôle managérial. Fin de l'épisode. Et nouveau challenge : en d'autres termes, éviter qu'elle ne se transforme à son tour en crise...

C. L.

Harmonise

مكتبة النهر



## INITIATIVES RENDEZ-VOUS

libérale  
TRIBUNE

# Harmoniser la formation des salariés en Europe

par Richard Walther

**C**OMMENT les entreprises européennes investissent-elles aujourd'hui dans la formation de leurs salariés ? Selon quelles caractéristiques spécifiques ? Selon quelles tendances d'évolution ? Quels sont les points forts, mais aussi les handicaps à surmonter en ce domaine ?

Autant de questions qui appellent une réponse urgente au plan de la Communauté européenne. Il devient clair que l'investissement dans les ressources humaines et, surtout, dans la formation et la qualification des salariés des entreprises européennes est un élément-clé de la réussite du marché intérieur et, surtout, de l'identité sociale et économique de l'Europe dans les prochaines années. Cet investissement constitue une des pierres angulaires de la compétitivité de l'économie de la Communauté dans une concurrence mondiale qui s'accroît. Un travail intense est en cours, dans le cadre du programme FORCE, sur la cohérence et l'interaction des différents dispositifs nationaux de formation professionnelle continue en Europe et sur la manière dont les initiatives prises dans chaque pays répondent aux besoins d'investissement dans la formation professionnelle et la gestion des ressources humaines.

Ce travail a permis la première publication des données disponibles dans les douze Etats membres concernant la formation professionnelle continue. Il donne lieu, en ce moment, à une analyse, avec les experts de ces Etats membres, sur les possibilités de lecture comparative et coordonnée de la diversité des structures et des pratiques de formation. Il aboutira, en 1994, à une enquête EUROSTAT sur les critères et modalités d'investissement de la formation professionnelle continue des salariés de toutes les entreprises de la CEE.

**M**AIS il est possible, dès aujourd'hui, de donner quelques indications sur la situation de la formation des salariés et ses besoins de transformation.

L'Europe est dans une phase de progression. Il convient de l'affirmer, le discours sur l'investissement-formation est devenu une réalité dans la plupart, sinon dans l'ensemble des pays. Un indice montre clairement cette réalité, celui de l'évolution de la dépense des entreprises. En Allemagne, cette dépense est passée de 3,1 milliards de deutschemarks en 1980 à 26,7 milliards en 1987. Les dépenses de formation professionnelle des entreprises dépassent celles du système dual. Durant la

même période, la France a connu une évolution similaire, passant d'une dépense de 1,1 % de la masse salariale en 1971 à 3,14 % en 1990, tandis que les Pays-Bas, qui dépensent 0,8 % du PIB en 1982 pour la formation, y ont consacré 1,2 % du PIB en 1990.

Ces chiffres ne suffisent pas, à eux seuls, à démontrer la progression de la formation. D'autres facteurs comme la durée ou la nature des formations sont à prendre en compte. Mais la progression de ces dépenses indique le poids économique de cette formation, c'est-à-dire son importance dans les investissements des entreprises.

L'Europe est dans une phase d'évolution. S'il est difficile de répertorier l'ensemble des évolutions en cours dans les dispositifs de formation des différents pays, il est possible d'en indiquer les grandes lignes.

La première de ces évolutions est la redéfinition en cours de nouveaux cadres à la formation. Ce qui est vrai pour la France (accord interprofessionnel du 3 juillet 1991 et loi du 31 décembre 1991) est également vrai pour le Portugal, qui a adopté, en 1992, deux décrets-lois sur les finalités et modalités de réalisation de la formation professionnelle continue, ou pour l'Espagne, qui vient de signer, en décembre 1992, un accord entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux, fixant le financement de la formation par les entreprises jusqu'en 1996. D'autres pays ont évolué ou vont aller dans le même sens, comme le Danemark, le Luxembourg ou la Grèce. En clair, il semble que nous soyons dans une période où les différents Etats membres éprouvent le besoin d'asseoir leurs systèmes de formation sur une base nationale, indiquant ainsi la priorité que cette formation représente pour le pays.

La deuxième évolution concerne la définition de nouveaux modes d'accès des salariés à la formation. Aux Pays-Bas, une partie des conventions collectives contiennent des dispositions de promotion de la formation. L'Italie, qui ne connaît pas de droit législatif en matière de formation, a adopté, au travers de deux conventions collectives (métal et textile), un droit à l'étude octroyant un crédit d'heures calculé par entreprise et pour une période de trois ans. Le Portugal vient d'adopter une bourse de formation pour travailleurs, payée à la fois par l'entreprise pour le salarié et par les pouvoirs publics pour les frais de formation. Des accords entre employeurs et salariés aboutissent, en Grande-Bretagne, à des possibilités individuelles de formation. Bien que timides, ces nouveaux modes d'accès

indiquent que le temps de la formation commence à entrer dans le temps de travail.

D'autres évolutions, comme le co-investissement entre employeurs et salariés ou la création de nouveaux partenariats de formation au plan sectoriel ou régional, montrent qu'à travers la diversité des structures se dégagent des évolutions convergentes qu'il convient d'analyser en profondeur pour mieux en comprendre la nature et les synergies possibles au plan communautaire.

L'Europe connaît un besoin de transformation des dispositifs existants.

Tout d'abord en ce qui concerne le nécessaire passage de la formation adéquate à la formation qualifiante. Actuellement, la moyenne de durée des formations réalisées par les entreprises européennes dépasse rarement une semaine par an et par salarié formé. De même, les taux d'accès à la formation des salariés montrent qu'il existe des pays où moins d'un salarié sur dix a une possibilité, dans une année, d'accéder à une action de formation.

Cette durée et ce taux de probabilité sont trop faibles pour réaliser ce qui, dans la Communauté européenne, constitue pour les employeurs comme pour les syndicats une nécessité évidente : le choix d'un système de formation continue tout au long de la vie active, avec possibilité pour les salariés d'accéder à des qualifications leur permettant d'évoluer au rythme des transformations industrielles, économiques et sociales.

Un autre besoin de transformation concerne l'accès à la formation des salariés des PME. Alors que celles-ci constituent près de 90 % du tissu industriel européen et produisent plus de 60 % du PIB, l'écart entre les grandes entreprises et les PME qui déclarent assurer la formation de leurs salariés est de 1 à 4 pour un pays comme l'Espagne et de 1 à 2 pour un pays comme le Royaume-Uni.

Cela signifie que l'effort de formation demande à être réorienté vers les entreprises qui assurent à la fois le plus de créations d'emplois et les innovations technologiques les plus significatives. Cela implique aussi la nécessité d'une réflexion sur des contenus (équipements et méthodologies de formation) qui prennent en compte la relation étroite qui existe de plus en plus entre formation et situation de travail et

sans laquelle il n'y a d'avenir ni pour le développement de la formation dans les PME ni pour la formation des salariés tout au long de la vie active.

**Q**UEL sera l'avenir de la formation professionnelle continue en Europe ?

Il résultera de la volonté des Etats membres à inscrire leurs initiatives de formation professionnelle continue dans une complémentarité et une coopération, seules capables de leur permettre une réponse concertée aux défis communs de compétitivité des entreprises et de compétences des salariés. Au regard des débats en cours, ces complémentarités ou coopérations doivent porter sur les points suivants : meilleur accès des salariés à la formation, plus de formations qualifiantes, un renforcement du rôle des partenaires sociaux dans la détermination des objectifs et des contenus de formation, un transfert plus efficace des innovations d'un pays à l'autre.

L'avenir dépendra aussi de la capacité de tous les acteurs européens (entreprises, organismes de formation, partenaires sociaux...) à entrer dans des partenariats transnationaux, tels ceux du programme FORCE, où s'élaborer, en commun, des réponses communautaires concrètes.

En fin de compte, l'important dans l'avenir des dispositifs, ce n'est pas tant leur capacité à devenir proches et semblables que la mise en synergie de leurs différences. Celle-ci constitue une richesse pour inventer des solutions à la mesure des enjeux que représente la formation professionnelle continue pour chaque Etat membre et pour l'ensemble de la Communauté européenne.

► Richard Walther est directeur du bureau d'assistance technique FORCE.

## STAGES

**Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.**

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20. STAG'ETUD 12, av. Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-99.

### PERSONNEL

◊ Lieu : La Défense. Date : mars. Durée : 5 mois. Ind. : 5000 F/mois. Profil : bac + 4, gestion des ressources humaines, convention de stage. Mission : participation à la mise en place d'un logiciel ressources humaines, participer à l'activité du service formation (plan de formation). 03943.

◊ Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1726 F/mois. Profil : bac + 5, gestion des ressources humaines, convention de stage. Mission : étude sur la gestion des commerciaux. 03881.

◊ Lieu : Suresne. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, anglais souhaité, contrat de qualification. Mission : identification et présélection de candidats, visite des salons professionnels, collaboration avec deux consultants. 03748.

### MARKETING

◊ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1650 F/mois. Profil : bac + 4, économie, gestion, connaissances en économie industrielle appréciées, convention de stage. Mission : réalisation de courtes études de secteur économique industrielle. 03762.

◊ Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 1-2 mois (impératifs possibles). Ind. : 6000 F/mois. Profil : bac + 4-5, école de commerce / DESS communication / marketing, anglais indispensable, TTX, convention de stage. Mission : mar-

keting direct et documentation : mailing, newsletters, documents, séminaires internes-externes, aide à la préparation et suivi des expositions. 03973.

◊ Lieu : Rouen. Date : avril. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, marketing + marketing téléphonique et possible, convention de stage. Mission : gestion, organisation et suivi de l'activité marketing. 03789.

### VENTE

◊ Lieu : Arnas (69). Date : mars. Durée : 2 mois minimum. Ind. : 2000 F fixe + commissions. Profil : bac + 2-3, commerce, connaissances secrétariat convention de stage. Mission : organisation commerciale d'une société de télécommunication. 03944.

◊ Lieu : Saint-Denis. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, commerce, marketing, convention de stage. Mission : création d'un fichier client / prospect + actions de mailing. 03938.

◊ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, connaissances commerciales, convention de stage. Mission : diverses activités dans le domaine commercial. 03908.

◊ Lieu : Paris-RP. Date : immédiat. Durée : 2-3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, connaissances commerciales, convention de stage. Mission : visiter les points de vente et vérifier qu'ils soient en adéquation avec les qualités requises, établir des rapports de visites (vitrine, aménagement intérieur, présentation des produits, accueil, compétence des vendeurs). 03900.

◊ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois (horaires aménagés / études). Ind. : fixe + commissions. Profil : bac + 3, pratique de la vente. Mission : prospection, relations commerciales par téléphone, vente d'abonnements. 03908.

◊ Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 3-6 mois. Ind. : 1600 F + charges + primes. Profil : bac + 1-3, goût des contacts, convention de stage. Mission : participation commerciale et administrative au développement d'un service existant. 03897.

◊ Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F fixe + commissions + prime 1500 F objectifs réalisés. Profil : bac + 1, attirance pour contacts téléphoniques, convention de stage.

◊ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3-4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, lettres, communication, économie, bonne connaissance du Mac exigée, convention de stage. Mission : suivi des dossiers de presse dans le domaine de la régulation publicitaire. 03859.

Mission : prospection commerciale auprès d'un fichier déjà existant, remise à jour, développement du portefeuille clients. 03659.

### INFORMATIQUE

◊ Lieu : Bussey-St-Georges / Marne-la-Vallée. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % SMIC + 0 à 2000 F/mois. Profil : bac + 2, technicien informatique, connaissances PC, Macintosh, réseaux, expérience minimum dans le support informatique + anglais, convention de stage. Mission : remises à niveau du parc informatique. 03788.

◊ Lieu : Bussey / Marne-la-Vallée. Date : immédiat. Durée : 2-3 mois. Ind. : 30 % SMIC + 0 à 2000 F/mois. Profil : bac + 1-2, BTS Télécom, bonne connaissance PC, convention de stage. Mission : aide sur différentes activités de développement. 03789.

◊ Lieu : Lisses (91). Date : immédiat. Durée : 2-3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 minimum, programmation informatique, connaissances SGDD, langages SQL, convention de stage. Mission : programmer une gestion des stocks (matières premières / formules) à partir du SGDD ACCESS. 03933.

### COMMUNICATION

◊ Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3000 F. Profil : bac + 4 minimum, connaissances informatiques souhaitées, convention de stage. Mission : rédaction d'une documentation d'applications informatiques sur micro-ordinateur. 03828.

◊ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 2000 F. Profil : bac + 2-4, ESC communication, convention de stage. Mission : organiser et développer un centre de documentation de la société, suivi des dossiers de presse dans le domaine de la régulation publicitaire. 03859.

### PUBLICITÉ

◊ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3-4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, lettres, communication, économie, bonne connaissance du Mac exigée, convention de stage. Mission : suivi des dossiers de presse dans le domaine de la régulation publicitaire. 03859.

◊ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2-3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, lettres, communication, économie, bonne connaissance du Mac exigée, convention de stage. Mission : suivi des dossiers de presse dans le domaine de la régulation publicitaire. 03859.

◊ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2-3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, lettres, communication, économie, bonne connaissance du Mac exigée, convention de stage. Mission : suivi des dossiers de presse dans le domaine de la régulation publicitaire. 03859.

◊ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2-3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, lettres, communication, économie, bonne connaissance du Mac exigée, convention de stage. Mission : suivi des dossiers de presse dans le domaine de la régulation publicitaire. 03859.

## A la découverte des techniques japonaises ...

**Vous êtes jeune ingénieur d'une entreprise française ou**

**jeune diplômé, Ingénieur ou titulaire d'un DEA.**

Par le COMITE FORME, vous pouvez acquérir une formation en R et D au Japon.

Après un apprentissage intensif du Japonais, vous effectuerez un stage dans un laboratoire public japonais (6 à 12 mois), puis un stage dans une entreprise japonaise (6 mois).

**DOMAINE : Sciences et Techniques Appliquées à l'Industrie.**

Envoyez CV + photo au COMITE FORME  
17, rue Hamelin - 75783 PARIS CEDEX 16  
Tél : (1) 47 27 21 67

フランス-日本工業技術協会

SOCIÉTÉ FRANCO JAPONAISE

**COMITE FORME**

DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES

## Le 2<sup>ème</sup> Cycle Gestion du Personnel et des Ressources Humaines

IGS institut de gestion sociale

Demain vous serez en entreprise

- Responsable du Personnel
- Responsable de la Formation
- Responsable du Recrutement
- Directeur des Ressources Humaines

**RENTREE EN MARS 1993**

Admission : fin de l'année BAC, Brevet, BTS, Licence  
Concours : inscriptions immédiates  
IGS 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret  
Réglementation prise d'enseignement technique supérieure

GRUPE IGS

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
 Age : \_\_\_\_\_ Niveau d'études : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_  
 Code Postal : \_\_\_\_\_  
 Veuillez renvoyer une brochure détaillée du 2<sup>ème</sup> cycle de Gestion du Personnel.  
 IGS, 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret - Tél. (1) 47 57 31 41 Le Monde 16/02/93

## LES DIRIGEANTS

**SONACOTRA**

**DIRECTEUR  
RÉGIONAL  
FRANCE SUD**

**POSTE BASÉ À LYON**

Avec aujourd'hui 1200 personnes, la SONACOTRA gère 360 établissements et réalise 1 Milliard de CA.

Membre du Comité de Direction, secondé par 3 adjoints, vous êtes responsable de 23 unités géographiques représentant 27.000 lits.

Vous êtes responsable de la bonne gestion et du développement de votre région (CA : 365 MF), et de la maintenance technique de votre patrimoine.

Ce poste implique une charge de travail importante et suppose, outre l'animation d'une équipe de 300 personnes, un dialogue permanent avec les élus, les pouvoirs publics et les associations.

Vous êtes prêt à mettre votre énergie et votre créativité au service d'un enjeu social dont vous mesurez toute l'importance.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueil-Malmaison sous la référence 73.7273/LM, portée sur lettre et enveloppe.

**Mercuri Urval**

Important groupe industriel anglo-saxon  
crée le poste de

**Senior Property  
Executive France**

A partir de l'inventaire des réserves et terrains libérés et de l'étude de leur potentiel, vous aurez la responsabilité de la stratégie de reconversion foncière et de son application.

A 30/40 ans, de formation supérieure, vous possédez une expérience foncière et plus particulièrement dans le domaine de la reconversion, de la mise en valeur et de l'aménagement de sites.

Votre sens commercial ainsi que votre autonomie vous permettront de mener des négociations de haut niveau avec les collectivités locales et autres partenaires institutionnels et industriels. Une bonne maîtrise du droit français dans le domaine foncier ainsi que l'anglais courant sont indispensables.

Ce poste basé à Paris nécessite des déplacements fréquents dans toute la France.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature en langue anglaise sous réf. 47110 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

**CARRIÈRES  
INTERNATIONALES**

*Postes basés à l'étranger*

**INTERNATIONAL TRAINING  
CENTRE OF THE ILO**  
Turin, Italy

**Chief of Finance Services**

In senior financial management, good command of English, including drafting ability. Good working knowledge of French and Italian desirable. P.C. benefits. Experience within the United Nations system would be an advantage. Free of tax emoluments, including cost of living allowances, ranging from US \$ 46,433 (single) to \$145,533 (with dependants) per annum. Contributory pensions and health scheme.

Please send detailed CV no later than 15 March 1993 quoting ref. 8/1992 to: PERSONNEL OFFICE, INTERNATIONAL TRAINING CENTRE OF THE ILO, 125 Corso Unita d'Italia - 10127 TORINO (ITALY) Fax: (39 11) 66 38 842 - Tél. (39 11) 69 361.

Applications will be considered only if their candidature is under serious consideration.

The International Training Centre of the International Labour Organization (a United Nations specialized Agency) has a vacancy in TURIN (ITALY) for a senior management position with full responsibility for all financial, accounting and budget management functions.

Applications are invited from chartered accountants or certified public accountants with wide experience.

**Groupe Industriel Français de renommée mondiale**

Connus et reconnus, en France comme à l'étranger, pour la qualité de nos produits et celle de nos équipes, nous intervenons partout dans le monde comme maître d'œuvre de grands projets industriels. L'actuel titulaire du poste étant appelé à de nouvelles responsabilités au sein du Groupe, nous recherchons notre nouveau :

**DIRECTEUR FINANCIER**

**Région Nord Environ 600 KF +**

- Vous appuyant sur une équipe solide et compétente (mais qui a encore besoin d'un leader), vous couvrirez l'ensemble des responsabilités généralement attachées à cette fonction, avec toutefois une dimension particulière que vous devrez personnellement maîtriser : la fiscalité internationale.
- Conseil des opérationnels, vous serez fortement impliqué dans le développement de nos activités, en France comme à l'étranger.
- De formation supérieure à dominante comptable et financière, vous justifiez d'environ 15 années d'expérience dont une partie acquise en qualité de Directeur Financier d'une entreprise industrielle (BTP, Ingénierie...) ayant réalisé avec succès des contrats importants à l'étranger. Vos qualités humaines, votre sens du conseil et votre adaptabilité feront votre réussite dans ce poste difficile mais d'une richesse assez extraordinaire.
- Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV sous réf. C 374 à ERNST & YOUNG Conseil, 51 rue Louis Blanc, Cedex 75, 92037 Paris La Défense 1 qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

**ERNST & YOUNG**  
CONSEIL

**DIRECTEUR DES PROGRAMMES**

L'Organisation du Baccalauréat International (OBI) recherche un directeur des programmes pour en assurer l'actualisation, le développement, la mise en application et l'évaluation.

L'OBI est une organisation internationale non-gouvernementale offrant un cursus et un examen pré-universitaires pour des élèves de 16-19 ans. Actuellement le programme est instauré dans des établissements de 66 pays et le diplôme du baccalauréat international est reconnu par plus de 700 universités et institutions d'enseignement supérieur à travers le monde.

Le poste - qui pourrait éventuellement faire l'objet d'un détachement - consistera à diriger et animer une petite équipe qui a été constituée pour servir d'appui au développement des programmes et des examens, et à assurer une liaison étroite avec les enseignants, les examinateurs, les consultants et les cadres administratifs. Lieu de travail : bureaux de l'OBI à Cardiff, Pays de Galles. Début : 1er septembre 1993.

Les candidats devront démontrer qu'ils sont familiarisés avec la théorie du développement des programmes et qu'ils en ont l'expérience pratique. Ils devront également avoir une expérience récente et réussie de la profession enseignante au niveau secondaire supérieur. Autres facteurs pris en considération : connaissance de l'OBI et de son programme, bonne maîtrise de l'anglais et éventuellement de l'espagnol.

Pour obtenir de plus amples renseignements ainsi que les documents de candidature, prière d'écrire au Directeur des examens, Bureau des examens du Baccalauréat International, Pascal Close, St Mellons, Cardiff, South Glamorgan, Wales CF3 0YP, Grande Bretagne (tél. + 44 222 770 770 - Fax + 44 222 770 333).

Date limite de réception des formulaires de candidature, dûment remplis et accompagnés des références : 8 mars 1993.

**GRUPPO GULLIN**

650 MF - 400000 Lit. - 9 Sociétés

**Un poste de responsabilité internationale européenne**

Le Gruppo Gullin coté en bourse est leader sur le Marché de l'emballage plastique pour le secteur alimentaire. Composé de sociétés industrielles et commerciales, il constitue une équipe soudée et dynamique, il connaît une importante croissance et un développement constant qui l'amène à rechercher un Directeur du Budget et du Contrôle de Gestion.

En relation directe avec le Directeur Général et avec le Directeur Financier, vous prenez en charge l'élaboration et le suivi du processus budgétaire. La plus grande partie de votre responsabilité sera exercée sur le terrain où vous êtes le représentant de la politique financière du Groupe.

En relation étroite avec les Directeurs des Sociétés, vous répondez de l'élaboration des budgets des Sociétés. Vous coordonnez l'établissement des prix de revient et vous êtes en place d'un contrôle de gestion homogène. Vous garez la cohérence des prévisions, analysez les écarts et proposez les solutions à mettre en œuvre.

Agé de 35/40 ans, vous possédez une formation d'ingénieur et de gestionnaire de très bon niveau et une expérience réussie d'au moins 5 ans dans une fonction similaire.

Ce poste requiert rigueur et précision, ainsi que de réelles qualités de contact, de persuasion et d'écoute.

Motivé par la perspective d'un poste à responsabilité, vous êtes présent sur l'ensemble de l'Europe, vous pratiquez un anglais courant.

Envoyez votre candidature : CV détaillé et photo sous réf. 9325/02 à notre Conseil.

BERNARDINI  
PARIS  
LYON

CEBIL  
Charles Cebili  
BP 1493  
25000 BESANCON CEDEX

مكازم النصل



## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

### RESPONSABLE JURIDIQUE Groupe industriel

**Alsace** - Dans le cadre de sa politique de développement, le holding d'un important groupe industriel renforce ses structures et recherche un responsable juridique. Intégré aux services du siège, il aura en charge le secrétariat juridique des sociétés filiales, la gestion des contrats d'assurance, le contentieux ainsi que l'assistance auprès des opérationnels du groupe. Ce poste, à fortes responsabilités, s'adresse à un candidat de formation spécialisée (Droit + DEA, DJCE...),

dont l'expérience professionnelle de 5 à 10 ans, acquise en entreprise ou en cabinet, lui permettra de prendre en charge rapidement et en complète autonomie la gestion des dossiers. Le poste évolue dans un environnement international et nécessite la pratique courante de l'allemand et si possible de l'anglais. Écrire en précisant la référence S/0257M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

### RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

**Rhône-Alpes** - Au sein d'un groupe bancaire de dimension internationale, nous sommes une banque régionale de tout premier plan. Nous recherchons pour notre succursale lyonnaise le responsable du service juridique et contentieux. Il animera une équipe à la tête de laquelle il optimisera le traitement et le suivi des dossiers contentieux. A la fois créatif et organisateur, il mettra en place et développera - en véritable chef d'orchestre - une politique active de prévention au sein du réseau (formation, information...). Agé de 28 ans au moins, de formation juridique (maîtrise, DESS, DEA, ...), vous possédez une expérience de plusieurs années dans

le service contentieux d'une banque, au sein d'un service juridique d'une entreprise ou bien encore en tant qu'avocat dans un cabinet d'affaires. Vos qualités personnelles (charisme, sens de la communication et de la pédagogie, ...) vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre structure. La rémunération sera à la hauteur du potentiel recherché. Pour cette belle opportunité très évolutive, merci d'écrire à Didier BONNEFOY en précisant la référence V/0014M - PA Consulting Group - 78, bd du 11 Novembre 1918 - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

### FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL

Filiale du Groupe FRAMATOME, FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL (6300 personnes dans le monde) est un des leaders mondiaux du marché de la Connectique, notamment pour les industries de haute technologie.

Le Groupe F.C.I. recherche pour son Département Audit un

#### AUDITEUR INTERNE INTERNATIONAL

qui conduira les audits financiers et comptables dans des unités industrielles et commerciales en Europe. Le candidat retenu participera en outre aux évaluations d'entreprises et à d'autres opérations financières (acquisitions/absorptions, accords de coopération...).

Un diplôme de haut niveau en Management/Finance (MBA français ou européen) et une solide formation supérieure comptable (DEC) sont nécessaires, ainsi que plusieurs années d'expérience de l'Audit, acquises dans un grand cabinet international d'Audit ou dans l'industrie. La connaissance de la comptabilité internationale (GAAP) et des procédures d'audit standards est indispensable.

Nous recherchons un cadre impliqué et motivé, possédant une réelle aisance rédactionnelle et orale. Il devra être parfaitement bilingue français/anglais (les rapports d'audits sont établis et présentés dans ces deux langues). Une autre langue européenne serait un plus.

Ce poste attractif est basé à Paris La Défense. Il offrira de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe. Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée) sous la référence AW/5473 à



**FRAMATOME CONNECTORS  
INTERNATIONAL**

Important groupe industriel français de dimension internationale, intervenant dans le domaine de la haute technologie, recherche son

### Responsable du Service Gestion des Opérations Douanières

Paris

Véritable garant des procédures douanières votre mission consiste à organiser et conseiller les différents services opérationnels internes sur le transit des marchandises à l'importation et à l'exportation. A ce titre vous animerez un service de 3 personnes.

Agé de 35/40 ans et après une formation de type Ecole Nationale des Douanes ou Droit International.

vous avez acquis une solide expérience dans une administration des douanes ou une entreprise industrielle.

L'anglais sera un atout supplémentaire.

Contactez Christophe Duchatellier, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. CD8772MO.



**Michael Page Tax & Legal**

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE (PARIS)  
RECHERCHE, POUR SA DIRECTION DES AFFAIRES FISCALES, UN

### Fiscaliste Entreprises

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous serez principalement chargé d'étudier les aspects fiscaux des financements d'investissements professionnels.

De formation supérieure BAC + 5, DESS de fiscalité ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou en cabinet de conseil ou d'audit.

Ce poste requiert une forte motivation pour la fiscalité des entreprises.

Une bonne connaissance de la fiscalité immobilière et du crédit bail constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et prétentions), sous référence 47126, à ORGANISATION ET PUBLICITE, 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

### Responsable Juridique France Paris

**ARJO WIGGINS APPLETON**, l'un des premiers groupes papetiers européens (CA 25 milliards de F.), recrute son Chef du Département Juridique France.

Rattaché au Secrétaire Général en Grande-Bretagne et à la tête d'une équipe de juristes, vous interviendrez sur le suivi des filiales françaises et étrangères (droit des sociétés, M & A...), la négociation et la rédaction des contrats français et internationaux et suivrez les contentieux.

Agé d'environ 35 ans, de formation juridique supérieure, vous parlez et écrivez couramment l'anglais (allemand ou italien apprécié) et vous justifiez impérativement de 8 ans d'expérience du droit des affaires acquise en entreprise ou en cabinet.

Vos qualités personnelles de rigueur, votre sens commercial très marqué et votre facilité de contact vous permettront de devenir l'interlocuteur privilégié des différentes divisions opérationnelles et de susciter leur confiance au sein de ce groupe performant riche de perspectives.

Contactez Antoine GOLDSCHMIDT, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° Tél. + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. AG8839MO.



**Arjo Wiggins Appleton**

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



Leader Européen de la propulsion spatiale, au cœur des grands programmes civils et militaires, français et Européens, la SEP s'ouvre aussi de nouveaux horizons industriels en développant ses compétences notamment dans le domaine des matériaux composites.

Nous souhaitons renforcer notre fonction juridique par un(e)

### Juriste H/F Droit privé et International

Diplômé d'Etudes Supérieures, justifiant d'une expérience minimum de quatre ans dans une entreprise industrielle à vocation internationale. Au sein de la direction juridique, vous contribuerez au traitement de tout problème relevant aussi bien du droit des affaires que du droit des sociétés dans un contexte international mettant en jeu des entreprises industrielles, des organismes et des gouvernements. L'anglais est impératif, l'allemand est souhaitable.

Merci d'adresser votre CV motivé à Joseph GAUDIN, SEP - 24, rue Salomon de Rothschild 92150 SURESNES.

Grand Groupe Français, leader dans son secteur, recherche un

### Juriste droit public

PARIS

**LE POSTE :** Conseil, assistance et négociation, suivi, en droit public, de la réglementation interne et communautaire dans le domaine des télécommunications en collaboration avec le département de droit communautaire et de la concurrence.

**LE CANDIDAT :** Publiciste, âgé de 27 à 30 ans, 3ème cycle en droit public économique, formation IEP appréciée, suite d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans acquise au sein d'une entité publique ou privée, amène à traiter des affaires en droit public.

Veuillez contacter Charles SIMON THOMAS au (1) 42.89.09.17 ou envoyer un dossier de candidature complet sous référence 1421B/SIM à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu - 75008 Paris.



Norman Parsons

© GROUPE ROBERT HALF

### Contrôleur de Gestion

200/250 K F / Paris

Dans cette société à taille humaine, qui crée la fonction contrôle de gestion, vous exercerez auprès de la Direction Générale et interviendrez tant dans la mise au point et le suivi des éléments de gestion liés aux ambitieux projets que nous développons qu'au niveau du contrôle de gestion de notre propre groupe de sociétés.

Une aide comprable vous est rattachée. Vous êtes en relation suivie avec notre expert comptable.

Notre groupe a une position de choix dans un secteur précis de l'immobilier et a engagé avec succès des opérations de diversification.

Diplômé Bac + 2 à Bac + 4, vous avez une expérience réussie d'environ 5 ans ou plus, de comptabilité puis de contrôle de gestion acquise de préférence dans un groupe ou une société avec plusieurs centres de profits à vocations complémentaires ou diversifiées.

Vous serez étroitement associé à la réflexion sur les avant-projets. Vous êtes rigoureux, autonome, créatif, rapide et de contact facile.

Pour ce poste à pourvoir rapidement, au centre de Paris, merci d'adresser votre courrier (lettre, CV, photo) à Professions 55, avenue Bugeaud - 75116 PARIS, sous réf. CG 127.

Professions

### AVIS FLEET SERVICES

900 MF de CA - 275 personnes

AVIS FLEET SERVICES, numéro 1 en France du Conseil et de la Gestion de parcs automobiles d'entreprises, est une filiale de General Electric Capital Fleet Services, leader mondial du marché. Nous recherchons pour notre Siège situé à Créteil :

### Directeur des Affaires Juridiques H/F

Rattaché à la Direction Financière, vous encadrerez et animerez une équipe très compétente en charge des opérations de crédit, de recouvrement et de contentieux. Les responsabilités qui vous seront confiées dans le domaine juridique et dans vos relations clients/fournisseurs vous permettront de développer votre autonomie et votre souci de la qualité et de la productivité.

Agé de 35 ans au moins, titulaire d'une Maîtrise en Droit, pratiquant l'anglais, vous avez acquis en entreprise l'expérience de la direction d'une équipe. Maîtrisant parfaitement les questions juridiques appliquées à la vente de services, vous souhaitez valoriser cet acquis dans un Groupe en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 714F à notre Conseil : Antoinette LECLERCQ, PSYNERGIE, 2 rue Saint Thomas d'Aquin, 75007 PARIS. Confidentialité assurée.

PSYNERGIE



LES ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE

recherchent un

### Jeune Juriste H/F

pour participer à la rédaction de leurs diverses publications et ouvrages sociaux.

Pour cela, vous avez une petite expérience de la rédaction dans les domaines Droit du Travail et Sécurité Sociale ou, débutant, vous possédez de réelles capacités rédactionnelles et du goût pour cette forme de communication.

Rigueur, sens pratique, esprit d'équipe, sont indispensables pour intégrer notre équipe de rédaction spécialisée, composée d'une dizaine de collaborateurs.

De formation DESS ou DEA Droit Social, vous bénéficierez d'une formation initiale approfondie avant de rejoindre notre rédaction sociale.

Merci d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une lettre manuscrite sous la référence 8723 à HERTZ CONSULTANTS - 6, rue Monsigny - 75002 PARIS.

HERTZ CONSULTANTS

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

de France Région EST

### CHARGÉ DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

De formation supérieure économique ou juridique, vous disposez de plusieurs années d'expérience acquise dans des fonctions polyvalentes, si possible dans le milieu du Bâtiment.

Vous aurez pour mission de promouvoir et de développer les activités des PME du Bâtiment et des TP. Vous serez à l'économie des entreprises, suivrez l'évolution économique de votre Région et serez, par votre dynamisme et votre esprit d'initiative, une force de proposition pour répondre à leurs attentes. Vous aurez, à ce titre, de nombreux contacts tant avec les Maîtres d'Ouvrages, les Maîtres d'Œuvres qu'avec des partenaires financiers et immobiliers, ce qui nécessite une bonne connaissance de la réglementation des marchés, des problèmes de financement... ou, du moins, l'aptitude à l'acquiescer et un intérêt certain pour la réhabilitation et l'aménagement des centres villes.

Homme de dialogue, vous avez le goût de la communication, une bonne aisance sociale et l'expérience de l'animation de groupes. Vous participerez à de nombreuses réunions, serez le représentant de votre Organisation Professionnelle et saurez négocier et faire preuve de conviction pour défendre les intérêts des adhérents.

Rigoureux, doté d'un bon esprit de synthèse et de solides aptitudes rédactionnelles, vous serez par ailleurs à l'aise dans tous les travaux de rédaction qui impliquent cette fonction.

De nombreux déplacements sont à prévoir sur la Région.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) sous réf. 312 à C.K. 7, rue Robert Le Colla - 75016 Paris.



Chantal Kervyn



Société industrielle plurinationale, ELF SANOFI est présente dans trois secteurs d'activités : Santé Humaine, Cosmétologie et Parfums, Bio-activités. Avec 33 milliards de CA, elle doit sa réussite à la richesse de ses 35 000 collaborateurs, répartis dans 100 pays : des hommes et des femmes animés par le même esprit d'ouverture sur le monde, un sens aigu du dialogue et la capacité à anticiper, créer, adapter, réaliser...

### Responsable des relations avec les investisseurs

Paris 8°

Au sein de la Direction Financière Corporate, vous aurez la responsabilité de :

- gérer une relation active avec le marché financier,
- concevoir et réaliser les présentations financières et stratégiques aux analystes financiers et aux investisseurs (France et Etranger),
- élaborer les supports de communication financière en relation avec la Direction de la Communication Corporate,
- suivre et analyser l'évolution du titre ELF SANOFI.

Agé de 30 ans environ, vous avez une expérience de financier réussie en banque ou en entreprise.

De formation supérieure (Ecole supérieure de commerce ou Université), vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Une expérience de communication financière serait un plus. Fortement autonome, intègre, vous avez un excellent esprit d'analyse, un bon recul et une forte aisance relationnelle.

Profil évolutif pour un candidat de valeur.

Adresser votre CV + photo + n° tél. + rémunération actuelle, sous référence 5MB8/5MO, à Michael Page - 30 bis, rue Spontini - 75116 PARIS.



Entrez dans l'espace temps.

### Juriste Spécialisé en Droit des Transports

Dans le cadre de notre fort développement, nous recherchons un Juriste Spécialisé en Droit des Transports. Rattaché au Secrétariat Général, vous assurerez la mise en conformité et le respect de la réglementation en matière de droit des transports national et international auprès de la direction et des opérationnels.

Agé de 28/30 ans, de formation supérieure juridique (DESS, Maîtrise, etc.), vous justifiez de 3 ans d'expérience minimum dans une entreprise ayant une activité de transport ou sein de laquelle vous aurez travaillé de façon autonome.

Voire excellent sens des contacts, votre disponibilité et votre maîtrise de l'anglais seront les atouts de votre réussite.

Contactez Dominique MONTABRIE ou (1) 45.53.26.26, ou adressez CV, photo, lettre manuscrite et présentations s/réf. DM 8838 à Michael Page Tax & Legal - 30, bis rue Spontini - 75116 PARIS.

SOFPOST, développe une synergie entre les compétences humaines (4000 personnes) et la haute technologie des filiales de La Poste (AÉROPOSTALE, CHRONOPOST, DYNAPOST, MÉDIAPOST, SÉCURIPOST, SOGEPSTE, SONEPOST).



DES HOMMES D'AVENIR

مكاتب التوظيف



# LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

## MEDIA-SYSTEM

Notre métier, la communication pour les ressources humaines

### Responsable du développement H/F

Membre d'un groupe leader dans le domaine de la communication et premier dans sa spécialité, notre société renforce son agence de Strasbourg et recherche son responsable du développement.

Sous l'autorité du directeur de l'agence, totalement ouvert sur l'extérieur et pour l'association, vous serez responsable commercial de l'agence, le poste s'exercera dans le cadre d'une large autonomie d'action.

Il s'agit de la part de son titulaire un goût très affirmé pour la performance commerciale, le sens des responsabilités et la capacité à promouvoir un ensemble de prestations de conseil dans le domaine de la communication d'entreprise.

Les atouts de votre réussite : « un réel enthousiasme et une force de conviction indiscutables » d'excellentes qualités relationnelles et le goût du travail en équipe - une capacité d'écoute et un esprit de synthèse bien développés.

Ce poste s'adresse à de jeunes candidats de formation supérieure de type Bac + 4 disposant d'une expérience récente d'au moins 3 ans dans la commercialisation de services. La connaissance de la langue allemande est souhaitée. Le poste est basé à Strasbourg (centre ville).

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo, sous réf. 1071/03/04, à notre Conseil qui vous garantira son entière discrétion.

Staff Consultants

21, boulevard de l'Orange, 67000 Strasbourg

## ASSISTANT MARKETING OPÉRATIONNEL



Canon

CANON FRANCE S.A. réalise 3,7 milliards de francs de CA, réunit 1800 collaborateurs et propose des produits performants et compétitifs dans le domaine de la Haute Technologie.

JEUNE DIPLOMÉ débutant, ESCP, ESSEC, ESC Lyon..., vous avez déjà impérativement exprimé votre talent en entreprise (stage, CDD, VSNE) en vente et marketing, de préférence dans le secteur bureautique et/ou informatique.

Au sein d'une Direction Commerciale ou Produits, vous participerez au suivi de l'activité commerciale (études, résultats), à la conception d'outils de stimulation de la force de vente... Votre évolution à deux ans : passer du marketing opérationnel à la vente pour tracer avec nous une carrière riche et variée.

Postes basés à Paris, Province (Bordeaux...).

Adresser votre dossier de candidature sous référence 315/M à CANON FRANCE S.A. Service Recrutement 93154 LE BLANC MESNIL cedex.

Des carrières pleines de vie

## Ingénieurs commerciaux export

Nos systèmes de billetterie électronique équipent aujourd'hui les plus grands réseaux de transports aériens et ferroviaires. Lander dans le transport de passagers, nous sommes 70 % de notre CA (250 MF) à l'exportation.

Nos clients (100 compagnies aériennes, 600 aéroports, 10 000 agences de voyages...) sont largement répartis dans le monde.

Notre division Transport et Tourisme poursuit son expansion et sa forte implantation internationale. Nous recherchons des ingénieurs commerciaux.

Intégrés à une équipe compétitive et ambitieuse, vous assurez la promotion et la vente de nos produits auprès des décideurs des grandes compagnies aériennes et des sociétés européennes de chemin de fer.

A 30-35 ans, issu d'une grande école d'ingénieurs (Centrale, Supélec, Sup Telecom...) ou de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co...), vous avez une

expérience d'au moins 3 années en négociations internationales de haut niveau. Autonome, disponible et rigoureux, vous maîtrisez les langues et négociez en anglais.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre et photo) sous référence 24.284 - 241 à notre conseil : Onoma, 26, rue de Berri, 75008 Paris.

ONOMA

## DES HOMMES QUI CREENT

CLEMESSY s'adresse également à un **DIRECTEUR de DIVISION international et grands contrats**

et vous donne rendez-vous dans la rubrique "secteurs de pointe".

CLEMESSY

## DES HOMMES QUI CREENT

(5000 collaborateurs, 3 Md de CA), nous sommes l'un des 200 premiers groupes français. L'électricité, les automatismes, l'informatique, la régulation et le contrôle de procédés composent nos savoir-faire.

L'étude, la réalisation et la maintenance en usine et sur chantier de réseaux pour transporter l'énergie et l'information sont la base de notre activité dans l'industrie et le Grand Tertiaire.

Dans le cadre de son développement commercial, nous recherchons :

CLEMESSY

## 2 CHEFS de MARCHÉ

CHIMIE PETROCHIMIE - PHARMACIE

ENERGIE - NUCLEAIRE

Au sein de notre Direction Commerciale, vous serez le principal ambassadeur de notre groupe auprès des sociétés composant l'axe professionnel.

Vous aurez l'entière maîtrise de l'ensemble de l'approche commerciale de ce marché : « le marketing » la prospective « l'animation des commerciaux CLEMESSY » le Pilotage de grandes affaires.

Véritable expert de votre marché, vous êtes ingénieur de formation et bénéficiez nécessairement d'une très grande connaissance personnelle de l'environnement des axes de marché concernés.

Agé de plus de 35 ans, votre très riche expérience professionnelle acquise dans une entreprise de prestations de services industriels et/ou la maîtrise d'affaires complexes impliquant plusieurs techniques est un atout considérable.

Vos réelles qualités relationnelles vous assurent une pleine réussite en tant que négociateur et commerçant.

Ces postes sont basés en région parisienne et nécessitent de fréquents déplacements.

Ce challenge vous intéresse : envoyez votre dossier (lettre + C.V. + présentoir) à Marie-Rose BRIERE - Direction des Ressources Humaines - B.P. 2499 - 68057 MULHOUSE Cedex.

Pour plus d'informations sur notre Société, tapez 3614 code CY.

## GESTIONNAIRE DE BASE DE DONNEES VENTES ET MARKETING

Rattaché au Responsable du Service Marketing et Ventes, vous êtes chargé de l'établissement de la gestion et de l'évolution de notre base de données ventes/marketing, ainsi que de la formation et l'assistance aux utilisateurs.

Votre formation supérieure, Bac + 5 et une première expérience similaire de 2 à 3 ans vous ont apporté la maîtrise des techniques du marketing et des bases de données.

Votre rigueur, votre sens de l'organisation et votre excellent niveau relationnel vous permettent d'assurer une haute qualité de service, d'entraîner et motiver les utilisateurs et de contribuer à la croissance de notre productivité commerciale. Disponibilité et maîtrise de l'anglais sont 2 atouts appréciés.

Merci d'adresser CV, photo, lettre et prêt, sous réf. DATA/021 au service emploi recrutement DHL, Z.I. PARIS NORD II, BP 50252, 95957 ROISSY CDG.

DHL

## Commercialiser un concept exclusif auprès d'une clientèle de haut niveau (France, Italie, Moyen Orient)

Ce concept exclusif en Europe, nouveau et séduisant, conçu par des professionnels de qualité et soutenu par un groupe de sociétés Françaises importantes, se traduit par l'acquisition d'un produit ou d'un service aux avantages attractifs pour une clientèle haut de gamme.

Nous recherchons trois commerciaux de classe justifiant de leur habitude des contacts avec des clients disposant d'un patrimoine important, pour conclure des contrats d'acquisition ou de jouissance d'un service.

Cette annonce s'adresse à des responsables commerciaux confirmés ou à des négociateurs expérimentés principalement issus des secteurs Banque, Gestion de fortune, Immobilier de prestige.

En étroite collaboration avec des prescripteurs de premier plan, vous aurez la responsabilité de l'un des secteurs France, Italie, ou Moyen Orient. Vous connaissez ces zones et leur langue et y avez de bonnes introductions. Vous êtes disponible très rapidement. Rémunération élevée (fixe + intéressement). CDD 6/9 mois. Evolution possible vers plein temps.

Merci d'adresser votre courrier sous réf. 129 B à PROFESSIONS - 55 avenue Bugeaud - 75116 PARIS.

Professions

# SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations



VILLE DU MANS

**RECRUTE**  
Pour étoffer son équipe de direction  
**UN CADRE A**

Chargé de mission auprès du Secrétaire Général.  
Titulaire d'un diplôme BAC + 5  
(Economie - Aménagement Urbain).

Le Candidat devra justifier :

**D'EXPERIENCES :**

- ▲ dans l'action économique,
- ▲ en planification urbaine,
- ▲ en suivi de dossiers (ZAC, SDAU, DSQ...).

**DE CONNAISSANCES :**

- ▲ sur le cadre juridique des procédures contractuelles (Région, Etat) et d'urbanisme,
- ▲ sur la problématique de l'aménagement du territoire.

RECRUTEMENT POSSIBLE PAR VOIE CONTRACTUELLE.

Adresser lettre de motivation et Curriculum-Vitae détaillé à Monsieur le Maire du Mans, Secrétariat Général Direction du Personnel - Hôtel de Ville - 72039 LE MANS Cedex.

Renseignements : Monsieur BRENNER, Secrétaire Général (Tél. 43 47 47 47 - Poste 4301).

Pour son ouverture prochaine  
**LE CENTRE DE RENCONTRE DES GÉNÉRATIONS DE MONT-EVRAY**

41800 NOUAN-LE-FUZELIER (Association Loi 1901)  
recherche :

**SON (SA) RESPONSABLE D'UNITÉ D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AGÉES**

60 lits, temporaires et définitifs

POSITION : CADRE

- Expérience de l'animateur d'équipe et/ou de la Direction d'établissement exigées.
- Très forte motivation indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations à CIPES (serv. 25) 6, place de la Madeleine - 75008 Paris.

QUI TRANSMETTRA. NE PAS TÉLÉPHONER

MAIRIE DE PARIS

*Dans le cadre de la politique municipale, nous employons plus de 30 000 agents qui mettent en commun leurs compétences et leur expérience pour assurer le service public et la qualité de la vie. Nous recrutons actuellement :*

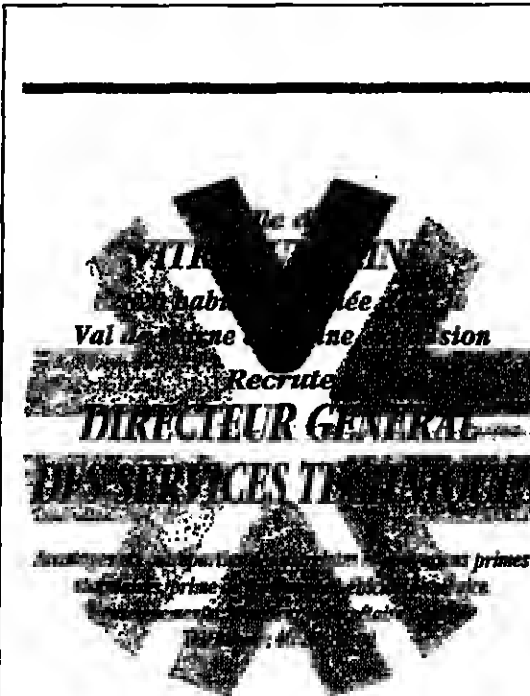
## 25 INGÉNIEURS DES TRAVAUX

Vous êtes âgés de moins de 35 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1993 et possédez une formation supérieure (grandes écoles d'ingénieurs, DEA ou DESS d'informatique ou de Génie Civil).

Vous participerez à l'aménagement, au développement et la gestion de la capitale. Vous observerez et analyserez les phénomènes urbains et interviendrez dans la compréhension des besoins de la population. Nous vous confierons également l'élaboration des projets dans le domaine du génie urbain.

Les épreuves se dérouleront à partir du 26 avril 1993.

Pour ce concours, merci de retirer les dossiers d'inscription jusqu'au 8 mars 1993 inclus, à la Direction de l'Administration Générale - Bureau du Recrutement - 2, rue Lobau 75004 PARIS.



ville de Vitry sur Seine

Dans le cadre de la politique municipale, membre de la Direction Générale, placé sous l'autorité du Secrétaire Général et en étroite relation avec lui, vous assurerez les missions suivantes :

- Aménagement et urbanisme.
- Travaux neufs et entretien des bâtiments, de la voirie, des espaces verts.
- Environnement, circulation.
- Habitat.

Vous serez responsable d'une Direction Générale comprenant 360 agents répartis en quatre divisions :

- Division Aménagement / Urbanisme.
- Division Architecture.
- Division Voirie.
- Division Espaces Verts.

Vous serez titulaire du grade d'ingénieur en Chef 1<sup>ère</sup> catégorie.

Une importance particulière sera accordée aux critères suivants :

- Sens des responsabilités et du travail en équipe.
- Connaissance de l'aménagement et de l'urbanisme.
- Aptitude et sensibilité à la gestion administrative, financière et du personnel.

Veuillez adresser votre candidature à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 2 avenue Youri Gagarine, 94407 VITRY SUR SEINE CEDEX



VOYONS LOIN, VIVONS MEUX.

la Direction Générale des Services, recherche

## 5 CADRES A

- Pour la Direction des Affaires Financières :  
- Un Attaché affecté au Service du Budget et des Finances - Réf. ADAF 1  
- Un Attaché affecté au Bureau en charge du secrétariat de la commission des marchés - Réf. ADAF 2  
- Un Attaché, Attaché principal ou Directeur Territorial affecté au Service des Marchés Publics - Réf. ADAF 3
- Pour la Direction des Affaires Scolaires et de l'Enseignement Supérieur :  
- Un Attaché affecté au Secrétariat Général - Réf. ADASES
- Pour le Conseil Economique et Social Régional :  
- Un Attaché ou Rédacteur Confirmé affecté au Secrétariat Administratif - Réf. ACESR

Ces postes s'adressent exclusivement à des fonctionnaires titulaires de l'Etat ou des collectivités territoriales ayant une parfaite connaissance des institutions et procédures administratives et disposant de réelles qualités rédactionnelles et de contact.

Adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un CV à M. GUILLOU, Région d'Ile-de-France, 251 rue de Vaugirard, 75015 PARIS, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

LE CENTRE CHORÉGRAPHIQUE NATIONAL DE RENNES ET DE BRETAGNE

RECHERCHE UN/UNE

## ADMINISTRATEUR(trice)

**PROFIL DU POSTE :**

Aux côtés du Directeur artistique, il aura en charge :

- l'administration et la gestion financière du Centre ;
- les relations institutionnelles et commerciales.

**PROFIL DU CANDIDAT :**

- Formation équivalente à Bac + 3.
- Pratique de l'anglais indispensable et d'une seconde langue étrangère souhaitée.
- Sens aigu des relations publiques et de la communication.
- Bonne connaissance des milieux culturels et, si possible, du milieu de la danse.
- Expérience dans une fonction similaire souhaitée.

POSTE DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT.

Votre lettre de candidature, accompagnée d'un CV et d'une photo, est à adresser à :

M. Pierre-Yves HEURTIN, Président du TCRB  
38, rue Saint-Melaine - 35000 Rennes  
Tél. : (06) 99-63-88-22

La candidature retenue sera soumise pour agrément au Ministère de la Culture, à la Ville de Rennes et au Conseil Régional de Bretagne.

MAIRIE DE PARIS

Participer au développement de la Capitale...  
La Ville de PARIS vous offre cette opportunité !

## ATTACHES D'ADMINISTRATION

Responsable d'une équipe, vous interviendrez dans les domaines les plus divers : gestion du personnel, budget et finances, construction et fonctionnement des bâtiments et équipements municipaux...

Vous possédez un diplôme de second cycle d'études supérieures (maîtrise, licence ou équivalent) et vous souhaitez, avant tout, travailler dans un environnement dynamique au service du public.

CONCOURS :

Juin 1993

INSCRIPTIONS :

Jusqu'au 15 Mars 1993

Un dossier d'inscription vous sera remis sur place, ou envoyé par courrier, sur demande manuscrite adressée à la MAIRIE DE PARIS  
Bureau du Recrutement - 2, rue Lobau - 75004 PARIS.

(Limite d'âge : 35 ans - prorogation sous réserve des conditions légales)

هكمان النحل



## SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations



SECTEUR HABITATS  
CHIEF DE LA DÉPARTEMENT  
DE LA VILLE - RÉGION CHATEL  
CHATEL 301

### Directeur de Salles de Spectacles

Gérées sous forme  
associative

Dans le cadre de la politique culturelle de la Ville, il sera chargé de la définition et de la mise en oeuvre du projet artistique.

- de la programmation et de la diffusion des spectacles,
- de la politique de création,
- du rapport aux publics et de l'action culturelle (formation, relations avec les troupes amateurs...),
- de la gestion de l'ensemble des moyens à mettre en oeuvre pour réaliser les objectifs.

Il sera assisté d'une équipe technique et administrative.

Il aura en charge dans un premier temps la responsabilité d'une salle de 400 places. Il assurera la préparation de l'ouverture - prévue pour octobre 1994 - d'un nouvel ensemble scénique (conseil technique pour l'équipement inclus).

Profil :

- Formation supérieure,
- Compétences artistiques et de politique culturelle confirmées,
- Expérience antérieure de direction d'un théâtre ou expérience de responsabilités équivalentes.

Salaire : références SYNDEAC

Envoyer CV détaillé avec  
lettre de motivation  
à M. le Député-Maire  
de Chateauroux  
36012 CHATEAUROUX  
CEDEX.



### Le Groupe ENVIE

(19 entreprises d'insertion, 250 salariés)

LEADER sur le secteur de l'électroménager d'occasion garanti recherche, dans le cadre de sa forte expansion

### DIRECTEURS (H/F) d'unités décentralisées

Dans le respect du concept ENVIE auquel ils adhèrent avec enthousiasme, ils assurent :

- la responsabilité totale de l'exploitation de leur unité,
- le montage de dossiers et la recherche des financements externes ;
- l'intégration de leur entreprise dans le tissu local : public, politique et social

Agés de 28 à 36 ans, dotés d'un fort potentiel humain, ces entrepreneurs démontrent une solide expérience du milieu social et/ou économique. Ils viennent renforcer par leur énergie et leur motivation un projet d'entreprise original. Des défis sont à relever dans les régions :

EST, SUD-EST, PICARDIE, PAYS-DE-LOIRE, RÉGION PARISIENNE.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre de motivation manuscrite, CV, photo) à la Direction Générale :

**ENVIE DÉVELOPPEMENT**  
2, rue du Tonkin, 13015 MARSEILLE

## LE MONDE DES CADRES

Groupe Industriel Français  
avec 4000 personnes et  
environ 5 milliards de Francs  
de chiffre d'affaires, nous  
sommes largement implantés  
en France et à l'étranger.

### CADRE SUPÉRIEUR 35 ANS ENVIRON

Diplômé de Centrale, Mines ou équivalent.

Nous souhaiterions pouvoir vous confier à terme des responsabilités importantes tant en France qu'à l'étranger.

Votre évolution sera liée à vos performances et à votre intégration dans le Groupe.

Pour réussir, vous avez bien entendu une très bonne maîtrise de l'anglais.

Un diplôme de gestion serait un plus.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo exigée en précisant sur l'enveloppe la réf. 123 à COMMUNIQUÉ - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

### MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Notre Cabinet de Conseil en Management des Ressources Humaines est reconnu pour le haut niveau et la qualité de ses prestations, notamment dans les domaines de la révélation des potentiels et de la mise en oeuvre, en entreprise, de stratégies de développement du Personnel.

Nos interventions, qui s'appuient sur une solide expérience du Conseil et de l'assistance aux dirigeants et sur des outils spécifiques et exclusifs, s'étendent à de grands groupes fortement implantés à l'étranger.

### CONSULTANT FREE-LANCE De langue maternelle anglaise

Vous êtes un professionnel confirmé du Conseil en Management et vous en possédez toutes les techniques : animation de groupes de réflexion, pédagogie de la formation de managers.

Vous êtes capable de travailler indifféremment en anglais et en français.

Vous interveniez en appui de notre équipe de Consultants pour animer en anglais, à l'étranger, des sessions rassemblant des managers britanniques ou américains.

Votre dossier de candidature sera étudié avec une totale discrétion. Merci de nous l'adresser sous la référence M/252/MO

MILO R.H.  
3, avenue  
des Terres  
75017 Paris

AUVERGNE

Cette importante société de Transports recherche son

### R esponsable des services techniques et informatiques

Directement rattaché au Directeur Général, et responsable d'une équipe de 58 collaborateurs, il aura pour mission de faire évoluer l'organisation interne :

- maintenance du matériel roulant,
- en dégageant une productivité nouvelle issue de la qualité de service et du management des hommes.

Il supervisera les applications informatiques industrielles et de gestion existantes sous VAX/VMS et micros, et contribuera à les harmoniser.

Cette opportunité s'adresse à un candidat de formation ingénieur (Mines, INSA ou équivalent) d'environ 30/35 ans, possédant impérativement un fort degré d'expertise dans le management de systèmes informatiques ainsi qu'une expérience réussie de l'animation d'une équipe acquise si possible dans un contexte similaire.

Un sens aigu de l'organisation, du contact humain et de réelles capacités de décision sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

De nombreuses possibilités d'évolution dans la société sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle sous réf. LM101 à Jean-Pierre PHILIP.



20, rue Jules Brunard  
69007 LYON

Conseil en Ressources Humaines  
LILLE - PARIS - NANTES - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE

## LE MONDE DES CADRES

## COGEROP, groupe de conseil multispecialiste

Par nos métiers : Conseil, Formation et Etude, nous favorisons la gestion du changement dans les entreprises et les organisations en :

- Accompagnant leur développement (stratégie, marketing, développement commercial)
- Optimisant leurs ressources humaines (management, formation, ingénierie pédagogique, communication interne, ressources humaines)
- Concourant à la productivité et à la compétitivité (organisation, qualité, systèmes d'information, gestion).

Nos chiffres-clés pour 1992 : 70 personnes, 400 clients et 20 % de croissance

Nous recherchons pour nos sociétés, COGEF CONSEIL, FK DÉVELOPPEMENT, EXAD et GALONS, basées à PARIS :

☛ Dans le domaine du MANAGEMENT et du DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

Réf. : 101

## DIRECTEURS DE CLIENTÈLE (H/F)

Votre expérience de 10 années, dont 5 en cabinet conseil, a affirmé votre talent commercial et révélé votre compétence et votre créativité dans les méthodologies et concepts spécifiques à nos métiers. Vous assurerez la gestion et le développement d'un portefeuille clientèle sous tous ses aspects (commercial, conception et rédaction de projets, constitution et management des équipes, prestation en conseil et formation).

Réf. : 102

## CONSULTANTS (H/F)

Vous exercez avec passion le métier d'animateur depuis au moins 5 ans, avec un talent particulier dans le domaine commercial (négociation haut niveau, organisation, audit de force de vente), et management. Vous assurerez environ de 130 à 150 jours de conseil, d'étude, d'animation et de conception.

☛ Dans le domaine de l'ORGANISATION, de la PRODUCTIVITÉ et des SYSTÈMES D'INFORMATION

Réf. : 103

## CONSULTANTS EN ORGANISATION (H/F)

Diplômé d'une grande école, vous avez de 4 à 7 ans d'expérience dans un grand cabinet. Vous exercez ce métier auprès de grandes structures, et maîtrisez les différents aspects de l'audit opérationnel (développement commercial, management des équipes, présentations finales) jusqu'à la mise en place d'outils de gestion et de systèmes d'information.

Pour ces postes, une bonne connaissance des grandes entreprises ou organisations privées ou publiques est indispensable. La maîtrise d'une langue étrangère constitue un plus. Nos structures, de taille humaine, offrent de réelles perspectives à votre talent et à vos ambitions.

Toutes formes de collaborations individuelles ou d'entreprises seront étudiées avec attention.

Merci d'adresser vos CV, lettre de motivation manuscrite et rémunération actuelle, en mentionnant la référence du poste choisi à :

Pia KIENTZ-COGEROP - 175, rue du Chevaleret - 75013 PARIS

Cogerop

## LES MOTS POUR LE VENDRE

Choisir aujourd'hui le leader mondial de presse et d'édition, avec ses techniques sophistiquées de marketing direct et son environnement international, c'est la garantie pour vous d'être un expert reconnu dans votre domaine.

CONCEPTEUR  
REDACTEUR

De formation Bac + 4, vous parlez couramment l'anglais et vous avez une première expérience dans le marketing, la promotion ou la rédaction publicitaire. Intelligent et créatif, vous maniez les mots avec aisance, habileté et persuasion. Doté d'un flair infallible pour trouver la bonne formule, rejoignez notre équipe de promotion et vendez une gamme de produits de qualité à la pointe de la plume. Bien sûr, votre maturité, votre forte puissance de travail vous rendent rapidement opérationnel.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo à : Nicole LE GOURIEREC, Sélection du Reader's Digest, 187 Avenue Louis Pasteur, 92220 Bagneux.

Sélection  
de Reader's Digest

UNE REUSSITE MONDIALE EXEMPLAIRE

Ensemble, exceller dans  
nos métiers. gagner en Europe.

RESPONSABLE MARKETING  
ET COMMUNICATION

MEAUX

En relation étroite avec la Direction Générale et en collaboration avec les marchés, vous serez chargé de concevoir la stratégie globale du développement commercial de la Caisse Régionale : études prospectives, plan d'action, définition et suivi des orientations commerciales et des objectifs, veille concurrentielle... Vous rassemblez et coordonnez également nos actions de communication et développerez l'image externe de notre caisse.

Manager, homme ou femme de dialogue, vous animerez et gèrerez une équipe de 11 personnes.

A 40 ans environ, avec une formation ESC ou Universitaire option marketing, vous justifiez d'une expérience de 10 ans acquise de préférence dans des fonctions commerciales, financières ou marketing.

Votre sens des relations humaines et votre réelle aptitude à la démarche prévisionnelle et stratégique seront les atouts de l'Homme de marketing que vous êtes avant tout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à CRAM BRIE DRH - Gestion des Carrières - BP 205 - 77101 MEAUX.

EN S'INVESTISSANT PLEINEMENT  
DANS SON DÉPARTEMENT,  
LE CRÉDIT AGRICOLE DE LA BRIE,  
CAISSE RÉGIONALE DU  
1<sup>er</sup> GROUPE BANCAIRE EUROPÉEN  
S'IMPOSE COMME LA BANQUE  
DE L'EST PARISIEN. PROCHE  
DE SA RÉGION,  
IL PARTICIPA ACTIVEMENT  
À SON DÉVELOPPEMENT  
GRÂCE AU DYNAMISME  
ET À L'ESPRIT D'INITIATIVE DE  
SES 2 200 COLLABORATEURS.  
VENEZ FAIRE VOS  
AMBITIONS AU CŒUR D'UNE  
ENTREPRISE QUI VOUS EN  
DONNERA LES MOYENS.  
REJOIGNEZ NOTRE BANQUE



## GROUPE BBC

Résolument tourné vers l'Europe, le GROUPE BBC - fondé et dirigé par Richard Bénatouil et Jacques Brusset - vient de conclure un accord de partenariat avec une Société de conseil allemande : PMC Personal Management Consult GmbH à Francfort, après celui qu'il a passé avec BSI ITALIA S.r.l. à Milan.

Ainsi depuis 1973, le GROUPE BBC poursuit son développement dans les domaines : conseil et formation en organisation de l'entreprise, management, gestion des ressources humaines et recrutement.

GROUPE BBC

1 bis, place de Valois - 75001 PARIS - tél. 42 96 55 00 +

Notre cabinet, conseil en ressources et structures humaines a le plaisir de vous informer que

Christine JAULMES MARTY

Consultante chez ALEXANDRE TIC SA depuis sept ans auprès des entreprises du Dauphiné et des Savoie, poursuit ses interventions au sein de l'équipe de consultants de LYON : Recherche de Dirigeants et de Cadres par Approche Directe et annonces, évaluations et bilans professionnels, formation à l'entretien et à l'étude de poste en inter et intra-entreprise.

Téléphone : 78 95 40 09



ALEXANDRE TIC  
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

La Division Electricité  
et Nucléaire du Groupe

Spie Batignolles a une

présence significative

sur les grands Marchés

des Transports, de

l'Energie, de l'Industrie

en France et à l'Export.

Elle intervient déjà

sur les grands projets

d'infrastructure, en

Europe, tels que le tunnel

sous la Manche, le tunnel

et le pont du Storebelt

au Danemark, le TGV

espagnol, la rénovation

des réseaux ferroviaires

au Portugal

et en Allemagne,

les métros de Lisbonne

et d'Athènes.

A LA CONQUÊTE  
DES MARCHÉS  
DE LA GRANDE EUROPE

Rattaché à la Direction Marketing et Développement Commercial, zone Europe, dans le cadre des orientations stratégiques qui vous sont communiquées :

- vous analysez les marchés, identifiez les projets et en recherchez les moyens d'accès.
- vous mettez en place les structures et animez un réseau de correspondants pour positionner l'entreprise sur les marchés porteurs à travers des systèmes de partenariat, joint venture ou prise de participation...
- Sur les marchés à potentiel, vous montez des opérations en relation avec les organisations européennes, les administrations locales. Vos activités s'effectuent bien sûr en cohérence avec les directions opérationnelles et les différents acteurs du groupe.

A environ 35 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience dans l'ingénierie, l'entreprise générale ou le marketing industriel et une bonne maîtrise de l'anglais et de l'allemand.

Votre ouverture européenne et votre connaissance des marchés nous intéressent.

Sophie Guénot vous remercie de lui adresser votre candidature, sous réf. DEN 01, à l'adresse suivante : Spie Batignolles, Parc de Saint-Christophe, Service Recrutement des Cadres, 95863 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

GROUPE SCHNEIDER

DES HOMMES  
QUI CROIENT

DELMASSEY

Responsable  
Marketing-Organisation

DES  
HOMMES  
QUI  
CROIENT

DELMASSEY

مكازم الكحل



هكذا من الأعمال

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 17 février 1993 37

## SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

DES HOMMES  
QUI CREENT

CLEMESSY

CLEMESSY

s'adresse également à des

CHEFS  
de  
MARCHE

et vous donne  
rendez-vous  
dans la rubrique "commerciaux".

Héritière d'une longue tradition industrielle, notre PME (250 personnes) a su, au fil des ans, garder son indépendance et investir plus de 65 MF en 5 ans pour être aujourd'hui l'une des plus performantes de son secteur. Nous exportons 50% de notre production.

### Responsable Logistique-Organisation-Achat

La modernisation constante de notre outil de production et l'exigence de notre relation clients (qualité, délai, coût) nous amènent à réorganiser la gestion de nos flux internes et externes.

Nous confierons cette mission prioritaire à un cadre confirmé qui travaillera directement sous la responsabilité de notre Président. Votre domaine de responsabilité couvrira : gestion de nos approvisionnements (les matières premières représentent une part importante de nos coûts de revient), optimisation des flux à l'intérieur du processus de production (entrées matières premières, produits semi-finis, etc.) et de la logistique globale de l'entreprise (stockage, manutention, expédition).

Cette mission se situe dans un contexte évolutif d'intégration de l'outil informatique dans la gestion du planning et de redéfinition des modes de planification interne.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur ou de Commerce et vous avez acquis une expérience en milieu industriel d'au moins 5 ans, plutôt dans les domaines Production, Gestion des approvisionnements et stocks, Organisation. Une spécialisation de type ESAP serait un plus. Aujourd'hui, vous voulez aborder des responsabilités globales qui, précisons-le, sont toutefois très "terrain". Ce poste est basé dans l'Est de la France. Les entretiens auront lieu à Paris ou Strasbourg.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) sous réf. 1376 à BERNARD JULHIET - 1/3 place Gutenberg - 67000 STRASBOURG, qui vous garantira réponse et confidentialité.

Membre de Syntec

BERNARD JULHIET  
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

DES  
HOMMES  
QUI  
CREENT

(5000 collaborateurs, 3 Md de CA.), nous sommes l'un des 200 premiers groupes français. L'électricité, les automatismes, l'informatique, la régulation et le contrôle de procédés composent nos savoir-faire.

L'étude, la réalisation et la maintenance en usine et sur chantier de réseaux pour transporter l'énergie et l'information sont la base de notre activité dans l'industrie et le Grand Tertiaire.

Nous recherchons notre

CLEMESSY

DIRECTEUR  
de DIVISION  
INTERNATIONAL  
et GRANDS CONTRATS

Vous aurez la responsabilité du management global d'une division ayant pour objectif le développement de notre part de marché et la maîtrise de grandes affaires tant en France qu'à l'étranger.

De formation Ingénieur (SUPELEC, ENSAM...), vous justifiez impérativement d'une expérience significative de direction acquise dans un contexte similaire : énergie - retraitements - grands projets internationaux.

Homme de terrain, impliqué et efficace, vous saurez en peu de temps prendre la maîtrise de la situation et acquies la culture qui fait la réussite de notre groupe.

Ce poste est basé en Alsace.

Ce challenge vous intéresse : envoyez votre dossier (lettre + CV + prétentions) à Marie-Rose BRIERE - Direction des Ressources Humaines BP 2499 - 68057 MULHOUSE CEDEX.

Pour plus d'informations sur notre Société, tapez 3614 code CY.

Europe

Chimie des Spécialités

### RESPONSABLE ASSISTANCE TECHNIQUE A LA VENTE

PPG

Groupe International, 33.000 personnes, leader mondial dans les domaines de la chimie, du verre et de la peinture, renforce l'équipe de développement commercial en Europe de sa division chimie et recherche un ingénieur.

Rattaché au manager européen de la division et en contact étroit avec l'ensemble des services aux USA, il jouera un rôle actif dans le développement des ventes en assurant les responsabilités de préconisation et d'assistance technique auprès des clients industriels et des distributeurs européens.

Ce poste offre une opportunité de carrière motivante à un ingénieur chimiste, désireux de valoriser une expérience d'environ 10 ans lui ayant donné de solides compétences dans les problèmes d'application, de spécifications techniques, d'homologation.

Il aura de réelles qualités relationnelles, de la curiosité d'esprit, des capacités d'adaptation à un environnement multi-culturel et le goût des voyages. Il sera bilingue Français-Anglais, la connaissance d'une troisième langue sera appréciée.

Poste basé à Paris.

Entre sous réf.  
6A251F3M  
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Autremont  
75016 Paris

### Ingénieur de Procédés Pétrole-Gaz

SOFRESID

Importante Société d'Ingénierie Internationale, recherche dans le cadre de ses activités d'ingénierie dans le domaine de la production pétrole-gaz principalement offshore, un ingénieur de Procédés Pétrole-Gaz ayant environ 5 années d'expérience.

Au sein d'une équipe process, le rôle de cet ingénieur consistera à : Superviser les calculs informatiques de simulation de procédés - Etablir les sché-

mas de fonctionnement - Définir et choisir les équipements - Participer aux études d'implantation - Participer aux phases de construction et de démarrage. Ce poste nécessite une bonne connaissance de l'informatique aussi bien sur ordinateur central que sur micro. Il comporte un certain nombre de déplacements à l'étranger pour les phases de réalisation (Europe, Moyen Orient, Extrême Orient). La connaissance de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé à : SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 59 rue de la République - 93100 MONTEUIL.

SOFRESID

### INGENIEUR D'AFFAIRES

Grands Comptes Internationaux

FCR  
FRANCE  
CABLES  
& RADIO

Du secteur public aux entreprises privées, France Câbles et Radio, 800 personnes, 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires, filiale de Cogecom (Groupe France Telecom), est le partenaire privilégié des acteurs du monde des télécommunications.

Le Secteur Finance de notre Direction des Services Internationaux recherche un Ingénieur d'Affaires chargé de commercialiser l'ensemble de nos services de télécommunications auprès de Grands Comptes.

Il se verra confier la responsabilité totale d'affaires incluant l'analyse des besoins, la vente de solutions adaptées à chaque client et le suivi de leur mise en oeuvre.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieur, vous justifiez d'une expérience professionnelle de 5 à 7 ans acquise initialement dans une fonction technique et aujourd'hui dans une fonction commerciale dans le domaine des télécommunications internationales, de préférence auprès d'une clientèle composée de banques et d'organismes financiers.

Une formation complémentaire de 3ème cycle en commerce et/ou gestion constituerait un atout supplémentaire.

Professionnalisme, ténacité, implication personnelle, talents de négociateur, esprit d'équipe, autant de qualités pour réussir puis évoluer dans notre groupe, en France ou à l'étranger.

Ce poste, basé dans le centre de Paris, nécessite des déplacements et un excellent niveau d'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 75/2229P à :

EGOR TECHNOLOGIES  
17, avenue Malignon - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AD-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BENELUX DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

## SECTEURS DE POINTE

IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA MAÎTRISE D'ŒUVRE  
DE GRANDS PROGRAMMES EUROPEENS !

La Direction des  
lanceurs du Centre  
National d'Etudes  
Spatiales à Evry (91)  
recrute pour la  
réalisation des  
programmes Ariane

Ingénieurs Grande Ecole  
formation généraliste

Deux missions sont proposées au sein des équipes de la division "Assurance Produit Ariane 4". Vous avez une expérience industrielle de 5 ans minimum dans les domaines de la mécanique, de la propulsion et des matériaux composites. Vous bénéficiez d'une large responsabilité dans le suivi et la synthèse de l'assurance qualité des travaux de production des lanceurs en Europe (poste AP/OI). Vous participerez, dans le domaine de l'assurance qualité, à la préparation et au suivi des opérations de lancement Ariane (poste AP/OO). Pour ces deux postes, la pratique de l'anglais est nécessaire. Deux missions en Guyane française, d'au moins 6 semaines au total, sont à prévoir chaque année.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions), sous la référence choisie, à la Division du Personnel du Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex. Minitel 3615 code CNESPACE.



CNES  
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES  
AGENCE FRANÇAISE DE L'ESPACE

UN MONDE NOUVEAU SE CREE TOUS LES JOURS

Responsable  
d'Etudes Techniques

Au sein du groupe SAGEM, notre société (3 100 personnes, 2,5 milliards de Francs de CA) fabrique et commercialise des câbles, du matériel de raccordement et des équipements de signalisation. Les projets de notre département Signalisation Ferroviaire et Industrielle nous conduisent à renforcer notre équipe technique en recrutant un responsable d'études. Dans le cadre de ces projets, ce collaborateur élabore de nouveaux produits et adapte les produits existants. Il définit les dossiers techniques et coordonne les études en s'appuyant sur les moyens internes et sur des partenaires extérieurs. Agé de 27/30 ans, Ingénieur (SUPELEC ou équivalent), vous avez acquis une première expérience de deux ans environ des études appliquées au traitement du signal (hyperfréquences, infrarouges, ...) et vous pratiquez l'anglais. Votre potentiel vous permettra d'évoluer au sein du département.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence A1442.93 M à notre conseil Chantal Baudron s.a., 61 boulevard Hausmann 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

de la  
recherche  
à  
l'industrie

Jouant un rôle  
d'interface entre la  
Recherche et  
l'Industrie, nous  
sommes un Centre  
Technique disposant  
de 2 laboratoires et  
employant  
130 personnes.  
Nous recherchons  
pour notre site de  
VILLEURBANNE (69)

AEROLIQUE  
THERMIQUEINGENIEUR  
ACOUSTICIEN

Possédant une formation en  
acoustique, vous avez de solides  
connaissances en mécanique des  
fluides et en thermique.

Fort d'une première expérience,  
vous aurez à mener de manière  
autonome, des études à fort  
contenu technique, au sein de  
notre département Chauffage et  
Combustion.

Votre aisance relationnelle alliée à  
votre aptitude à la communication  
contribueront à faciliter vos  
échanges avec des responsables  
de PMI.

De plus, l'anglais est indispen-  
sable pour les contacts que vous  
établirez avec nos partenaires  
étrangers.

Merci d'adresser c.v., photo et  
prétentions au Service du  
Personnel, CETIAT, B.P. 6084  
69604 Villeurbanne Cedex.

## Monétel

concepteur et fabricant de matériel de PAIEMENT  
ELECTRONIQUE, SYSTEMES DE PEAGE et de  
PUBLIPHONIE recherche :

## Ingénieurs Commerciaux

FRANCE ET EXPORT  
Formation école supérieure de commerce.

## Ingénieurs Affaires

Formation grandes écoles d'ingénieurs (Sup  
Télécom, Centrale, Polytechnique, Supélec) +  
gestion (IAE, IFG).

## Chefs de Produits

Connaissances techniques en terminaux et systèmes  
de Télécommunication et marketing industriel.  
Pour l'ensemble de ces postes la pratique de  
l'anglais est indispensable, l'espagnol souhaité,  
l'allemand apprécié, ainsi qu'une première  
expérience dans le domaine des Télécommu-  
nications.

Notre jeune société (600 personnes) est  
implantée dans la région RHONE-ALPES  
(Valence) et offre des métiers de haute  
technologie sur un marché international évo-  
lutf (200 ingénieurs et ingénieurs en R & D).  
Elle a pour partenaire le groupe ASCOM  
(18 000 personnes).

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à  
DRH Monétel - rue Claude Chappe - BP 344  
07500 GUILHERAND GRANGES.

ECOLE D'INGENIEURS EN GENIE  
DES SYSTEMES INDUSTRIELS

Ecole gérée par une Association 1901 à pilotage public  
(Département, Région, Ville et Association d'Anciens élèves).  
600 élèves, 100 enseignants, 40 enseignants-chercheurs.

Dans le cadre de son développement rapide,  
l'EIGSI, créée en 1990, disposant d'équipements récents  
et de nouveaux locaux ouverts cette année,

Recherche :

des ENSEIGNANTS-CHERCHEURS A PLEIN-TEMPS

(Ingénieurs et/ou DEA, Doctorat)

• (réf. FM), en fabrication mécanique

à pourvoir immédiatement

• (réf. I), en informatique  
• (réf. AI), en automatique industrielle  
• (réf. MA), en mathématiques appliquées  
• (réf. PG), en physique générale (électromagnétisme)  
• (réf. PR), en production  
• (réf. AN), en anglais

Postes à pourvoir pour l'été 1993

et des INTERVENANTS pour la rentrée 1993,

Spécialistes en :

• (réf. VFM), fabrication mécanique • (réf. V/AN), anglais (langue maternelle)  
• (réf. V/G), génie électrique • (réf. V/AL), allemand (langue maternelle)  
• (réf. V/MG), mesures électriques • (réf. V/CE), communication d'entreprise  
• (réf. V/GP), gestion de projets • (réf. V/GM), gestion, management

Merci d'envoyer sous la référence choisie CV, lettre de candidature et prétentions à :

EIGSI, D.P.R., 2 rue Baille, 17000 LA ROCHELLE

DEBUTANT

## INGENIEUR

Filiale des principaux groupes pétroliers raffinant en  
France, leader européen dans le domaine du stockage  
souterrain d'hydrocarbures recherche l'Assistant du  
Chef du Service Technique pour son site de Lavore  
(Bouches du Rhône).

Jeune ingénieur généraliste débutant de préférence,  
de formation Arts et Métiers ou équivalent, vous aurez  
en charge rapidement le suivi de l'assurance qualité  
métrologie, la mise en place et le développement de la  
GMAO et de la DAO au sein de notre service technique.

Nous serons particulièrement sensibles à vos qualités  
d'initiative, d'autonomie et à votre sens relationnel.

De bonnes notions d'anglais sont souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8181  
à RSCG CARRIERES - 19/21, Boulevard Gombetta  
92137 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex.

## Ingénieurs Grandes Ecoles

APSIDE TECHNOLOGIES,  
SSI spécialisée dans les  
logiciels hautes technolo-  
gies industriels et mili-  
taires recrute des ingé-  
nieurs grandes écoles  
expérimentés dans les  
domaines suivants :

- Télécommunications : protocoles, traitement  
de communications, administration, exploitation de réseaux.
- Traitement d'images, optique.
- Interfaces homme-machine, gestion de bases de données.
- Architecture de systèmes d'exploitation.

La connaissance des langages ADA ou C++ et des méthodes  
de conception orientée objet est un plus.



Adressez votre candidature à : APSIDE TECHNOLOGIES,  
58 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne.

Nous prions instamment nos  
annonceurs d'avoir l'obligeance  
de répondre à toutes les lettres  
qu'ils reçoivent et de restituer  
aux intéressés les documents  
qui leur ont été confiés.

هكزان الذحل